

# Garantie de cours sur les actions ordinaires et les actions à dividende prioritaire de la société Legrand S.A. initiée par la société Fimaf S.A.S.

## AVIS IMPORTANT

Le 14 janvier 2003, par décision n° 203C0055, le Conseil des marchés financiers a décidé, en application de l'article 5-1-13 du Règlement général du Conseil des marchés financiers, de proroger la date de clôture de la garantie de cours initialement prévue au 14 janvier 2003 jusqu'à une date non encore déterminée par le Conseil des marchés financiers.

En conséquence, l'attention des actionnaires est attirée sur le fait que le calendrier indicatif figurant au paragraphe 1.4.6 de la note d'information ayant reçu le visa n° 02-1269 en date du 26 décembre 2002, qui fait ci-dessous l'objet d'une deuxième publication, est devenu obsolète.

Un nouveau calendrier indicatif de la garantie de cours sera publié dès qu'une nouvelle date de clôture de la période d'offre de la présente garantie de cours aura été arrêtée par le Conseil des marchés financiers au vu de l'ordonnance qui sera rendue par le Premier Président de la Cour d'Appel sur la demande de sursis à exécution de la garantie de cours.

Par ailleurs, il est rappelé que si la société Fimaf ne détient pas directement ou indirectement à la clôture de la garantie de cours la totalité du capital et des droits de vote de la société Legrand S.A, elle déposera dès la clôture de cette garantie de cours, un projet d'offre publique de retrait assorti d'un retrait obligatoire au prix de 136,73 euros par action ordinaire Legrand et de 114,13 euros par action à dividende prioritaire Legrand. Il est précisé que Fimaf ne prendra pas en charge les frais de bourse afférents aux opérations sur les titres qui seront apportés dans le cadre de l'offre publique de retrait étant entendu que les titres non apportés à cette offre feront, à l'issue de l'offre, l'objet d'un retrait obligatoire sans frais pour le propriétaire desdits titres.

Avis financier

## GARANTIE DE COURS sur les actions ordinaires et les actions à dividende prioritaire de la société



initiée par la société

# Fimaf

présentée par

**CREDIT  
SUISSE**

**FIRST  
BOSTON**

**LEHMAN BROTHERS**

Note d'information présentée conjointement par Fimaf et Legrand

**Durée de la garantie de cours :** du 31 décembre 2002 au 14 janvier 2003 inclus

**Termes de la garantie de cours :**

- **Pour la garantie de cours visant les actions ordinaires Legrand :**  
136,73 euros pour 1 action ordinaire Legrand
- **Pour la garantie de cours visant les actions à dividende prioritaire Legrand :**  
114,13 euros pour 1 action à dividende prioritaire Legrand

## AVIS IMPORTANT

Si la société Fimaf ne détient pas directement ou indirectement à la clôture de la présente garantie de cours la totalité du capital et des droits de vote de la société Legrand, elle déposera, dès la clôture de cette garantie de cours, un projet d'offre publique de retrait assorti d'un retrait obligatoire au prix de 136,73 euros par action ordinaire Legrand et de 114,13 euros par action à dividende prioritaire Legrand.



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier, la Commission des opérations de bourse a apposé le visa n° 02-1269 en date du 26 décembre 2002 sur la présente note, conformément aux dispositions de son règlement n° 2002-04. Cette note a été établie conjointement par la société Fimaf avec la société visée et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation du prix ou de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'offre faite aux actionnaires de la société visée.

La présente note d'information incorpore, par référence, le document de référence de la société Legrand déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 28 juin 2002 sous le numéro D.02-1328

Des exemplaires de la présente note d'information et du document de référence de Legrand sont disponibles auprès de :

**Fimaf** – 89, rue Taitbout – 75009 Paris

**Credit Suisse First Boston** – 21, boulevard de la Madeleine – 75038 Paris Cedex 01

**Lehman Brothers** – 21, rue Balzac – 75008 Paris

**Legrand** – 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 87000 Limoges

# PRESENTATION DE LA GARANTIE DE COURS

En application des articles 5-1-4, 5-4-1 et 5-4-2 du Règlement général du Conseil des marchés financiers ("**Règlement général du CMF**"), Credit Suisse First Boston et Lehman Brothers, agissant pour le compte de la société Fimaf, société par actions simplifiée au capital de 75.971.090 euros, ayant son siège social 89, rue Taitbout, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 421 391 269 ("**Fimaf**"), se sont engagés irrévocablement auprès du Conseil des marchés financiers (le "**CMF**") à offrir aux actionnaires de la société Legrand, société anonyme au capital de 56.320.674 euros ayant son siège social 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 87000 Limoges, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Limoges sous le numéro 758 501 001 ("**Legrand**" ou la "**Société**"), dont les actions ordinaires (les "**Actions Ordinaires**") et les actions à dividende prioritaire sans droit de vote avec privilège (les "**ADP**") sont admises au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. ("**Euronext Paris**") à acquérir la totalité de leurs Actions Ordinaires au prix unitaire de 136,73 euros par Action Ordinaire et à acquérir la totalité de leurs ADP au prix unitaire de 114,13 euros par ADP.

## 1.1 Modalités d’acquisition du bloc de contrôle

### 1.1.1 Acquisition d’un bloc d’actions de la société Legrand

A la suite d'une offre publique d'échange sur le capital de Legrand (visa n° 01-0859 en date du 19 juin 2001), Schneider Electric S.A. ("**Schneider**") a acquis 21.060.724 Actions Ordinaires, soit 98,25% des Actions Ordinaires et 6.548.139 ADP, représentant 98,1% du capital et 98,7% des droits de vote de Legrand (hors droits de vote double et actions autodétenues non apportées à cette offre publique d'échange ; avis CMF n° 201C0988 en date du 6 août 2001). Par une décision en date du 10 octobre 2001, la Commission Européenne a déclaré incompatible avec le marché commun et le fonctionnement de l'accord sur l'Espace Economique Européen cette offre publique d'échange. Cette décision étant intervenue postérieurement au résultat de l'offre publique d'échange, la Commission Européenne a initié une procédure aux fins d'ordonner la séparation de Schneider et de Legrand, notamment par voie de cession ou de scission. Sans attendre le résultat de cette procédure, Schneider a donc désigné, le 10 décembre 2001, avec l'approbation de la Commission Européenne, un mandataire, Salusto Reydel Management, chargé notamment de faciliter et de rendre compte des efforts de Schneider pour procéder dans les meilleurs délais à cette séparation.

La décision de séparation fut prononcée par la Commission le 30 janvier 2002 ; celle-ci ordonnait à Schneider de se séparer de Legrand dans un délai de neuf mois soit au plus tard le 31 octobre 2002, délai qui fut ensuite reporté au 1er février 2003.

C'est dans ce contexte que dès le mois de décembre 2001, deux banques d'affaires de premier plan, Merrill Lynch et Rothschild & Cie, furent mandatées par Schneider afin d'étudier différentes alternatives dont la cession de Legrand par une procédure de mise aux enchères.

Plusieurs candidats, tant financiers qu'industriels, furent invités à faire une offre pour la reprise de Legrand. Sept mois plus tard, le 26 juillet 2002, après examen des différentes alternatives de scission et d'offres soumises dans le cadre de la mise en vente aux enchères, Schneider signalait avec la société Lumina Parent S.A.R.L. ("**Lumina Parent**") (voir paragraphe 2 de la présente note d'information), l'actionnaire de contrôle de Fimaf, un contrat de cession d'actions, au terme duquel Schneider s'engageait à céder sa participation dans Legrand pour un prix de 3.626.971.896,59 euros. Ce contrat de cession permettait à Lumina Parent de se substituer toute société filiale pour l'acquisition des titres Legrand et à Schneider de conserver ces titres dans l'hypothèse où la décision d'interdiction de la Commission Européenne en date du 10 octobre 2001 était annulée.

C'est dans ce contexte que le 10 décembre 2002, Fimaf, filiale indirecte de Lumina Parent, après avoir constaté la levée des conditions suspensives du contrat d'acquisition et la renonciation de Schneider d'exercer son droit de conserver Legrand en dépit de la décision du Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes d'annuler le veto de la Commission Européenne, a acquis 21.060.724 Actions Ordinaires au prix unitaire de 136,73 euros et 6.548.139 ADP au prix unitaire de 114,13 euros.

### 1.1.2 Déclaration de franchissement de seuils

Par lettre en date du 10 décembre 2002 adressée au CMF, Fimaf a déclaré avoir franchi à la hausse les seuils légaux de 5%, 10%, 20%, 1/3, 50% et 2/3 du capital et des droits de vote de Legrand. Cette déclaration a fait l'objet d'un avis publié par le CMF le 12 décembre 2002 sous le n° 202C1628. Par ailleurs, Fimaf a indiqué son intention de déposer la présente garantie de cours ainsi qu'à l'issue de celle-ci, une offre publique de retrait assortie d'un retrait obligatoire dans les conditions décrites au paragraphe 1.2.2 ci-après.

### 1.1.3 Répartition de l'actionnariat de Legrand

Au 3 juin 2002, date de la dernière assemblée générale des actionnaires de Legrand, Schneider détenait 21.060.724 Actions Ordinaires et 6.548.139 ADP, soit 98,25% des Actions Ordinaires et 97,48% des ADP, représentant 98,07% du capital et 98,20% des droits de vote de Legrand.

	Actions Ordinaires	% du nombre total d'Actions Ordinaires	% des droits de vote
Schneider Public	21.060.724 374.684	98,25% 1,75%	98,20% 1,80%
<b>Total</b>	<b>21.435.408</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

	ADP	% du nombre total d'ADP	% des droits de vote
Schneider Public	6.548.139 169.390	97,48% 2,52%	- -
<b>Total</b>	<b>6.717.529</b>	<b>100%</b>	<b>-</b>

	Actions Ordinaires et ADP	% du capital	% des droits de vote
Schneider Public	27.608.863 544.074	98,07% 1,93%	98,20% 1,80%
<b>Total</b>	<b>28.152.937</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Au 11 décembre 2002, date du dépôt de la présente garantie de cours, Fimaf détenait 21.060.724 Actions Ordinaires et 6.548.139 ADP, soit 98,23% des Actions Ordinaires et 97,45% des ADP, représentant 98,04% du capital et 98,20% des droits de vote de Legrand.

	Actions Ordinaires	% du nombre total d'Actions Ordinaires	% des droits de vote
Fimaf Public	21.060.724 380.084	98,23% 1,77%	98,20% 1,80%
<b>Total</b>	<b>21.440.808</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

	ADP	% du nombre total d'ADP	% des droits de vote
Fimaf Public	6.548.139 171.390	97,45% 2,55%	- -
<b>Total</b>	<b>6.719.529</b>	<b>100%</b>	<b>-</b>

	Actions Ordinaires et ADP	% du capital	% des droits de vote
Fimaf Public	27.608.863 551.474	98,04% 1,96%	98,20% 1,80%
<b>Total</b>	<b>28.160.337</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

*Note : L'augmentation du nombre d'Actions Ordinaires et d'ADP de 21.435.408 et 6.717.529 respectivement au 3 juin 2002 (voir tableau précédent) à 21.440.808 et 6.719.529 respectivement au 11 décembre 2002 résulte de l'exercice des 5.400 et 2.000 options de souscription d'Actions Ordinaires et d'ADP respectivement restantes au titre du plan d'options mis en place en 1996 (voir paragraphe 3.4.1 (x) (f) de la présente note d'information).*

### 1.1.4 Autorisations réglementaires

Le projet de concentration de Fimaf avec Legrand a été dûment notifié auprès des autorités nationales et européenne de contrôle de la concurrence compétentes en vertu du Règlement (CEE) n° 4064/89 du 21 décembre 1989. La Commission Européenne saisie le 12 septembre 2002, s'est prononcée favorablement sur la transaction le 14 octobre 2002.

S'agissant des autorités nationales compétentes dont l'autorisation était suspensive de la réalisation de l'opération, elles se sont également prononcées favorablement sur la transaction (Etats Unis d'Amérique (le 30 septembre 2002), République Tchèque (le 11 octobre 2002), Pologne (le 13 novembre 2002), République Slovaque (le 19 novembre 2002) et Turquie (le 22 novembre 2002)).

## 1.2 Motifs de la garantie de cours et intentions de Fimaf et des Actionnaires de Contrôle pour les 12 mois à venir

### 1.2.1 Motifs de la garantie de cours

Fimaf et les actionnaires de contrôle de Fimaf, que sont la société Wendel Investissement ("**Wendel Investissement**") et le fonds d'investissement Kohlberg Kravis Roberts & Co. L.P. ("**KKR**"), (les "**Actionnaires de Contrôle**") ont pour objectif de conforter la position de leader de Legrand en produits et systèmes pour installations électriques et réseaux d'information. Fimaf et les Actionnaires de Contrôle accompagneront Legrand dans son développement en poursuivant les principales orientations stratégiques définies par l'équipe dirigeante de Legrand, notamment en terme de croissance interne et externe. Aucune synergie n'est attendue ou envisagée entre Fimaf et Legrand. Fimaf et les Actionnaires de Contrôle considèrent nécessaire de poursuivre la valorisation des savoirs-faire technologique et industriel de Legrand, la politique d'innovation des produits, le dynamisme commercial, y compris auprès des clients finaux que sont les installateurs, et plus globalement les expertises qui font de Legrand l'un des acteurs mondiaux majeurs de son métier.

La stratégie d'investissement des Actionnaires de Contrôle consiste à accompagner des entreprises à fort potentiel de croissance animées par des équipes dirigeantes de premier plan. Cette stratégie est partagée par les investisseurs associés de manière minoritaire à Wendel Investissement et KKR que sont West LB et les fonds gérés par HSBC Private Equity et par Goldman Sachs Capital Partners, ainsi que les familles Decoster et Verspieren (familles fondatrices de Legrand) (voir paragraphe 2.1.11 de la présente note d'information). En leur qualité d'investisseurs financiers, les Actionnaires de Contrôle et les investisseurs associés ont toutefois vocation à réaliser tout ou partie de leurs investissements à terme (usuellement 3 à 5 ans). A ce titre, les Actionnaires de Contrôle pourront être amenés à obtenir une liquidité au travers d'une introduction en bourse ou à envisager une cession de leurs participations à un tiers ou toute autre solution équivalente. Il est toutefois précisé que Fimaf n'entend pas céder ses titres Legrand dans les douze prochains mois.

### 1.2.2 Intentions de Fimaf et des Actionnaires de Contrôle

#### (a) Statut juridique de Legrand

Fimaf et les Actionnaires de Contrôle n'envisagent aucune fusion, scission ou apport partiel d'actif sortant du cours normal des affaires au niveau de Legrand ; notamment il n'est pas envisagé de fusionner Fimaf et Legrand.

#### (b) Conseil d'administration de Legrand

A la suite de la prise de contrôle de Legrand par Fimaf, la composition du conseil d'administration de Legrand a été modifiée le 10 décembre 2002 pour tenir compte de la nouvelle composition de son actionnariat. La nouvelle composition du conseil d'administration de Legrand est désormais la suivante : Monsieur François Grappotte (Président), Mademoiselle Fanny Picard (Wendel Investissement) et Messieurs Olivier Bazil (Legrand), Edward A. Gilhuly (KKR), Reinhard Gorenflos (KKR), Jean-Bernard Lafonta (Wendel Investissement) et Gilles Schnepf (Legrand).

#### (c) Offre publique de retrait

Dans l'hypothèse où Fimaf ne détiendrait pas la totalité du capital et des droits de vote de Legrand à l'issue de la présente garantie de cours, Fimaf déposera dès la clôture de la garantie de cours une offre publique de retrait assortie d'un retrait obligatoire sur les Actions Ordinaires et sur les ADP restant alors détenues par le public selon les mêmes termes que la garantie de cours.

Dans cette perspective, un expert indépendant, la société Bryan Garnier & Co, représentée par Monsieur Bruno Husson, a été agréé par le CMF le 23 octobre 2002, étant précisé que la Commission des opérations de bourse (la "COB") n'a pas fait usage de son droit d'opposition à cet agrément. L'expert indépendant a été chargé, conformément à l'article 5-7-1 alinéa 3 du Règlement général du CMF, de porter une appréciation sur l'évaluation des Actions Ordinaires et des ADP et de se prononcer sur le caractère équitable du prix de 136,73 euros par Action Ordinaire et de 114,13 euros par ADP. Son rapport a été déposé au CMF le 11 décembre 2002 et est reproduit in extenso au paragraphe 5 ci-après de la présente note d'information.

#### (d) Orientations en matière d'emploi

Le 18 juillet 2002, les dirigeants de Legrand ont présenté le projet de l'opération au Comité Central d'Entreprise de Legrand et au Comité Européen du Groupe Legrand. A la suite de cette réunion, un expert a été désigné afin d'analyser les conditions et les conséquences de ce changement d'actionnaires majoritaires. Les conclusions de cet expert ont été présentées aux Comité Européen du Groupe Legrand et du Comité Central d'Entreprise de Legrand lors d'une nouvelle réunion en date du 27 septembre 2002, à laquelle des représentants des Actionnaires de Contrôle furent invités.

Conformément aux dispositions des articles L. 432-1 et suivants du Code du travail, un exemplaire de la présente note d'information sera transmis aux organes représentatifs du personnel de Legrand dès la publication de ladite note d'information dans un journal d'information financière à diffusion nationale.

Fimaf et les Actionnaires de Contrôle n'envisagent pas de modifier les orientations actuelles de Legrand en matière d'emploi. En conséquence, cette opération ne devrait pas avoir d'impact sur l'emploi au sein du groupe Legrand sortant du cours normal de ses affaires.

Fimaf et les Actionnaires de Contrôle s'appuieront sur les dirigeants actuels de Legrand pour poursuivre la gestion et la direction de Legrand.

#### (e) Politique industrielle et financière de Legrand

Fimaf et les Actionnaires de Contrôle détermineront en concertation avec l'équipe de direction actuelle, dont il n'est pas envisagé qu'elle soit modifiée, la politique industrielle de Legrand. Aucune rationalisation des activités industrielles de Legrand n'est envisagée en dehors de celles réalisées dans le cours habituel des activités de Legrand.

La politique financière de Legrand sera décidée de manière autonome par le conseil d'administration de Legrand et tiendra notamment compte des échéances de remboursement des crédits bancaires octroyés à Fimaf, Legrand et ses filiales. Indépendamment du montant de l'endettement de Fimaf, de Legrand et de ses filiales, il est précisé que la capacité de Legrand à générer des liquidités devrait lui permettre de continuer à financer son développement par croissance interne et externe, comme par le passé.

L'objectif industriel des Actionnaires de Contrôle est de maintenir la croissance de Legrand à ses niveaux historiques qui a été de l'ordre de 9% à 10% par an en moyenne, moitié par croissance interne, moitié par acquisitions.

A ce titre, il est précisé que Legrand dispose de flux de trésorerie prévisionnels issus des opérations courantes annuels de l'ordre de 400 millions d'euros ce qui devrait lui permettre d'investir 150 à 200 millions d'euros par an.

#### (f) Politique de distribution de dividendes

La politique de distribution de dividendes que Fimaf entend mettre en oeuvre sera conforme à la capacité distributrice de Legrand et aux besoins de financement de Legrand et de Fimaf et tiendra également compte des échéances de remboursement des crédits bancaires octroyés à Fimaf, Legrand et ses filiales.

#### (g) Options de souscription et d'achat d'actions

Il existe, à ce jour, 14.250 options de souscription et d'achat d'Actions Ordinaires et 5.000 options de souscription d'ADP émises par Legrand et susceptibles d'être exercées pendant la durée de la présente garantie de cours à des prix compris entre 132,45 euros et 165,56 euros pour les Actions Ordinaires et entre 89,84 euros et 100,01 euros pour les ADP. Les bénéficiaires de ces options de souscription d'Actions Ordinaires et d'ADP pourront apporter à la présente garantie de cours les Actions Ordinaires et les ADP issues de l'exercice de leurs options à condition d'avoir exercé celles-ci au plus tard le dernier jour de la présente garantie de cours.

Par ailleurs, il existe 384.188 options de souscription et d'achat d'Actions Ordinaires exerçables, selon les plans, à compter de décembre 2004.

Il est rappelé à titre d'information que Schneider s'est engagée lors de son offre publique d'échange sur les titres de Legrand (visa COB n° 01-0859 en date du 19 juin 2001) à offrir aux porteurs d'options de souscription et d'achat, qui n'auraient pas été exercées, pour les plans de 1996 à 2000, une faculté d'échange à raison de 3,5 actions Schneider par Action Ordinaire et 2 actions Schneider et une soulte de 55 euros par ADP.

Pour sa part, Fimaf n'a, à ce jour, pas prévu de mécanisme de liquidité pour les bénéficiaires d'options de souscription et d'achat d'Actions Ordinaires ou d'options de souscription d'ADP qui n'auraient pas été en mesure d'exercer leurs options pendant la période d'offre de la présente garantie de cours et notamment pour ceux du plan 2001 qui ne bénéficient pas de la faculté d'échange offerte par Schneider et qui recevront au moment de l'exercice de leurs options des titres de Legrand qui ne seront plus admis à la cotation si la procédure de retrait obligatoire est menée à son terme.

1.3 Accord pouvant avoir une influence significative sur la garantie de cours

Néant.

1.4 Caractéristiques de la garantie de cours

1.4.1 Conditions de la garantie de cours

(a) Bases de la garantie de cours

En application des articles 5-4-1 et 5-4-2 du Règlement général du CMF, Fimaf s’engage irrévocablement auprès des actionnaires de Legrand à acquérir la totalité de leurs Actions Ordinaires au prix unitaire de 136,73 euros et à acquérir la totalité de leurs ADP au prix unitaire de 114,13 euros.

La présente garantie de cours est ouverte pendant une période de 10 séances de bourse, soit du 31 décembre 2002 au 14 janvier 2003 inclus. Les actionnaires de Legrand auront ainsi la possibilité d’apporter leurs titres soit pendant l’exercice 2002, soit pendant l’exercice 2003.

Credit Suisse First Boston et Lehman Brothers sont les établissements co-présentateurs de la garantie de cours. Conformément à l'article 5-1-4 du Règlement général du CMF, Credit Suisse First Boston et Lehman Brothers garantissent la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par Fimaf.

(b) Nombre de titres susceptibles d'être apportés à la garantie de cours

La présente garantie de cours porte sur l'ensemble des Actions Ordinaires et des ADP non détenues par Fimaf, soit un maximum de 394.334 Actions Ordinaires et de 176.390 ADP réparties comme suit :

- 380.084 Actions Ordinaires, représentant 1,77% des Actions Ordinaires, correspondant au nombre d'Actions Ordinaires non encore détenues par Fimaf et admises aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris ;
- 171.390 ADP, représentant 2,55% des ADP, correspondant au nombre d’ADP non encore détenues par Fimaf et admises aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris ;
- les 14.250 Actions Ordinaires qui résulteraient de l'exercice des 14.250 options de souscription d’Actions Ordinaires susceptibles d’être levées jusqu’à la date de clôture de la présente garantie de cours ;
- les 5.000 ADP qui résulteraient de l'exercice des 5.000 options de souscription d’ADP susceptibles d’être levées jusqu’à la date de clôture de la présente garantie de cours.

Il n'existe aucune valeur mobilière autre que celles mentionnées ci-dessus et au paragraphe 1.2.2(g) susceptible de donner accès, immédiatement ou à terme, au capital de Legrand.

(c) Modalités de la garantie de cours

Le projet de la présente garantie de cours a été déposé auprès du CMF le 11 décembre 2002. Un avis de dépôt a été publié par le CMF le 11 décembre 2002 sous la référence n°202C1628. Il a été reproduit par Euronext Paris dans un avis référencé n°2002-4176 en date du 11 décembre 2002. Conformément à l'article 6 du Règlement n° 2002-04 de la COB, un communiqué de presse, soumis à la COB, a été publié par Fimaf le 11 décembre 2002 et a été repris dans un avis financier par le journal Les Echos en date du 12 décembre 2002. Le CMF a autorisé la présente garantie de cours lors de sa séance du 18 décembre 2002 et a publié un avis d'autorisation le 19 décembre 2002 sous la référence n°202C1682. Il a été reproduit par Euronext Paris dans un avis référencé n°2002-4322 en date du 20 décembre 2002. Un avis d'Euronext Paris rappelant l'ouverture de la présente garantie de cours et précisant les modalités et le calendrier de la présente garantie de cours sera publié conformément à la réglementation applicable.

Les Actions Ordinaires et les ADP inscrites au nominatif pur devront être converties au nominatif administré pour être présentées à la garantie de cours à moins que leurs titulaires n'aient demandé au préalable la conversion au porteur. Toute conversion d'Actions Ordinaires nominatives au porteur par leurs titulaires avant la clôture de la garantie de cours entraînera la perte des éventuels droits de vote double.

Les titres apportés devront être libres de tout gage, nantissement ou restriction de quelque nature que ce soit. Les actionnaires de Legrand qui souhaiteraient apporter leurs Actions Ordinaires et leurs ADP dans le cadre de la présente garantie de cours devront remettre un ordre de vente qui sera irrévocable aux prestataires de services d'investissement habilités, dépositaires de leurs titres Legrand, au plus tard le 14 janvier 2003, dernier jour de la présente garantie de cours, en précisant s'ils optent pour la cession de leurs titres au prix unitaire de 136,73 euros pour les Actions Ordinaires et 114,13 euros pour les ADP :

- soit sur le marché, auquel cas le règlement-livraison sera effectué au fur et à mesure de l'exécution des ordres, trois jours de bourse après chaque négociation, mais les frais de négociation (à savoir les frais de courtage, l'impôt de bourse et la TVA afférente) resteront à leur charge; la Société Exane ("**Exane**") agira en tant que seul membre de marché-acheteur pour le compte de Fimaf dans le cadre de la garantie de cours et se portera acquéreur pour le compte de Fimaf de toutes les actions qui seront apportées à l'offre ;
- soit dans le cadre de l'offre semi-centralisée par Euronext Paris, auquel cas le règlement interviendra après les opérations de centralisation et Fimaf prendra en charge l'intégralité de l'impôt de bourse. Fimaf prendra également à sa charge les frais de courtage des vendeurs dans la limite d'un taux de 0,15% majoré de la TVA et d'un remboursement maximum de 200 euros par transaction. Seuls bénéficieront de la prise en charge par Fimaf de l'impôt de bourse et des frais de courtage, les actionnaires vendeurs dont les titres de Legrand sont inscrits à leur compte préalablement à l'ouverture de la garantie de cours et sous réserve qu'ils en fassent la demande auprès d'Exane au plus tard 3 mois après la date d'ouverture de la période d'offre de la présente garantie de cours.

1.4.2 Restrictions concernant la présente garantie de cours à l'étranger

La présente garantie de cours sur les titres Legrand est faite exclusivement en France. La présente note d'information n'est pas destinée à être diffusée dans des pays autres que la France. La diffusion de la présente note d'information, l'offre et l'acceptation de l'offre peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. En conséquence, les personnes en possession de la présente note d'information sont tenues de se renseigner sur les restrictions locales éventuellement applicables et de s'y conformer.

Etats-Unis d'Amérique

La présente garantie de cours n'est pas faite aux Etats-Unis d'Amérique ou à des personnes se trouvant aux Etats-Unis d'Amérique. La présente note d'information ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis d'Amérique, que ce soit directement ou indirectement. La présente note d'information n'a pas été soumise à la Securities and Exchange Commission américaine. En conséquence, ni la présente note d'information, ni aucun autre document relatif à la présente note d'information ou à la présente garantie de cours, ne pourront être diffusés ou envoyés aux Etats-Unis d'Amérique par les services postaux américains ou par tout autre moyen, par l'intervention d'organismes américains réglementant le commerce entre les Etats des Etats-Unis d'Amérique ou avec l'étranger, ou par un quelconque organisme d'une bourse nationale américaine de valeurs. Cette disposition s'applique également aux transmissions par télécopie, télex, téléphone ou courrier électronique. Toute acceptation de la présente garantie de cours dont on peut supposer qu'elle résulte directement ou indirectement d'une violation de ces restrictions sera réputée nulle. Pour les besoins du présent paragraphe, on entend par "Etats-Unis d'Amérique", les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions, ou l'un quelconque de ces Etats, et le District de Columbia.

Canada

La présente garantie de cours n'est pas faite au Canada ou à des personnes résidentes au Canada. En conséquence, les personnes visées ci-dessus ne peuvent pas et ne doivent pas accepter la présente garantie de cours. Toute acceptation de la présente garantie de cours dont on peut supposer qu'elle résulte directement ou indirectement d'une violation de ces restrictions sera réputée nulle.

Japon

La présente garantie de cours n'est pas faite au Japon ou à des personnes résidentes au Japon. En conséquence, les personnes visées ci-dessus ne peuvent pas et ne doivent pas accepter la présente garantie de cours. Toute acceptation de la présente garantie de cours dont on peut supposer qu'elle résulte directement ou indirectement d'une violation de ces restrictions sera réputée nulle.

1.4.3 Régime fiscal de la garantie de cours

En l'état actuel de la législation, le régime suivant est applicable. L'attention des actionnaires de Legrand est attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé du régime fiscal qui peut leur être applicable et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal.

(a) Actionnaires personnes physiques résidents en France et agissant dans le cadre de leur patrimoine privé

Conformément à l'article 150-0A et suivants du Code Général des Impôts ("CGI"), les plus-values de cession de valeurs mobilières réalisées par les personnes physiques sont imposables à l'impôt sur le revenu, dès le premier euro, si le contribuable réalise un montant annuel de cession de valeurs mobilières supérieur au seuil actuellement fixé à 7.650 euros. Le projet de loi de finances pour 2003, en cours de discussion devant le Parlement, envisage de porter ce seuil à

15.000 euros pour l'imposition des revenus des années 2003 et suivantes. Le taux global d'imposition s'établit actuellement à 26% tenant compte de l'impôt sur le revenu de 16% (article 200 A.2 du CGI), du prélèvement social de 2% (article 1600-0 F bis III 1 du CGI), de la contribution sociale généralisée de 7,5% (articles 1600-0 C et 1600-0 E du CGI) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5% (articles 1600-0 G et 1600-0 L du CGI). Les moins-values ne pourront être imputées que sur les plus-values de même nature réalisées au cours de l'année de cession ou des cinq années suivantes, à condition que le montant des cessions excède le seuil de 7.650 euros visé ci-dessus l'année de réalisation de ces moins-values. Le projet de loi de finances pour 2003 envisage la possibilité d'imputation de ces moins-values sur les dix prochaines années suivant la date de réalisation pour les moins-values réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

(b) Actionnaires personnes morales résidents en France et soumis à l'impôt sur les sociétés

Les plus-values dégagées par les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés relèvent du régime de droit commun, et sont donc soumises:

- au taux effectif de 34,33% pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2002 (33,33% majoré de la contribution supplémentaire de 3%) pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 7.630.000 euros et dont le capital, entièrement libéré, est détenu pour au moins 75% par des personnes physiques ou par une société répondant aux mêmes conditions de chiffre d'affaires et dont le capital est détenu, pour 75% au moins, par des personnes physiques ;
  - au taux effectif de 35,43% pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2002 (33,33% majoré de la contribution supplémentaire de 3% et de la contribution sociale de 3,3% sur la fraction de l'impôt sur les sociétés excédant 763.000 euros) pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés ne remplissant pas les conditions visées ci-dessus.
- Néanmoins, conformément aux dispositions de l'article 219-I a ter du CGI, les plus-values nettes réalisées à l'occasion de la cession de titres qui répondent à la définition de titres de participation au sens fiscal et qui ont été détenus depuis au moins deux ans, relèvent, sous réserve de satisfaire à l'obligation de dotation à la réserve spéciale de plus-values à long terme, du régime des plus-values à long terme, et sont donc soumises :
- au taux effectif de 19,57% pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2002 (19% majoré de la contribution supplémentaire de 3%) pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 7.630.000 euros et dont le capital, entièrement libéré, est détenu pour au moins 75% par des personnes physiques ou par une société répondant aux mêmes conditions de chiffre d'affaires et dont le capital est détenu, pour 75% au moins, par des personnes physiques ;
  - au taux effectif de 20,20% pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2002 (19% majoré de la contribution supplémentaire de 3% et de la contribution sociale de 3,3% sur la fraction de l'impôt sur les sociétés excédant 763.000 euros) pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés ne remplissant pas les conditions visées ci-dessus.

Constituant notamment des titres de participation pour l'application de l'article 219-I a ter du CGI, les actions revêtant ce caractère au plan comptable, ainsi que, sous certaines conditions, les actions acquises en exécution d'une offre publique d'achat ou d'échange par l'entreprise qui en est l'initiatrice, les titres ouvrant droit au régime fiscal des sociétés mères et filiales visé aux articles 145 et 216 du CGI ou ceux dont le prix de revient est au moins égal à 22.800.000 euros.

(c) Actionnaires personnes physiques et morales résidents en France soumis à un régime d'impôt différent

Les personnes physiques et morales résidentes en France autres que celles visées ci-dessus et répondant à la présente garantie de cours devront s'informer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

(d) Actionnaires non-résidents

L'imposition prévue à l'article 150-0A et suivants du CGI ne s'applique pas aux plus-values réalisées à l'occasion des cessions à titre onéreux de valeurs mobilières effectuées par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4B du CGI, ou dont le siège social est situé hors de France, sous réserve que ces plus-values ne soient pas rattachables à un établissement stable ou une base fixe en France (article 244 bis C du CGI) et sous réserve que la personne cédante n'ait pas détenu directement ou indirectement avec son conjoint, ses ascendants ou descendants, les ascendants ou descendants de son conjoint, des droits sociaux donnant droit à plus de 25% des bénéfices de la société dont les titres sont cédés, à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la cession. Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une participation excédant ou ayant excédé le seuil de 25% au cours de la période susvisée, sont soumises à l'impôt au taux de 16% (article 244 bis B du CGI) sous réserve de l'application d'une convention visant à éviter les doubles impositions.

1.4.4 Modalités de financement de la garantie de cours

Le coût de l'acquisition (hors commissions et frais annexes) de 100% des titres visés par la présente garantie de cours (voir paragraphe 1.4.1 (b) ci-dessus) s'élèverait à un montant maximum de 74.048.678,52 euros en numéraire. Le coût de l'acquisition de Legrand pour 100% des titres de Legrand (avant exercice des options) s'élève à un montant de 3.699 millions d'euros.

Les financements nécessaires à Fimaf pour lui permettre de procéder à l'acquisition des Actions Ordinaires et des ADP cédées par Schneider et celles visées par la présente garantie de cours ont été apportés à hauteur de 1.761 millions par le Consortium Wendel (voir paragraphe 2.1.11 (a) "**Le Consortium Wendel**"). Wendel Investissement et KKR ont ainsi investi indirectement dans Fimaf chacun une somme de 658,5 millions d'euros (Wendel Investissement utilisant sa trésorerie existante pour financer cet investissement), West LB a investi 200 millions d'euros, les fonds gérés par HSBC Private Equity 115 millions d'euros, ceux gérés par Goldman Sachs Capital Partners 100 millions d'euros et les familles fondatrices du groupe Legrand 29 millions d'euros.

Certains dirigeants de Legrand et cadres de Wendel Investissement (voir paragraphe 2.1.11 (c) "Lumina Participation") ont pour leur part apporté indirectement à Fimaf des fonds propres pour 4 millions d'euros.

Le solde du financement de l'acquisition, ainsi que le refinancement des dettes de Legrand (à l'exception de l'emprunt obligataire de USD 400.000.000 et des TSDI émis par Legrand) a été mis à disposition de Fimaf, de Legrand et de ses filiales par un syndicat bancaire et comporte un crédit senior de 1.832 millions d'euros, ainsi qu'un prêt mezzanine d'un montant de 600 millions d'euros, étant précisé que la dette bancaire mise en place et contractée par Fimaf est sans recours sur les actionnaires de contrôle de Fimaf, les titres Legrand détenus par Fimaf ayant été nantis au profit du syndicat bancaire. En outre, un crédit vendeur subordonné de 150 millions d'euros a été mis en place.

Il est indiqué, à toutes fins utiles, que le montant contractuel de remboursement du crédit sénior s'élève en moyenne à environ 50 millions d'euros par an pour les trois prochaines années.

Les fonds apportés par le Consortium Wendel (à l'exception d'une somme de 755 millions d'euros affectée à la capitalisation de Fimaf), le crédit vendeur et les crédits bancaires d'acquisition ont été mis à disposition de Fimaf par l'intermédiaire d'une société de financement de droit luxembourgeois constituée à cet effet ("**Lumina Financing**"). Cette dernière a souscrit à quatre émissions obligataires de Fimaf pour un montant total de 3.091 millions d'euros qui, augmentées du montant de l'augmentation de capital de Fimaf d'un montant de 759 millions d'euros, assure à Fimaf les financements nécessaires pour acquérir 100% du capital de Legrand et couvrir les frais d'acquisition.

Par ailleurs, Fimaf se réserve la possibilité de refinancer tout ou partie des crédits bancaires d'acquisition, notamment par de nouvelles émissions obligataires.

1.4.5 Coût de la garantie de cours

Le montant global de tous frais, coûts et dépenses exposés dans le cadre de la présente garantie de cours, y compris les honoraires et frais des conseillers financiers, conseils juridiques, commissaires aux comptes et expert indépendant est estimé à environ 2 millions d'euros ; montant compris dans le coût de l'acquisition de 100% des titres de Legrand (avant exercice des options) tel que décrit au paragraphe 1.4.4 ci-dessus.

1.4.6 Calendrier indicatif de la garantie de cours

Date	Evènements
11 décembre 2002 .....	Dépôt auprès du CMF du projet de garantie de cours Dépôt auprès de la COB du projet de note d'information de la garantie de cours et d'un projet de communiqué
12 décembre 2002 .....	Publication du communiqué dans un quotidien d'information financière de diffusion nationale
18 décembre 2002 .....	Réunion du CMF
19 décembre 2002 .....	Avis d'autorisation du CMF de la mise en oeuvre de la garantie de cours
26 décembre 2002 .....	Visa de la COB sur la note d'information de la garantie de cours
30 décembre 2002 .....	Publication de la note d'information dans un quotidien d'information financière de diffusion nationale
31 décembre 2002 .....	Ouverture de la période d'offre de la garantie de cours
14 janvier 2003 .....	Clôture de la période d'offre de la garantie de cours
21 janvier 2003 .....	Publication des résultats de la garantie de cours
22 janvier 2003 .....	Règlement-livraison des titres apportés dans le cadre de la semi-centralisation par Euronext Paris

Un avis d'Euronext Paris rappelant l'ouverture de la présente garantie de cours et précisant les modalités et le calendrier de la présente garantie de cours sera publié conformément à la réglementation applicable.



Principaux postes du compte de résultat de Fimaf :

En euros	31 juillet 2002	31 décembre 2001
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat d'exploitation	(4.304)	(7.067)
Résultat financier	1.141	2.799
Résultat net	(3.163)	(4.268)

Note : L'exercice clos le 31 juillet 2002 s'est déroulé sur 7 mois et l'exercice clos le 31 décembre 2001 sur 12 mois.

Èvènements postérieurs à la clôture de l'exercice social de Fimaf

Depuis la clôture de son exercice social, le 31 juillet 2002, Fimaf a procédé aux opérations décrites ci-après.  
Le 8 décembre 2002, Fimaf a réalisé une augmentation de capital en numéraire réservée à son actionnaire unique, Fimep, pour un montant de 759.310.900 millions d'euros par la création et l'émission de 75.931.090 actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro chacune, soit une prime d'émission de 683.379.810 euros. A la suite de cette opération, le capital social de Fimaf a été fixé à la somme de 75.971.090 euros.  
Le 8 décembre 2002, Fimaf a, par ailleurs, réalisé trois émissions obligataires d'un montant total de 1.335.000.000 euros et une émission d'obligations avec bons de souscription d'actions de Fimep d'un montant de 1.756.244.500 euros pour le financement de l'acquisition de Legrand.  
Le 10 décembre 2002, Fimaf a procédé à l'acquisition de la participation de Schneider, soit 21.060.724 actions ordinaires et 6.548.139 ADP pour un montant de 3.626.971.896,59 euros.  
Fimaf a déposé, le 11 décembre 2002, un projet de garantie de cours auprès du CMF (voir paragraphe 1.4 ci-dessus "Caractéristiques de la garantie de cours").

III PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ VISÉE : LEGRAND

Les renseignements concernant Legrand figurent dans le document de référence déposé auprès de la COB le 28 juin 2002 sous le numéro D.02-1328. Les informations figurant ci-après constituent essentiellement une mise à jour des renseignements inclus dans le document de référence susvisé.

3.1 Faits exceptionnels et litiges

A la connaissance de Legrand, il n'existe pas de faits exceptionnels ou de litiges susceptibles d'avoir une influence défavorable significative sur son patrimoine ou sa situation financière.

3.2 Évolutions récentes et perspectives d'avenir

A la connaissance de Legrand, aucun événement susceptible d'avoir une influence défavorable significative sur son patrimoine ou sa situation financière n'est survenu depuis les derniers états financiers publiés.  
Les communiqués de presse suivants ont été publiés par Legrand depuis le dépôt de son document de référence le 28 juin 2002

- 24 octobre 2002 : "Chiffre d'affaires des 9 premiers mois (au 30 septembre 2002) : -0,9% à données comparables."
- 10 septembre 2002 : "Des résultats semestriels conformes aux prévisions. Une résistance satisfaisante dans un contexte difficile,"
- 25 juillet 2002 : "Chiffre d'affaires du 1er semestre 2002 : -2,6% à données comparables."

Ces communiqués de presse sont disponibles en ligne sur le site Internet de Legrand (www.legrandelectric.com) sous la rubrique "Informations financières" puis "Actualités" et sur demande au siège social de Legrand.  
Il est par ailleurs précisé que le ratio investissement industriel sur chiffre d'affaires sur lequel est fondé le plan d'entreprise est compris entre 7% et 7,5% ; ratio supérieur à celui réalisé au cours des deux dernières années.  
En outre, Legrand considère que sa structure financière la rend apte à répondre aux exigences d'un LBO. Selon les prévisions, le ratio dette financière nette sur fonds propres de Legrand devrait être ramené pour l'exercice 2002 à un ratio légèrement supérieur à 0,5 et sa capacité à générer des flux de trésorerie libres ("free cashflows") excédentaires devrait s'améliorer en passant de 6% en moyenne (sur la dernière décennie) à 8% à la fin de l'année 2002.

3.3 Direction et Administration

A la suite de la prise de contrôle de Legrand par Fimaf, la composition du conseil d'administration de Legrand a été modifiée le 10 décembre 2002 pour tenir compte de la nouvelle composition de son actionariat.  
La nouvelle composition du conseil d'administration de Legrand est désormais la suivante : Monsieur François Grappotte (Président), Mademoiselle Fanny Picard (Wendel Investissement) et Messieurs Olivier Bazil (Legrand), Edward A. Gilhuly (KKR), Reinhard Gorenflos (KKR), Jean-Bernard Lafonta (Wendel Investissement) et Gilles Schnepf (Legrand).

3.4 Renseignements financiers concernant Legrand

3.4.1 Comptes consolidés au 30 Juin 2002

Comptes des résultats consolidés

Pour la période s'achevant le 30 juin en millions d'euros	2002	2001	2000
<b>Chiffre d'affaires net, hors taxes</b> <i>(note i (j))</i>	<b>1.542</b>	<b>1.596</b>	<b>1.314</b>
<b>Frais opérationnels</b> <i>(note xvii (a))</i>	(855)	(888)	(708)
Coût des ventes	(401)	(404)	(311)
Frais administratifs et commerciaux	(69)	(66)	(60)
Frais de recherche et de développement	(3)	(7)	(7)
Autres produits (frais) opérationnels	(24)	(25)	(11)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>190</b>	<b>213</b>	<b>217</b>
Produits (frais) financiers net <i>(notes xii et xviii)</i>	(27)	(46)	(20)
Profits (pertes) sur cessions d'actifs	11		(1)
Autres produits (charges) <i>(note xvii (b))</i>	(28)	(19)	(10)
Charges liées à l'OPE <i>(note xvii (c))</i>	(2)		
<b>Résultat avant impôts, intérêts minoritaires et quote-part du résultat des équivalences</b>	<b>144</b>	<b>148</b>	<b>186</b>
Impôts sur les bénéfices <i>(note xix)</i>	(45)	(39)	(64)
<b>Résultat net avant intérêts minoritaires et quote-part du résultat des équivalences</b>	<b>99</b>	<b>109</b>	<b>122</b>
Intérêts minoritaires	(1)	(1)	(1)
Quote-part du résultat des équivalences	2	1	(1)
<b>Bénéfice net revenant à Legrand</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>120</b>
<b>Bénéfice net par action</b> <i>(notes i (d) et ix (b))</i>	<b>2002</b>	<b>2001</b>	<b>2000</b>
Avant dilution :			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28.152.937	26.704.077	26.882.717
Bénéfice net par action (euro)	3,56	4,10	4,47
Dans l'hypothèse d'une dilution maximale :			
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le calcul	28.158.343	26.719.584	26.998.877
Bénéfice net par action (euro)	3,56	4,10	4,45

Les montants présentés en euros en 2000 ont été déterminés par conversion des comptes arrêtés en francs français en utilisant le taux de change officiel de l'euro (1 euro = 6,55957 francs). Les comptes 2001 et 2002 ont été arrêtés en euros.

Bilans consolidés

ACTIF au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
<b>Immobilisations corporelles</b> <i>(notes i (g) et iii)</i>			
Montants bruts	2.517	2.535	2.091
Amortissements	(1.484)	(1.413)	(1.171)
	<b>1.033</b>	<b>1.122</b>	<b>920</b>
<b>Autres valeurs immobilisées</b>			
Titres de participations (note iv)	26	27	157
Survaleurs nettes <i>(notes i (f) et ii)</i>	1.068	1.291	371
Impôts différés à long terme <i>(notes i (i) et xix)</i>	62	37	24
Autres valeurs immobilisées (note v)	337	143	41
	<b>1.493</b>	<b>1.498</b>	<b>593</b>
<b>Valeurs d'exploitation nettes</b> <i>(notes i (h) et vi)</i>	<b>453</b>	<b>513</b>	<b>434</b>
<b>Réalisable et disponible</b>			
Clients et effets à recevoir <i>(note vi)</i>	723	745	641
Autres débiteurs	110	106	120
Impôts différés à court terme <i>(note i (i) et xix)</i>	61	75	30
Valeurs mobilières de placement <i>(note viii)</i>	413	610	658
Banques	312	470	329
	<b>1.619</b>	<b>2.006</b>	<b>1.778</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>4.598</b>	<b>5.139</b>	<b>3.725</b>

Les montants présentés en euros en 2000 ont été déterminés par conversion des comptes arrêtés en francs français en utilisant le taux de change officiel de l'euro (1 euro = 6,55957 francs). Les comptes 2001 et 2002 ont été arrêtés en euros.

PASSIF au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
<b>Capitaux propres</b>			
Capitaux social <i>(note ix)</i>	56	53	53
Primes	170	133	130
Réserves (note xi (a))	1.826	1.492	1.333
Réserve de conversation (note xi (b))	(281)	(132)	(178)
	<b>1.771</b>	<b>1.546</b>	<b>1.338</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>8</b>
<b>Titres subordonnés à durée indéterminée</b> <i>(note xii)</i>	<b>241</b>	<b>289</b>	<b>333</b>
<b>Emprunts à long terme</b> <i>(note xiii)</i>	<b>869</b>	<b>1.014</b>	<b>588</b>
<b>Impôts différés à long terme</b> <i>(note i (i) et xix)</i>	<b>43</b>	<b>45</b>	<b>39</b>
<b>Autres passifs à long terme</b> <i>(note xiv)</i>	<b>169</b>	<b>163</b>	<b>145</b>
<b>Dettes et passifs à court terme</b>			
Fournisseurs et effets à payer	251	286	245
Autres créanciers <i>(note xvi)</i>	417	455	364
Impôts différés à court terme <i>(notes i (i) et xix)</i>	2	3	2
Crédits à court terme <i>(note xv)</i>	826	1,328	663
	<b>1.496</b>	<b>2.072</b>	<b>1.274</b>
<b>Total du passif</b>	<b>4.598</b>	<b>5.139</b>	<b>3.725</b>

Les montants présentés en euros en 2000 ont été déterminés par conversion des comptes arrêtés en francs français en utilisant le taux de change officiel de l'euro (1 euro = 6,55957 francs). Les comptes 2001 et 2002 ont été arrêtés en euros.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Pour la période s'achevant le 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
<b>Opérations courantes :</b>			
Bénéfice net revenant à Legrand	100	109	120
(Produits) charges ne générant pas de flux de trésorerie :			
- amortissement des immobilisations corporelles	90	84	73
- amortissement des immobilisations incorporelles	34	34	16
- variation des impôts différés à long terme	1	(24)	(4)
- variation des autres actifs et passifs à long terme	(1)	3	(1)
- intérêts minoritaires	1	1	1
- quote-part du résultat des équivalences	(2)	(1)	1
- autres éléments du résultat impactant la MBA	2	3	2
<b>Marge brute d'autofinancement ("MBA")</b>	<b>225</b>	<b>209</b>	<b>208</b>
(Plus-values) moins-values sur cessions d'actifs	(11)		1
(Plus-values) moins-values sur cessions de placements	(5)	(13)	(3)
Mouvements des autres actifs et passifs opérationnels (hors effets des investissements en sociétés consolidées)			
- clients et autres débiteurs	(55)	5	(43)
- valeurs d'exploitation nette	(6)	(28)	(45)
- fournisseurs et autres créanciers	32	16	9
- autres actifs et passifs opérationnels	3	(9)	2
<b>Flux de trésorerie issus des opérations courantes</b>	<b>183</b>	<b>180</b>	<b>129</b>
<b>Opérations d'investissement :</b>			
Trésorie provenant de cessions d'actifs	114	11	5
Investissements industriels	(75)	(99)	(103)
Trésorie provenant de cessions de titre de placement	202	91	123
Acquisitions de titre de placement	(15)	(98)	(147)
Investissements en participations consolidées		6	(7)
Investissements en participations non consolidées	(4)	(1)	(127)
<b>Flux de trésorerie générés par les investissements</b>	<b>222</b>	<b>(90)</b>	<b>(256)</b>
<b>Opérations de financement :</b>			
En capital			
- augmentation de capital			3
- rachat d'actions Legrand			(72)
- dividende payé par Legrand	(60)	(57)	(52)
- dividendes payés par des filiales de Legrand			
Autres			
- amortissement des TSDI	(25)	(23)	(21)
- accroissement (réduction) des emprunts	(7)	(42)	(1)
- émission (remboursement) des billets de trésorerie	(290)	72	324
- variation des concours bancaires courants	(223)	43	(34)
<b>Flux de trésorerie issus des opérations financières</b>	<b>(605)</b>	<b>(7)</b>	<b>147</b>
Effet net des conversions sur la trésorerie	(19)	7	5
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>(219)</b>	<b>90</b>	<b>25</b>
Trésorerie au début de la période	531	380	304
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>	<b>312</b>	<b>470</b>	<b>329</b>
Intérêts payés au cours de la période	46	75	49
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	39	28	64

Les montants présentés en euros en 2000 ont été déterminés par conversion des comptes arrêtés en francs français en utilisant le taux de change officiel de l'euro (1 euro = 6,55957 francs). Les comptes 2001 et 2002 ont été arrêtés en euros.



Tableaux de l'évolution des capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	Capital social	Primes d'émission	Réserve ordinaires	Réserve de conversion	Total des capitaux propres
<b>Au 31 décembre 1999</b>	<b>54</b>	<b>128</b>	<b>1.284</b>	<b>(211)</b>	<b>1.255</b>
Bénéfice de la période			120		120
Augmentation de capital		2	1		3
Rachat d'actions Legrand ( <i>note ix</i> )	(1)		(72)		(73)
Mouvements de la réserve de conversation				33	33
<b>Au 30 juin 2000</b>	<b>53</b>	<b>130</b>	<b>1.333</b>	<b>(178)</b>	<b>1.338</b>
Bénéfice de la période			115		115
Augmentation de capital		3	2		5
Rachat d'actions Legrand ( <i>note ix</i> )			(10)		(10)
Dividendes distribués au titre de 2000 ( <i>notes ix et xxii</i> )					
- 1,87 euro par action ordinaire			(37)		(37)
- 2,99 euros par action privilégiée			(20)		(20)
Mouvements de la réserve de conversion				(5)	(5)
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>53</b>	<b>133</b>	<b>1.383</b>	<b>(183)</b>	<b>1.386</b>
Bénéfice de la période			109		109
Augmentation de capital					
Rachats d'actions Legrand ( <i>note ix</i> )					
Mouvements de la réserve de conversion				51	51
<b>Au 30 juin 2001</b>	<b>53</b>	<b>133</b>	<b>1.492</b>	<b>(132)</b>	<b>1.546</b>
Bénéfice de la période			66		66
Augmentation de capital		1			1
Rachat d'actions Legrand ( <i>note ix</i> )	3	36	235		274
Dividendes distribués au titre de 2001 ( <i>note ix et xxii</i> )					
- 1,87 euro par action ordinaire, précompte inclus			(45)		(45)
- 2,99 euros par action privilégiée, précompte inclus			(23)		(23)
Mouvements de la réserve de conversion				(42)	(42)
<b>Au 31 décembre 2001</b>	<b>56</b>	<b>170</b>	<b>1.725</b>	<b>(174)</b>	<b>1.777</b>
Bénéfice de la période			100		100
Augmentation de capital					
Impact des actions Schneider Electric ( <i>note i (a)</i> )			1		1
Mouvements de la réserve de conversion				(107)	(107)
<b>Au 30 juin 2002</b>	<b>56</b>	<b>170</b>	<b>1.826</b>	<b>(281)</b>	<b>1.771</b>

Pour ces mêmes périodes, le résultat global (note 1 (q)) s'analyse comme suit :

<i>millions d'euros</i>	Éléments ayant impacté la situation nette		Résultat global
	Enregistrés en résultat	Non enregistrés en résultat	
6 premiers mois de 2000	120	33	153
6 premiers mois de 2001	109	51	160
6 premiers mois de 2002	100	(107)	(7)

Les montants présentés en euros en 2000 ont été déterminés par conversion des comptes arrêtés en francs français en utilisant le taux de change officiel de l'euro (1 euro = 6,55957 francs). Les comptes 2001 et 2002 ont été arrêtés en euros.

Notes sur les comptes consolidés

Liste des sociétés consolidées

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Legrand et de 112 filiales intégrées globalement. Les comptes et les situations nettes de 7 sociétés affiliées sont pris en équivalence. Les filiales opérationnelles les plus significatives, toutes détenues à 100% à l'exception de FAEL (93%) sont les suivantes :

Filiales françaises	Filiales étrangères
Arnould-Fae	Anam .....Corée du Sud
Baco	Bticino .....Italie
Inovac	Bticino de Mexico.....Mexique
Legrand Deri	Bticino Quintela.....Espagne
Legrand snc	Bufer Elektrik .....Turquie
Martin & Lunel	Electro Andina .....Chili
Planet-Wattohm	Fael .....Pologne
Ura	Legrand.....Allemagne
	Legrand .....Brésil
	Legrand .....Italie
	Legrand Electric .....Royaume-Uni
	Legrand Electrica.....Portugal
	Legrand Electricque .....Belgique
	Legrand Espanola .....Espagne
	Legrand .....Grèce
	Legrand Österreich.....Autriche
	Luminex .....Colombie
	MDS .....Inde
	Ortronics .....Etats-Unis d'Amérique
	Pass & Seymour .....Etats-Unis d'Amérique
	Pial .....Brésil
	Tenby Industries .....Royaume-Uni
	The Watt Stopper .....Etats-Unis d'Amérique
	The Wiremold Company .....Etats-Unis d'Amérique

(i) Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe respectent les dispositions de la législation française (articles L 233-16 à L 233-27 du Code du Commerce, décret du 23 juillet 1967, règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable) à l'exception de la dérogation exposée ci-après (note i (a)). Les comptes sociaux de chacune des sociétés intégrées globalement ou mises en équivalence, établis en accord avec les principes comptables et les réglementations en vigueur dans leurs pays respectifs font, en conséquence, l'objet de retraitements pour se conformer à ces principes qui sont essentiellement ceux décrits ci-après.

(a) Echange des actions Legrand d'autocontrôle contre des actions Schneider Electric

Legrand a fait l'objet en 2001 d'une offre publique d'échange de titres de la société Schneider Electric (note xxv). Legrand a apporté à Schneider Electric les titres détenus dans le cadre de l'autocontrôle qui venaient en réduction de la situation nette dans les comptes arrêtés jusqu'au 30 juin 2001, soit 1.382.370 actions ordinaires et 55.116 actions à dividende prioritaire. En échange de ces titres, dont la valeur historique est de 195 millions d'euros, Legrand a reçu 4.948.527 actions Schneider Electric (soit 2,06% du capital) valorisés au 06/08/01 au cours de 59,36 euros, soit 294 millions d'euros. La plus-value ainsi dégagée au cours de cette opération, d'un montant de 99 millions d'euros après impôts, a été comptabilisée directement en réserves consolidées conformément aux principes comptables français et américains. Ces titres ont été classés en autres valeurs immobilisées.

L'application stricte des principes comptables sur la comptabilisation des titres amènerait à chaque arrêté à comptabiliser par le résultat l'évolution du cours des titres Schneider Electric. Egalement, devraient être constatés en résultat les profits et les pertes réalisés lors de la cession de ces titres. Cette méthode ne serait pas cohérente avec le traitement comptable des titres d'autocontrôle et fausserait donc la lisibilité des comptes du Groupe. Afin de tenir compte de la situation exceptionnelle rencontrée et de respecter le principe d'image fidèle, il a été décidé de déroger aux principes comptables de traitement des titres immobilisés et ainsi de neutraliser dans les comptes 2001 et suivants, dans la limite de la plus-value de 99 millions d'euros après impôts, tout impact de résultat concernant les titres Schneider Electric reçus en échange des titres Legrand détenus en autocontrôle. En conséquence, dans les comptes clos au 31 décembre 2001, les titres Schneider Electric détenus ont été valorisés au cours de 54 euros et la variation de valeur après impôts, soit – 20 millions d'euros, a été comptabilisée directement en situation nette. Au 30 juin 2002, les titres détenus (5.323.849), valorisés à 52,64 euros, représentent une valeur de 175 millions d'euros. L'impact sur le résultat des cessions et de l'ajustement de la provision imputé directement en situation nette est de 0,5 million d'euros après impôt.

(b) Consolidation

Les sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement, sont intégrées globalement ; les sociétés dont le pourcentage de contrôle, direct ou indirect, est compris entre 20% et 50% sont mises en équivalence. Toutes les transactions significatives entre ces sociétés sont éliminées.

(c) Conversion des éléments en devises

Pour tous les pays autres que ceux à haute inflation

- le bilan est converti en euros au taux de clôture,
- le compte de résultat est converti en euros au taux de change moyen annuel,
- les profits et pertes résultant de la conversion des états financiers en devises étrangères sont enregistrés dans un compte spécial de la situation nette jusqu'à la cession complète ou quasi-complète des filiales concernées.

Pour les pays à forte inflation

- les stocks et les immobilisations sont convertis en euros aux taux historiques,
- les autres actifs et passifs sont convertis en euros au taux de clôture,
- les profits et pertes résultant de la conversion des états financiers en devises étrangères sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique "profits (pertes) de change et de conversion".

Pour tous les pays

- les profits et pertes résultant de transactions en monnaies étrangères sont, d'une façon générale, inclus dans le compte de résultat consolidé sous la rubrique "profits (pertes) de change et de conversion", à l'exception de certaines transactions à caractère d'investissement permanent entre des sociétés du groupe qui sont comptabilisées directement en situation nette sous la rubrique " réserve de conversion ".

(d) Bénéfice par action

Le bénéfice net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période ; le bénéfice net par action, après dilution, est calculé en prenant en compte l'hypothèse selon laquelle toutes les options de souscription d'actions accordées aux membres du personnel du groupe auraient été levées au début de la période ou à leurs dates d'attribution si ces dernières sont postérieures.

(e) Tableaux des flux de trésorerie

La trésorerie inclut les disponibilités, les dépôts bancaires à court terme et l'ensemble des autres actifs financiers dont l'échéance n'excède pas trois mois. Les valeurs mobilières de placement, bien que disponibles sans délai, ont été exclues du montant de la trésorerie, leur conversion en cash n'étant pas envisagée à court terme.

(f) Immobilisations incorporelles

Les survaleurs, représentant l'excédent du prix d'acquisition des sociétés consolidées par rapport à la part du groupe dans l'actif net de ces sociétés à leurs dates d'acquisition, sont amorties linéairement sur la base d'une durée de vie estimée sans que celle-ci, toutefois, n'excède 40 ans. Une provision est constituée pour dépréciation durable des survaleurs, déterminée en tenant compte d'éléments tels que les tendances et perspectives futures, notamment en matière de bénéfice et de flux de trésorerie provenant des opérations courantes, la concurrence et d'autres facteurs économiques. En règle générale, une provision est constituée dès lors que la somme des flux de trésorerie provenant des opérations courantes pendant la période d'amortissement de la survaleur est inférieure au montant résiduel de cette survaleur. Le montant de la provision est alors égal à la différence entre le montant résiduel de la survaleur et la valeur actuelle des flux de trésorerie provenant des opérations courantes de la société concernée. Les coûts de développement des logiciels à usage interne engagés par les sociétés du groupe et les frais de recherche et développement sont inclus dans les charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les coûts d'acquisition de progiciels sont enregistrés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur une durée d'utilisation comprise entre 3 et 8 ans. Les autres immobilisations incorporelles, figurant à l'actif en "autres valeurs immobilisées", sont amorties linéairement sur des périodes correspondant à leur durée d'utilisation prévue et n'excédant pas 20 ans pour les brevets et les marques et 40 ans pour les fonds de commerce.

(g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition incluant les intérêts intercalaires. Lorsque le groupe est propriétaire d'un bien en vertu d'un contrat de location de longue durée ou de crédit-bail présentant les caractéristiques d'une acquisition, la valeur vénale du bien est immobilisée et amortie selon la méthode décrite ci-dessous ; la dette correspondante figure au passif du bilan. La réévaluation légale française (lois du 29 décembre 1976 et du 30 décembre 1977) et les réévaluations étrangères n'ont pas été prises en compte dans les états financiers consolidés. Les amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories de biens ; les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Constructions légères.....	25 ans
Constructions traditionnelles.....	40 ans
Matériels industriels.....	8 à 10 ans
Outils.....	5 ans
Matériel et mobilier de bureau.....	5 à 10 ans

(h) Valeurs d'exploitation

Les stocks et les travaux en cours sont évalués au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur de remplacement (produits achetés) ou de reproduction (produits fabriqués), sans toutefois excéder leur valeur nette de réalisation. Les prix de revient sont déterminés selon la méthode du FIFO (premier entré, premier sorti).

(i) Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable. Cette méthode prévoit la comptabilisation des impôts différés sur la base des différences entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs du bilan. Le dernier taux officiellement publié est utilisé pour calculer les impôts différés à payer ou à recevoir à la clôture du semestre. Les actifs d'impôts différés dont la récupération future est jugée incertaine font l'objet d'une provision destinée à les ramener à leur valeur probable de réalisation. Le montant de la provision est déterminé pour chaque entité fiscale, séparément, en tenant compte de la situation de l'entité concernée. Une provision est constituée pour les impôts qui seraient exigibles en cas de distribution des réserves des filiales et participations lorsqu'elles ne sont pas considérées comme investies de façon permanente. Lorsqu'une filiale réalise une réévaluation de ses actifs pour des raisons fiscales, l'économie d'impôt réalisée est constatée dans ses comptes sur la base des règles fiscales connues lors de la réévaluation en tenant compte de leur remise en cause possible lors des exercices ultérieurs.

(j) Chiffre d'affaires net

Le chiffre d'affaires net est indiqué avant déduction des escomptes de règlement et après déduction des ristournes et rabais. La comptabilisation du chiffre d'affaires intervient lors de l'expédition des produits.

(k) Valeur de marché des actifs et passifs financiers

Les disponibilités, les dépôts à court terme, les créances clients, les dettes fournisseurs, les produits à recevoir, les charges à payer et les crédits à court terme sont comptabilisés au bilan à leur valeur historique, identique à la valeur de marché compte tenu de la proximité de leur échéance.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement correspond à leur valeur boursière ou de réalisation. Celle des dettes à long terme est déterminée sur la base des taux d'intérêt en vigueur pour des titres émis à des conditions et avec des échéances résiduelles similaires. La valeur de marché des " swaps " de taux d'intérêt correspond au montant estimé que la contrepartie encaisserait ou aurait à verser en cas de résiliation desdits contrats à la date de clôture. Conformément aux principes comptables français, la valeur de marché des swaps n'est pas comptabilisée.

(l) Instruments financiers

Le groupe a pour principe général de s'interdire toute opération à caractère spéculatif sur les instruments financiers et dérivés ; les opérations conclues sont donc exclusivement destinées à couvrir les risques de taux de change, d'intérêt ou de cours des matières premières.

Pour cela, le groupe utilise périodiquement différents instruments financiers tels que " swaps ", options et contrats à terme en fonction de la nature des risques à couvrir.

Les "swaps" qui sont destinés à assurer la couverture des risques de taux sur certains placements ou emprunts consistent en l'échange de flux d'intérêts à taux fixe et à taux variable sur la durée du contrat, sans qu'il y ait échange du nominal sous-jacent. La différence entre les intérêts à recevoir et à payer est rapportée au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat, sous la rubrique "produits (frais) financiers nets". Les gains et pertes occasionnés en cas de dénouement anticipé d'un contrat de "swap" sont différés et rapportés au compte de résultat prorata temporis sur la durée résiduelle du contrat sous la rubrique "produits (frais) financiers nets".

Les contrats d'options et à terme de devises sont destinés à assurer la couverture des risques de change sur les engagements, transactions et revenus libellés en devises. Les gains ou pertes latents sur contrats d'options et à terme de devises affectés à la couverture d'engagements identifiés sont généralement différés et intégrés à la valeur des transactions qui découlent de ces engagements. Les gains et pertes résultant d'une terminaison anticipée du contrat sous-jacent sont constatés au compte de résultat sous la rubrique "autres produits (charges)". Les gains et pertes latents sur contrats d'options et à terme de devises affectés à la couverture de transactions sont également différés et rapportés au compte de résultat de manière symétrique à la comptabilisation du gain ou de la perte réalisé sur la transaction couverte. Les contrats d'options et à terme de devises affectés à la couverture de revenus libellés en devises, qui sont généralement conclus pour des périodes n'excédant pas 12 mois, sont évalués à leur valeur de marché et les gains ou pertes latents sont constatés en résultat.

Les contrats à terme de matières premières sont utilisés pour couvrir tout ou partie des approvisionnements. Les gains ou pertes latents sur contrats d'options à terme de matières premières affectés à la couverture d'engagements identifiés sont constatés au bilan sous la rubrique "autres débiteurs - autres créanciers" et constatés au compte de résultat lors de la réalisation de la transaction sous-jacente sous la rubrique "coût des ventes". Si les quantités initialement couvertes deviennent supérieures aux besoins, les contrats à terme de quantité de matière excédentaire sont évalués à leur valeur de marché et les gains et pertes latents sont constatés en résultat. La performance de la couverture est mesurée par la haute corrélation constatée par le passé et escomptée pour le futur entre les variations de la valeur de marché de l'instrument de couverture et la variation de la valeur des éléments sous-jacents. Si cette corrélation disparaît, la couverture est interrompue et les gains et pertes latents sont constatés en résultat.

Les flux financiers générés par les instruments financiers sont présentés dans le tableau des flux de trésorerie sous la rubrique de la transaction sous-jacente à laquelle ils sont adossés.

(m) Risques liés à l'environnement et à la responsabilité produits

Des provisions sont constituées au titre des risques liés à l'environnement et à la responsabilité produits. De telles provisions sont créées dans tous les cas où, selon les informations disponibles, la mise en cause de la responsabilité du groupe semble probable et le montant des charges qui seront supportées à ce titre peut être estimé avec un niveau de précision raisonnable. Lorsque la mise en cause de la responsabilité du groupe est possible, sans pour autant être probable ou sans que les charges susceptibles d'en découler puissent être estimées, le risque est mentionné dans une note aux états financiers consolidés.

Les provisions pour risques liés à l'environnement sont déterminées au cas par cas en fonction des informations disponibles à la date de clôture. Les provisions pour risques liés à la responsabilité produits sont évaluées en fonction des faits et circonstances connus par le groupe, des statistiques disponibles, du nombre de réclamations reçues et d'une estimation des coûts qu'il sera nécessaire d'engager pour gérer celles-ci, assurer la défense du groupe et, le cas échéant, procéder à leur règlement.

(n) Options de souscription d'actions

Les coûts de compensation relatifs aux options de souscription d'actions attribuées aux salariés sont calculés selon la méthode de la valeur intrinsèque qui prend en compte la différence entre la valeur boursière des titres au jour de l'attribution des options et le prix auquel les salariés bénéficiaires ont la possibilité de lever lesdites options.

(o) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs, passifs, produits, charges et engagements. Les données définitives peuvent différer de ces estimations et hypothèses.

(p) Transferts et utilisation des actifs financiers

Le groupe distingue selon qu'il s'agit d'un transfert avec perte du droit de décision sur les actifs financiers transférés, qui est dans ce cas assimilé à une vente avec en contrepartie l'extinction à due concurrence de la dette correspondante, ou du simple nantissement de ces actifs financiers en garantie d'un emprunt. Aucune des garanties concédées par le groupe n'est assimilable à un transfert de propriété et le groupe conserve toute liberté de gestion des actifs nantis.

(q) Résultat global

Le résultat global comprend la somme des différents éléments pris en compte pour la détermination de la situation nette en fin de période, que ces éléments aient été enregistrés au compte de résultat ou qu'ils aient été portés directement dans un compte spécial de la situation nette, à l'exclusion du capital social, des primes d'émission, des mouvements liés aux actions d'autocontrôle et des dividendes distribués.

Pour les périodes concernées, seuls les mouvements de la réserve de conversion (note 1(c)) s'ajoutent au résultat pour constituer le résultat global.

(r) Autres produits et charges non opérationnels

Le poste " autres produits et charges " classé en-dessous du résultat opérationnel représente les escomptes accordés aux clients, les escomptes reçus des fournisseurs, les profits et pertes de conversion, les charges de restructurations, les plus et moins-values sur cessions d'actifs et autres produits et charges à caractère exceptionnel.

(ii) Survaleurs nettes (note i (f))

Les survaleurs sont considérées comme faisant partie de l'actif net des sociétés acquises ; s'agissant de sociétés étrangères, ces survaleurs, exprimées en devises locales, sont converties en euros au taux de clôture (à l'exception des sociétés situées dans des pays à forte inflation pour lesquelles elles sont directement calculées en euros).

Les survaleurs s'analysent comme suit :

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Valeurs brutes	1.264	1.453	484
Amortissements	(196)	(162)	(113)
	1.068	1.291	371

se répartissant géographiquement comme suit :

- France	44	45	49
- Italie	109	113	118
- Autres pays d'Europe	123	211	35
- Etats-Unis d'Amérique	728	836	119
- Autres pays	64	86	50
	1.068	1.291	371

Au 30 juin 2002, les principales survaleurs concernent la société américaine Wiremold et la société italienne Bticino dont les valeurs nettes respectives s'élèvent à 617 et 99 millions d'euros et dont la durée d'amortissement est de 40 ans. Les autres survaleurs n'excèdent pas individuellement une valeur nette de 100 millions d'euros et sont amorties sur des durées de vie comprises entre 5 et 40 ans.

Les mouvements des survaleurs sont résumés ci-après :

Pour la période s'achevant le 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Survaleurs brutes :			
Au début de la période	1.330	1.108	445
- acquisition nouvelles ou complémentaires	2	264	29
- autres mouvements des survaleurs brutes	22		
- effet des conversions	(90)	81	10
A la fin de la période	1.264	1.453	484
Amortissements :			
Au début de la période	(181)	(131)	(101)
- dotations	(24)	(25)	(11)
- autres mouvements des amortissements			
- effet des conversions	9	(6)	(1)
A la fin de la période	(196)	(162)	(113)

(iii) Immobilisations corporelles (note i (g))

Les immobilisations corporelles, incluant les biens loués capitalisés, s'analysent comme indiqué ci-dessous :

Au 30 juin en millions d'euros	France			Etranger			Total		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Terrains	20	20	20	42	45	37	62	65	57
Constructions	293	285	243	307	322	247	600	607	490
Matériels et outillages	802	753	674	988	1.005	538	1.790	1.758	1.212
En cours	42	62	115	23	43	217	65	105	332
	1.157	1.120	1.052	1.360	1.415	1.039	2.517	2.535	2.091
Amortissements	(734)	(687)	(650)	(750)	(726)	(521)	(1.484)	(1.413)	(1.171)
	423	433	402	610	689	518	1.033	1.122	920

Les mouvements des immobilisations corporelles brutes s'analysent comme suit :

Pour la période s'achevant le 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Au début de la période	2.543	2.381	1.970
- acquisitions	71	92	98
- cessions	(24)	(23)	(28)
- changements de périmètre		34	29
- effet des conversions	(73)	51	22
A la fin de la période	2.517	2.535	2.091

Les amortissements correspondants ont évolué comme indiqué ci-dessous :

Pour la période s'achevant le 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Au début de la période	(1.452)	(1.302)	(1.102)
- dotations	(90)	(84)	(73)
- cessions	19	13	22
- changements de périmètre		(17)	(9)
- effet des conversions	39	(23)	(9)
A la fin de la période	(1.484)	(1.413)	(1.171)

Les biens loués capitalisés inclus dans les immobilisations corporelles, ainsi que leur contrepartie au passif du bilan, sont analysés ci-après :

(a) Principales caractéristiques des biens loués capitalisé

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Terrains	4	4	5
Constructions	60	57	61
Matériels et outillages	9	9	3
	73	70	69
Amortissements	(22)	(16)	(14)
	51	54	55

(b) La contrepartie est enregistrée au bilan :

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
En dettes à long terme	27	36	42
En dettes à court terme	9	10	8
	36	46	50

(c) L'échéancier des loyers minima inclus dans les dettes est détaillé ci-dessous :

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Payables à moins d'un an	11	12	11
Payables entre 1 et 2 ans	10	11	11
Payables entre 2 et 3 ans	6	7	10
Payables entre 3 et 4 ans	5	5	7
Payables entre 4 et 5 ans	6	5	5
Payables au-delà de 5 ans	3	9	11
	41	49	55
Fractions correspondant à des intérêts	(5)	(3)	(5)
Valeur actuelle des loyers capitalisés	36	46	50

(iv) Titres de participations

Le montant des titres de participations relatifs aux sociétés non intégrées globalement s'analyse comme suit :

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Sociétés en équivalence	14	14	18
Autres participations	12	13	139
	26	27	157

Les chiffres clés relatifs aux sociétés mises en équivalence sont les suivants :

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	14	13	19
Bénéfice net	2	2	2
Total du bilan	31	33	43

(v) Autres valeurs immobilisées

Les autres valeurs immobilisées se composent essentiellement des titres Schneider Electric (voir notes i (a) et xxv), des marques et des brevets valorisés lors des opérations de croissance externe réalisées par le groupe. Elles s’analysent comme suit :

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Titres Schneider	175		
Marques	79		
Brevets et licences	26	76	2
Logiciels	19	22	18
Autres	39	45	21
	<b>337</b>	<b>143</b>	<b>41</b>

(vi) Valeurs d’exploitation nettes (note i (b))

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Matières premières, fournitures et emballages	155	186	134
Produits semi-ouvrés	94	101	80
Produits finis	269	289	279
	518	576	493
Provision pour dépréciation	(65)	(63)	(59)
	<b>453</b>	<b>513</b>	<b>434</b>

(vii) Clients et effets à recevoir

Plus de 95% des ventes du groupe sont réalisées avec des distributeurs de matériel électrique. Les deux principaux représentent chacun environ 13% du chiffre d’affaires net consolidé (2001 et 2000 : 13% et 15% respectivement).

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Clients	543	570	441
Effets à recevoir	204	200	216
	747	770	657
Provisions pour dépréciation	(24)	(25)	(16)
	<b>723</b>	<b>745</b>	<b>641</b>

(viii) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement, qui n’ont ni le caractère d’un placement spéculatif à court terme, ni la caractéristique d’un investissement financier à long terme, figurent au bilan au plus bas de leur prix d’acquisition ou de leur valeur globale de réalisation. Les plus-values latentes s’analysent ainsi :

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Plus-values latentes au début de la période	5	10	9
Plus-values générées au cours de la période	3	10	5
Plus-values enregistrées au compte de résultat	(5)	(13)	(3)
<b>Plus-values latentes à la fin de la période</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>11</b>

La fraction disponible (162 millions de dollars) de l’emprunt obligataire en dollars (voir note xiii) est réinvestie en valeurs mobilières de placement bénéficiant d’une notation moyenne de AA-/Aa3. Afin de couvrir les risques de taux d’intérêt ou de change, les placements sont réalisés en dollars et sont associés à des " swaps " permettant d’obtenir une rémunération variable indexée sur le Libor et encaissable aux dates de paiement des intérêts de l’emprunt obligataire. A concurrence de cette fraction réinvestie, toute variation des taux d’intérêt en dollar est donc sans effet sur la valorisation des placements et des " swaps " associés, et l’impact d’une variation du taux de change dollar/euro se limite à un mouvement symétrique des postes concernés du bilan.

(ix) Capital social et bénéfice par action

(d) Capital social

Le capital social est constitué du nombre d’actions suivant :

Au 30 juin	2002	2001	2000
Actions ordinaires :			
Emises	21.435.408	21.427.408	21.417.890
Détenues par le groupe			
- dans le cadre des plans d’achat d’actions		(81.062)	(85.708)
- en vue de régulariser le cours de bourse		(653.908)	(597.761)
- autres		(647.400)	(647.400)
<b>En circulation</b>	<b>21.435.408</b>	<b>20.045.038</b>	<b>20.087.021</b>
Actions privilégiées :			
Emises	6.717.529	6.715.529	6.674.107
Détenues par le groupe		(55.116)	(55.116)
<b>En circulation</b>	<b>6.717.529</b>	<b>6.660.413</b>	<b>6.618.991</b>

Les actions privilégiées sont sans droit de vote mais bénéficient d’un dividende prioritaire à concurrence de 1 euro par action et égal à 1,6 fois le dividende servi aux actions ordinaires. Le tableau de l’évolution des capitaux propres précise le montant du dividende que la société a distribué ou se propose de distribuer spécifiquement à chacune des catégories d’actions.

La fraction du bénéfice qui n’est pas distribuée confère à chaque action, ordinaire ou privilégiée, un droit égal en cas de répartition.

Du 1er janvier 1998 au 30 juin 2001, la totalité des actions détenues par le groupe était exclue de l’actif du bilan consolidé. Acquisées au prix unitaire moyen de 131 euros, elles étaient portées en réduction du capital social et des primes et réserves pour leur valeur historique d’acquisition de 195 millions d’euros au 31 décembre 2000 (31 décembre 1999 : 110 millions d’euros).

Au cours de l’exercice 2001, et dans le cadre de l’OPE décrite en note xxv, Legrand a cédé la totalité des actions propres détenues (voir note i (a)).

(e) Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d’actions, ordinaires et privilégiées, en circulation au cours de la période, en retenant successivement la moyenne des actions effectivement en circulation et celle qui aurait résulté d’une dilution maximum (conversion au début de l’année ou à leur première date d’exercice autorisée de toutes les options de souscription ou/et d’achat d’actions accordées aux membres du personnel du groupe).

La norme 128 du FASB stipule que le bénéfice par action doit être déterminé distinctement pour chacune des catégories de titres formant le capital de la société, en retenant l’hypothèse d’une distribution, chaque année, sous forme de dividende, de l’intégralité du bénéfice consolidé du groupe. Une telle hypothèse qui ne prend pas en considération l’évolution des besoins de financement liée à la poursuite de l’activité industrielle et commerciale du groupe (renouvellement des investissements, développement de l’activité, croissance externe, etc.) est sans fondement économique. Le bénéfice net par action, tel qu’il résulte du calcul défini au paragraphe i (d) ci-dessus, est présenté à la suite du compte de résultat consolidé.

(x) Plans d’options de souscription et d’achat d’actions et participation des salariés au résultat

(f) Plans d’options de souscription et d’achat d’actions

– En mai 1999, l’assemblée générale a autorisé la mise en place d’un nouveau plan d’options d’achat ou de souscription d’actions au bénéfice de l’ensemble des salariés du groupe en France, portant sur un maximum de 700.000 titres et pouvant être mis en place en une ou plusieurs fois jusqu’au 26 mai 2004. Le 13 décembre 1999, la société a mis

en place un plan d’options d’achat d’actions ordinaires au bénéfice de l’ensemble des salariés du groupe en France remplissant les conditions d’ancienneté requises. Les options attribuées, dont le prix d’exercice est sensiblement égal à la moyenne des cotations du titre au cours des 20 séances de bourse ayant précédé la date d’attribution, pourront être exercées au cours des deux années qui suivront une période d’interdiction d’exercice de cinq ans. Jusqu’à leur date d’exercice, les options ne peuvent être annulées qu’en cas de licenciement pour faute lourde. Le 21 novembre 2000, la société a mis en place un plan d’options de souscription d’actions au bénéfice de l’ensemble des salariés du groupe en France remplissant les conditions d’ancienneté requises. Au terme de ce plan, les options, offertes à un prix défini par référence au cours de l’action constaté dans les 20 séances de bourse précédant la date d’attribution, pourront être exercées au cours des deux années qui suivront la période d’interdiction d’exercice de cinq ans. Le 13 novembre 2001, la société a mis en place un plan d’options de souscription d’actions au bénéfice de l’ensemble des salariés du groupe en France remplissant les conditions d’ancienneté requises. Au terme de ce plan, les options, offertes à un prix défini par référence au cours de l’action constaté dans les 20 séances de bourse précédant la date d’attribution, pourront être exercées au cours des trois années qui suivront la période d’interdiction d’exercice de quatre ans. Les caractéristiques des plans et les mouvements des options sont résumés ci-après :

Plans de souscription d’achat mise en place en	1995		1996		1997		1998		2000	2001	1999	Total des plans en cours
portant sur des actions	ordinaires	privilégiés	ordinaires	privilégiés	ordinaires	privilégiés	ordinaires	privilégiés	ordinaires	ordinaires	ordinaires	
Nombres de bénéficiaires	15		5		6		6		8.999	9.122	8.814	
Options exerçables à partir de	10-1995		11-1996		12-1997		10-1998		11-2005	11-2005	12-2004	
Date limite d’exercice des options	10-2001		11-2002		12-2003		10-2004		11-2007	11-2008	12-2006	
Prix d’exercice (en euros)	95,37	60,29	107,42	67,08	132,45	89,84	165,56	100,01	191,50	143,00	222,00	
Nombres d’options offertes	10.750	4.420	7.400	2.000	11.750	2.500	7.500	2.500	124.240	178.766	85.708	437.534
Options exercées avant 1999	(250)	(1.780)										(2.030)
Options annulées avant 1999												
Solde au 31 décembre 1999	10.500	2.640	7.400	2.000	11.750	2.500	7.500	2.500			85.708	132.498
Options exercées en 2000	(1.750)	(460)	(2.000)		(3.000)		(2.000)					(9.210)
Options annulées en 2000											(4.508)	(4.508)
Solde au 31 décembre 2000	8.750	2.180	5.400	2.000	8.750	2.500	5.500	2.500	124.240		81.200	243.020
Options exercées en 2001	(8.750)	(2.180)							(18)			(10.948)
Options annulées en 2001												
Solde au 31 décembre 2001			5.400	2.000	8.750	2.500	5.500	2.500	124.222	178.766	81.200	410.838
Options exercées en 2002												
Options annulées en 2002												
Solde au 30 juin 2002			5.400	2.000	8.750	2.500	5.500	2.500	124.222	178.766	81.200	410.838

La valeur de marché, estimée à la date d’attribution des options, a été calculée en utilisant le modèle "Black-Scholes" sur la base des éléments et hypothèses ci-après :

Plans de souscription d’achat mise en place en	1995		1996		1997		1998		2000	2001	1999
Délai moyen de levée des options	4 ans		4 ans		4 ans		4 ans		5 ans	4 ans	5 ans
Taux d’intérêt (obligations à 5 ans)	6,69%		5,37%		4,50%		3,50%		5,54%	5,35%	4,76%
Taux de volatilité de cours	21,1%	21,1%	26,5%	25,4%	36,2%	36,2%	43,2%	36,5%	39,4%	49,7%	31,6%
Rapport estimé dividende/ cours	1,5%	3,0%	1,5%	3,0%	1,1%	2,9%	1,0%	2,6%	1,3%	1,4%	1,2%
Valeur de marché de l’option (euros)	46	27	47	25	65	36	93	47	73	58	71

Les coûts de compensation, calculés comme stipulés en note i (n), ont été nuls dans les comptes de résultats du 1er semestre 2002 (2001 et 2000 : 0 et 0,8 million d’euros respectivement).

L’application, non rétroactive, à compter du 1er janvier 1995, de la valeur de marché, n’aurait pas eu d’effet significatif sur le compte de résultat, le bénéfice net par action ou la situation nette de chacun des six premiers mois 2002, 2001, 2000.

(g) Participation et intéressement des salariés

Selon la législation en vigueur, les sociétés françaises sont tenues de verser à leurs salariés, une participation aux fruits de leur expansion, dès lors que le bénéfice après impôt atteint un certain niveau. Les sommes distribuées à ce titre sont généralement bloquées pendant une période de 5 ans et portent, lorsqu’elles sont conservées par les sociétés, intérêt à des taux préalablement négociés s’échelonnant de 6 à 9%.

Indépendamment de cette obligation, certaines sociétés françaises et filiales étrangères du groupe réservent à leurs salariés une quote-part de leur résultat, selon des formules d’intéressement négociées au niveau de chaque entreprise et qui prennent en compte, s’il en existe, les dispositions législatives locales.

Le montant réservé aux salariés au titre de la participation et de l’intéressement s’est élevé, pour le 1er semestre 2002, à 11 millions d’euros, à comparer à 14 et 13 millions d’euros pour les 1er semestres 2001 et 2000 respectivement.

(xi) Réserves

(h) Réserves ordinaires

Les réserves de Legrand et de ses filiales consolidées, après effet des retraitements, s’analysent comme suit :

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Réserve légale (non distribuable)	6	6	6
Réserves diverses de Legrand	620	470	454
Quote-part de Legrand dans le résultat des filiales	1.200	1.016	873
	<b>1.826</b>	<b>1.492</b>	<b>1.333</b>

Les réserves diverses de Legrand et des filiales françaises comprises dans le périmètre d’intégration fiscale, après effet des retraitements, se décomposent en :

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Fraction distribuable en franchise de précompte	18	110	134
Fraction non distribuable en franchise de précompte	665	424	381

La diminution des réserves distribuables en franchise de précompte s’explique en particulier par la distribution effectuée au titre de l’exercice 2001.

(i) Réserve de conversion

Comme indiqué en note i (c), la réserve de conversion permet de constater au bilan consolidé l’impact des fluctuations monétaires sur les états financiers des filiales à l’occasion de la conversion de ceux-ci en euros.

A compter du 1er janvier 1999, la réserve de conversion correspondant à la transcription en euros des états financiers des sociétés situées dans des pays ayant adopté l’euro à cette même date (\*) est figée et demeurera inscrite au bilan consolidé pour son montant au 31 décembre 1998, jusqu’à la cession complète ou quasi-complète de toute filiale concernée. Cette règle s’applique également pour la Grèce qui a adopté l’euro au 1er janvier 2001 et s’appliquera aux sociétés des autres pays devant adopter l’euro au fur et à mesure des dates effectives d’application.

La réserve de conversion figurant au bilan consolidé intègre les fluctuations des devises ci-après :

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Devises de la zone euro	(181)	(172)	(173)
Dollar américain	(11)	53	16
Autres devises	(89)	(13)	(21)
	<b>(281)</b>	<b>(132)</b>	<b>(178)</b>

(\*) Pays ayant adopté l’euro au 1er janvier 1999 : Allemagne - Autriche - Belgique - Espagne - Finlande - France - Irlande - Italie - Luxembourg - Pays Bas - Portugal.

(xii) Titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI)

En décembre 1990 et mars 1992 Legrand a émis au pair et en trois tranches, lors de placements privés, des titres subordonnés à durée indéterminée pour un montant nominal de 457 et 305 millions d’euros, respectivement.

Les titres émis n’ont pas de date d’échéance ou de remboursement et Legrand n’a aucune obligation de rembourser ces titres, excepté en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de la société. Dans ce cas, l’exercice par les porteurs de



titres de leurs droits à remboursement est subordonné au paiement intégral des dettes aux créanciers de la société, à l'exception des éventuels prêts participatifs en cours ou des éventuels titres participatifs en circulation. Lors des émissions des titres, des accords ont été passés avec des filiales d'une banque d'affaires qui les rachèteront au terme d'une période de 15 ans à compter des dates d'émission. En vertu de ces accords et moyennant le paiement aux dates d'émission d'une somme de 100 et 77 millions d'euros, respectivement, ces sociétés ont renoncé à percevoir les intérêts à partir de la date de rachat.

Pendant les 15 premières années qui suivent les dates d'émission, des paiements périodiques sous forme d'intérêts sont effectués à des taux liés à l'Euribor appliqués au montant nominal des titres. Les intérêts payés aux porteurs des TSDI et les intérêts perçus par les sociétés en remboursement des TSDI sont présentés en net en note 18. Conformément aux instructions du Service de la Législation Fiscale, les intérêts prévus aux contrats d'émission ne sont déductibles que dans la limite de la part du capital émis qui est effectivement à la disposition de l'émetteur. Un impôt différé est comptabilisé afin de ramener la charge d'impôt à un taux effectif annuel proche du taux d'impôt moyen constaté sur les 15 ans.

La dette inscrite au passif de Legrand correspond à la différence entre le nominal et le solde du placement. Fin 1995, Legrand a autorisé un organisme financier à procéder au démembrement des deux premières tranches de TSDI. Cette opération financière n'a aucunement modifié la situation de Legrand qui reste débiteur au titre des TSDI dans des conditions financières identiques à celles qui prévalaient avant l'opération. Les paiements périodiques d'intérêts peuvent être suspendus par Legrand si la situation nette consolidée devient inférieure à 412 millions d'euros et si Legrand n'a pas payé de dividende ordinaire (hors dividende prioritaire et premier dividende statutaire) ni d'acompte sur dividende. Dans ce cas, les paiements différés portent intérêt et leur rang, en cas de liquidation, n'est pas subordonné. Les intérêts différés sont payables avant paiement de tout dividende ordinaire. Les paiements semestriels, au titre des TSDI, font l'objet d'une couverture spécifique de taux d'intérêt destinée à rendre ce taux partiellement variable sur tout ou partie de la durée de l'émission. Après prise en compte de cette couverture, les paiements ont représenté 9,15%, 8,99% et 7,8% de la valeur résiduelle moyenne pour les semestres clos les 30 juin 2002, 2001 et 2000, respectivement.

L'amortissement de la valeur des titres enregistrés au bilan se présente ainsi :

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Année 2000			21
Année 2001		23	46
Année 2002	53	51	51
Année 2003	59	56	56
Année 2004	65	62	62
Année 2005	45	56	56
Année 2006	18	41	41
Année 2007	1		
	241	289	333

(xiii) Emprunts à long terme

Le 14 février 1995 Legrand a émis sur le marché public américain un emprunt obligataire d'un montant de 400 millions de dollars, portant intérêt fixe au taux de 8,50% et remboursable le 15 février 2025. Les intérêts de cet emprunt sont payables semestriellement, à terme échu, les 15 février et 15 août de chaque année, la première échéance étant intervenue le 15 août 1995.

Les obligations ne font l'objet d'aucun amortissement et ne peuvent être remboursées avant l'échéance, sauf en cas d'évolution de la législation qui obligerait à des paiements additionnels s'ajoutant au principal et aux intérêts. Si Legrand n'était pas, pour des raisons légales, autorisé à payer ces suppléments, le remboursement anticipé des obligations deviendrait généralement obligatoire ; si la loi autorisait le paiement de ces suppléments, Legrand pourrait, à son initiative, rembourser par anticipation l'intégralité - et l'intégralité seulement - des obligations. Chaque porteur d'obligations peut aussi, à sa demande, exiger de Legrand le remboursement anticipé des titres qu'il détient en cas de changement hostile du contrôle de la société.

Simultanément à l'émission des obligations Legrand a conclu un " swap " de taux d'intérêt couvrant toute la durée de l'émission. Les dates de perception ou de règlement du différentiel de taux d'intérêt correspondent aux dates de paiement des intérêts aux porteurs d'obligations, garantissant ainsi une couverture effective des risques de taux liés aux obligations émises. Le taux effectif payé par Legrand ressort à Libor + 0,58%.

Legrand a utilisé une fraction du produit de l'émission (238 millions de dollars) pour le financement partiel des acquisitions de sociétés aux Etats-Unis, le solde (162 millions de dollars) demeurant investi en valeurs mobilières de placement libellées en dollars (voir note viii) ; la totalité de l'emprunt obligataire est donc adossée à des actifs de même valeur libellés en dollars, garantissant, tant au niveau du résultat que de la situation nette, une totale neutralité en cas d'évolution du taux de change du dollar américain.

Les emprunts à long terme - incluant les leasings capitalisés - comprennent, outre l'emprunt obligataire américain dont la valeur au taux de clôture au 30 juin 2002 s'élève à 413 millions d'euros, les emprunts dont les caractéristiques figurent ci-après :

Au 30 juin	2002	échéance finale	taux d'intérêt
- euro	31	2005	Euribor 3m - 0,10%
- euro	168	2005	Euribor + 0,35%
- dollar américain	206	2005	Libor +0,35%
- euro	10	2005	Euribor 3m + 0,60%
- euro	13	2009	Euribor 3m + 0,50%

et d'autres emprunts totalisant 28 millions d'euros qui, considérés individuellement ne sont pas significatifs, aucun d'entre eux n'excédant 10 millions d'euros; le remboursement de ces autres emprunts s'échelonnera jusqu'en 2014.

Le montant résiduel des emprunts à long terme, incluant les leasings capitalisés, s'établit ainsi :

Au 30 juin – Emprunts libellés : en millions	2002	2001	2000
- euro	248	100	145
- dollar américain	619	890	423
- autres devises	2	24	20
	869	1.014	588

Ces emprunts sont remboursables :

Au 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Entre 1 et 2 ans	17	14	11
Entre 2 et 3 ans	381	47	42
Entre 3 et 4 ans	37	426	54
Entre 4 et 5 ans	7	7	7
Au-delà de 5 ans	427	520	474
	869	1.014	588

Pour le 1er semestre 2002, les taux de rémunération servis aux emprunts à long terme s'analysent ainsi :

Au 30 juin	2002 en millions d'euros	Taux d'intérêt moyen en%
Emis par les sociétés françaises :		
- emprunt obligataire américain	413	2,97%
- autre emprunt obligataire	31	3,27%
- emprunts bancaires	168	3,94%
- leasing et lease-back	3	8,73%
Emis par les sociétés étrangères :		
- emprunts bancaires	230	3,14%
- leasing et lease-back	24	3,93%
	869	

Ces emprunts sont garantis comme mentionné ci-dessous :

Au 30 juin – millions d'euros	2002	2001	2000
Actifs hypothéqués, nantis ou gagés	6	22	21
Garanties concédées à des banques	10	11	6
	16	33	27

(xiv) Autres passifs à long terme

Ils s'analysent comme suit :

Au 30 juin – millions d'euros	2002	2001	2000
Indemnités de départ à la retraite en France	18	16	17
Autres indemnités et retraites complémentaires	26	19	8
Indemnités de fin de contrat en Italie	42	47	45
Participation des salariés (compte-courant à long terme)	28	29	32
Autres provisions à long terme	55	52	43
	169	163	145

(j) Provisions pour indemnités de départ à la retraite et pour retraites complémentaires en France

Les salariés du groupe perçoivent, en application d'accords d'entreprises ou de conventions collectives, des indemnités de départ à la retraite, ainsi que des retraites complémentaires s'ajoutant à celles reçues en conformité avec les législations sociales en vigueur dans chaque pays.

Les provisions constituées au bilan consolidé couvrent des droits non définitivement acquis concernant les salariés encore en activité au sein du groupe. Le groupe n'a aucun engagement vis-à-vis d'anciens salariés, les droits définitivement acquis par ceux-ci leur ayant été payés lors de leur départ à la retraite, soit directement, soit par le biais d'un versement libératoire unique à une compagnie d'assurance spécialisée dans le service des rentes.

A chaque clôture, l'engagement global du groupe est recalculé, chaque société concernée réalisant son propre calcul sur la base des profils individuels des salariés bénéficiaires, en fonction d'hypothèses de rotation du personnel et de mortalité, en estimant un taux de progression des rémunérations et un taux d'actualisation financière. En France, il a été retenu, à partir de 2001, un taux de progression de salaires de 3% et un taux d'actualisation financière de 5% (en 2000 : respectivement 3% et 5,5%).

En décembre 1998, cet engagement global a fait l'objet, à hauteur de 70% des provisions constituées par la presque totalité des sociétés françaises, d'un versement à un fonds géré par une compagnie d'assurances qui se substitue à Legrand, à concurrence de ce même pourcentage, pour l'apurement des droits acquis par les salariés bénéficiaires à leurs échéances respectives. Le fonds augmente chaque année des résultats de sa gestion financière, ainsi que des versements additionnels effectués par les filiales adhérentes du groupe ; il est réduit des versements, directs ou indirects, aux bénéficiaires.

La provision constituée au bilan consolidé, représente la quote-part de l'engagement global restant à la charge de Legrand et de ses filiales et correspond à la différence entre l'engagement global, ré-estimé à chaque clôture sur une base actuarielle, et la valeur des actifs gérés par le fonds ayant vocation à couvrir partiellement cet engagement.

L'évolution de l'engagement global afférent aux indemnités de départ à la retraite, en France, s'analyse comme suit :

Au 30 juin – millions d'euros	2002	2001	2000
Total des engagements au début de la période	39	37	34
Droits nouveaux et complémentaires	2		2
Droits annulés			
Droits provisionnés utilisés			
Changement de périmètre			
Actualisation financière			
Total des engagements à la fin de la période	41	37	36

L'évolution des actifs du fonds est présentée ci-dessous :

Pour la période s'achevant le 30 juin – millions d'euros	2002	2001	2000
Valeur des actifs au début de la période	22	21	18
Accroissement :			
- résultat financier	1		
- versements de sociétés adhérentes			1
Réduction :			
- remboursement de droits acquis			
Valeur des actifs à la fin de la période	23	21	19

L'impact sur le résultat consolidé s'analyse comme suit :

Pour la période s'achevant le 30 juin – millions d'euros	2002	2001	2000
Droits nouveaux et complémentaires	(2)		(2)
Droits annulés			
Droits payés (nets de reprises sur provision)			1
Actualisation financière de l'engagement global			
Résultat net du fonds	1		
	(1)		(1)

Legrand a mis en place un accord complémentaire de retraite pour les membres français du Comité de Direction du groupe. La constatation du passif est étalée sur 6 ans. Au 30 juin 2002, l'engagement global est de 6 millions d'euros. Le groupe a également mis en place divers plans de retraite en faveur des salariés des filiales étrangères (hors Wiremold et Legrand UK, voir note xiv (c)), dont aucun ne donne lieu à des engagements significatifs. Au 30 juin 2002, les provisions constituées au titre de ces plans s'élèvent à 9 millions d'euros, à comparer à 9 et 8 millions d'euros aux 30 juin 2001 et 2000, respectivement.

(k) Provision pour indemnités de fin de contrats en Italie

En application de la législation sociale italienne, une provision pour indemnités de fin de contrats de travail est constituée dans les comptes des sociétés italiennes. Elle est corrigée chaque année pour comptabiliser les droits nouveaux acquis, dont le montant, fixé par la loi, correspond à environ un mois de salaire par année de présence, et ajustée d'un coefficient d'actualisation fixé par les autorités de tutelle en Italie. Ces droits, définitivement acquis, sont liquidés lors du départ du salarié de la société, celle-ci n'ayant plus, de ce fait, aucun engagement vis-à-vis d'anciens employés. Pour le 1er semestre 2002, la charge relative à ces indemnités s'est élevée à 4 millions d'euros, à comparer à 4 millions d'euros aux 30 juin 2001 et 2000.

(l) Provision pour indemnités de départ à la retraite et autres engagements aux Etats-Unis et en Grande Bretagne

Le groupe cotise aux Etats-Unis et en Grande Bretagne à des fonds de pension pour la retraite de ses salariés, ainsi qu'à des assurances vie et de santé en faveur de salariés retraités. Le montant des engagements de retraite s'élevait à 114 millions d'euros au 31 décembre 2001. Ce montant est couvert par des fonds et des provisions dont le montant est estimé à 108 millions d'euros au 30 juin 2002. Cette différence de couverture est étalée sur la durée d'emploi des salariés concernés à travers le paiement des cotisations annuelles.

(xv) Crédits à court terme

Au 30 juin – millions d'euros	2002	2001	2000
Fraction à court terme des emprunts à long terme	32	1	2
Fraction à court terme des leasing et des lease-back	9	10	7
Billets de trésorerie	619	923	557
Lignes de crédit	68	79	57
Autres concours	98	315	40
	826	1.328	663

La société émet régulièrement des billets de trésorerie à des taux d'intérêt basés sur l'EONIA, généralement pour une durée d'un mois. Les taux d'intérêt moyens servis à ces billets se sont élevés respectivement à 3,37%, 4,84% et 3,73% pour les 1ers semestres 2002, 2001 et 2000.

(xvi) Autres créanciers

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Dettes fiscales	85	107	90
Salaires et charges sociales à payer	136	127	112
Participation des salariés(compte courant à court terme)	6	7	6
Fournisseurs d’immobilisations	10	14	19
Charges et prestations à régler	67	94	72
Produits comptabilisés d’avance	4	3	4
Autres	109	103	61
	417	455	364

(xvii) Analyse de certains frais

(m) Les frais opérationnels comprennent notamment :

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Consommation de matières premières et fournitures	(441)	(465)	(370)
Salaires et charges sociales	(459)	(457)	(381)
Participation et intéressement des salariés	(11)	(14)	(13)
Frais de personnel globaux	(470)	(471)	(394)

Les effectifs des sociétés faisant partie du périmètre consolidé, inscrits au 30 juin 2002, sont de 27.141 personnes (28.624 et 24.269 au 30 juin 2001 et 2000, respectivement).

(n) Les autres produits et charges incluent :

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Escomptes de règlement accordés aux clients	(20)	(19)	(14)
Profits (pertes) de change et de conversion	4	(1)	
Autres	(12)	1	4
	(28)	(19)	(10)

(o) Charges liées à l’OPE

Legrand a supporté sur le 1er semestre 2002 des coûts liés à l’OPE (note xxv) pour un montant brut total de 1,5 millions d’euros (1 million d’euros nets d’impôt). Ces frais, essentiellement des honoraires et commissions, ont un caractère exceptionnel et ne sont pas récurrents.

(xviii) Produits (frais) financiers nets

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Produits financiers	21	31	25
Frais financiers	(36)	(64)	(31)
	(15)	(33)	(6)
Rémunération des TSDI (note xi)	(12)	(14)	(14)
	(27)	(47)	(20)
Intérêts intercalaires capitalisés (note i (f))		1	
	(27)	(46)	(20)

(xix) Impôts sur les bénéfices

Le résultat consolidé du groupe, avant impôts, intérêts minoritaires et quote-part du résultat des équivalences, a été réalisé :

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
En France	42	47	68
A l’étranger	102	101	118
	144	148	186

La charge d’impôt correspondante s’analyse comme suit :

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
<b>Impôts courants :</b>			
En France	(5)	(12)	(21)
A l’étranger	(32)	(44)	(45)
	(37)	(57)	(66)
<b>Impôts différés :</b>			
En France	(6)	1	2
A l’étranger	(2)	17	
	(8)	18	2
<b>Imposition totale :</b>			
En France	(11)	(11)	(19)
A l’étranger	(34)	(27)	(45)
	(45)	(39)	(64)

Rapprochement entre la charge d’impôt totale de l’exercice et l’impôt calculé au taux normal applicable en France :

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
<b>Taux normal d’imposition en France</b>	<b>35,43%</b>	<b>36,43%</b>	<b>37,77%</b>
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
- impacts des taux étrangers	1,56%	(0,83%)	(0,42%)
- éléments non imposables	4,69%	5,62%	3,74%
- éléments imposables à des taux spécifiques	(5,13%)	(3,51%)	(3,07%)
- autres	(7,17%)	(16,15%)	(3,06%)
	29,38%	21,56%	34,96%
<b>Effet sur les impôts différés :</b>			
- de changement de taux d’imposition	0,01%	2,20%	0,04%
- de l’évolution de la provision (note i (h))	1,51%	2,39%	(0,38%)
	30,90%	26,15%	34,62%

En 2001, la ligne " autres " concerne essentiellement une économie liée à une réévaluation d’actifs en Italie conformément à la loi n°342 et son décret n°162 du 13 avril 2001, applicables rétroactivement au 1er janvier 2000. Les impôts différés constatés au bilan consolidé résultent d’écarts temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal de chaque filiale intégrée globalement, dont les origines sont résumées ci-dessous :

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Impôts différés constatés en France	(13)	3	(6)
Impôts différés constatés à l’étranger	91	61	19
	78	64	13
<b>Origines des impôts différés :</b>			
- amortissements des immobilisations	(84)	(105)	(90)
- déficits fiscaux nets	60	49	(10)
- participation des salariés	6	3	6
- indemnités de départ à la retraite	13	12	8
- titres subordonnés à durée indéterminée	42	44	45
- autres	41	61	54
	78	64	13

Au 31 décembre 2001, le groupe disposait d’actifs d’impôts au titre des déficits fiscaux reportables d’un montant de 60 millions d’euros, net de provision (note i (i)), dont les dates d’expiration s’échelonnent de 2006 à 2021. La ligne " autre " représente notamment les impôts différés ayant pour origine les provisions pour dépréciation des stocks et des clients.

(xx) Engagements

Le groupe est impliqué dans un certain nombre de litiges ou de procès dans le cours normal des opérations. La direction estime avoir correctement provisionné ces risques potentiels, étant précisé qu’aucune provision n’a été constituée pour des litiges ou procès sans fondement et dont l’issue, si elle s’avérait néanmoins défavorable au groupe, n’aurait pas d’impact significatif sur la situation financière consolidée ou le résultat consolidé. La société et certaines de ses filiales ont loué des bâtiments et des équipements. Les loyers futurs relatifs à ceux de ces engagements ne pouvant être résiliés sont payables comme suit :

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
en 2000			11
en 2001		15	11
en 2002	19	15	9
en 2003	17	9	5
en 2004	12	7	4
en 2005	11	7	6
en 2006	12	12	6
ultérieurement	22	16	3
	93	81	55

(xxi) Instruments financiers

Le groupe ne détient et n’a émis aucun instrument financier à des fins spéculatives.

(p) " Swaps " de couverture de taux d’intérêt

Le groupe a conclu, avec des contreparties de premier plan, des " swaps " de taux d’intérêt lui permettant de se prémunir contre les risques de taux. Les valeurs de marché de ces " swaps " sont déterminées sur la base des courbes de taux à la clôture de chaque exercice, taux susceptibles de variations pouvant avoir un effet sur les flux de trésorerie.

• " Swaps " de taux d’intérêt adossés aux TSDI (note xii) :

Le montant nominal de ces " swaps " augmente dans le temps dans la limite d’un maximum de 760 millions d’euros afin de constituer une couverture effective des risques de taux sur les TSDI. Par construction, le coût net réel des TSDI, après prise en compte de la valeur de marché des " swaps " qui y sont adossés, ressort à un taux d’intérêt inférieur aux conditions offertes par les marchés financiers.

• " Swap " de taux d’intérêt adossé à l’emprunt obligataire américain (note 13) :

D’un montant nominal fixe correspondant au montant de l’emprunt, il a pour objet de transformer la rémunération à taux fixe servie aux porteurs des obligations en une rémunération à taux variable sur toute la durée de l’emprunt. La valeur de marché de ce " swap " est l’exacte contrepartie de la valeur de marché de l’emprunt obligataire.

• " Swaps " de taux d’intérêt adossés spécifiquement à des emprunts bancaires (note xiii) :

Ils ont pour objet de transformer les rémunérations à taux fixe servies aux établissements financiers en rémunération à taux variable, le cas échéant en devises étrangères, sur la durée d’amortissement des emprunts concernés ; leur valeur de marché est donc l’exacte contrepartie de la valeur de marché des emprunts correspondants.

Au 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
<b>" Swaps " adossés aux TSDI</b>			
Montant notionnel	622	571	548
Valeur de marché	(133)	(153)	(142)
<b>" Swap " adossé à l’emprunt obligataire américain</b>			
Montant notionnel	413	472	423
Valeur de marché	111	80	33
<b>" Swaps " adossés à d’autres emprunts bancaires</b>			
Montant notionnel	61	61	61
Valeur de marché	3	3	2

(q) Contrats à terme de devises

Le groupe a conclu des contrats à terme de devises en couverture de certaines transactions et placements libellés en monnaies étrangères, pour des durées se terminant aux dates de réalisation prévues des transactions sous-jacentes. La valeur de marché de ces contrats à terme de devises correspond aux prix cotés pour des contrats portant sur des termes similaires. Aux 30 juin 2002, 2001 et 2000 cette valeur est de -5, -4 et + 1 millions d’euros, respectivement.

(r) Contrats à terme de matières premières

Le groupe peut également être conduit à conclure des contrats à terme de matières premières, couvrant tout ou partie de ses approvisionnements, pour des durées n’excédant pas 1 an ; aux 30 juin 2002, 2001 et 2000, il n’existait pas de contrat en cours.

(s) Autres instruments financiers

L’excédent de la valeur de marché sur la valeur nette comptable des placements financiers à court terme est présenté dans la note viii aux états financiers.

(t) Concentration des risques de crédit

Les " swaps " de taux et les contrats à terme de devises et de matières premières mis en place par le groupe ont été conclus avec des établissements financiers de premier plan et les risques de contrepartie sont donc considérés comme négligeables, atténuant ainsi le risque de crédit associé à ces transactions. Par ailleurs, afin de réduire l’exposition aux risques de contrepartie, les " swaps " à long terme peuvent prévoir, en tant que de besoin, l’utilisation de la valorisation à la valeur de marché et/ou la mise en place de sûretés réelles. Legrand a ainsi nanti en 1995, pour une durée de 10 ans, une partie des actifs financiers résultant du placement de l’emprunt obligataire américain au profit de l’établissement bancaire avec lequel il a conclu un " swap " de taux d’intérêt couvrant cet emprunt ; ce nantissement, à hauteur de 162 millions de dollars, peut être levé à tout moment par Legrand et remplacé par une méthode de valorisation à la valeur de marché.

Comme il est indiqué en note vii, une part significative du chiffre d’affaires du groupe est réalisée auprès de deux groupes importants. Les autres ventes sont réalisées, pour l’essentiel, avec des distributeurs de matériel électrique, nombreux et répartis dans des zones géographiques très diversifiées. Le groupe atténue le risque de crédit en établissant des plafonds de crédit par client, revus régulièrement, et en assurant un suivi rigoureux du recouvrement des créances.

Les autres instruments financiers susceptibles de se traduire par une concentration des risques de crédit sont notamment les disponibilités et les dépôts bancaires et placements à court terme. Ces actifs sont placés auprès d’établissements financiers de premier plan et le groupe suit, en permanence, le niveau de son exposition auprès de chaque établissement concerné.

(xxii) Affectation des bénéfices

Le dividende total distribué au titre de chacun des exercices 1999, 2000 et 2001 s’est élevé à 53, 57 et 60 millions d’euros, respectivement. Le dividende distribué au titre de l’exercice 2001 a entraîné le versement d’un précompte mobilier de 8 millions d’euros.

(xxiii) Informations relatives aux dirigeants sociaux

Pour la période s’achevant le 30 juin – en millions d’euros	2002	2001	2000
Avances et crédits alloués aux dirigeants sociaux	-	-	-
Montant global des rémunérations versées (*)	1	1	1
- dont montant des jetons de présence (**)	-	-	-

(\*) Rémunérations versées aux membres de la direction générale ainsi qu’aux administrateurs qui assument des responsabilités opérationnelles dans l’entreprise.

(\*\*) Pour chacun de ces exercices, il a été versé un montant de 2.287 euros par administrateur.

(xxiv) Informations sectorielles

L'activité du groupe est exclusivement axée sur la fabrication et la commercialisation de produits et systèmes pour installations électriques et réseaux d'informations. La ventilation par zones géographiques ainsi que les différentes natures d'informations correspondent, pour l'essentiel, au niveau des analyses utilisées par la direction du groupe.

en millions d'euros	Zones d'implantation des sociétés du groupe					Eléments analysés globalement	Total
	Europe			USA Canada	Autres pays		
	France	Italie	Autres pays				
2002							
Chiffre d'affaires total	785	377	310	357	194		2.023
Echanges intra-groupe	(316)	(70)	(59)	(13)	(23)		(481)
Chiffre d'affaires à tiers	469	307	251	344	171		1.542
Résultat opérationnel	73	59	13	6	39		190
- dont amortissements corporels	(35)	(15)	(14)	(18)	(8)		(90)
- dont amortissements incorporels	(4)	(5)	(5)	(17)	(3)		(34)
Autres produits (charges)						(17)	(17)
Produits financiers						21	21
Frais financiers						(48)	(48)
Impôts sur les bénéfices						(45)	(45)
Minoritaires et équivalence						1	1
Investissements industriels	32	15	10	9	9		75
Actifs totaux	1.280	730	923	1.226	439		4.598
2001							
Chiffre d'affaires total	807	371	301	394	201		2.074
Echanges intra-groupe	(321)	(71)	(45)	(12)	(29)		(478)
Chiffre d'affaires à tiers	486	299	256	382	173		1.596
Résultat opérationnel	83	63	12	12	43		213
- dont amortissements corporels	(34)	(15)	(13)	(14)	(8)		(84)
- dont amortissements incorporels	(4)	(4)	(5)	(17)	(4)		(34)
Autres produits (charges)						(19)	(19)
Produits financiers						31	31
Frais financiers						(77)	(77)
Impôts sur les bénéfices						(38)	(38)
Minoritaires et équivalence						(1)	(1)
Investissements industriels	43	18	14	15	9		99
Actifs totaux	1.300	840	1.056	1.458	485		5.139
2000							
Chiffre d'affaires total	793	356	245	200	151		1.745
Echanges intra-groupe	(313)	(59)	(40)	(8)	(11)		(431)
Chiffre d'affaires à tiers	480	297	205	192	140		1.314
Résultat opérationnel	93	68	11	13	32		217
- dont amortissements corporels	(35)	(15)	(10)	(8)	(5)		(73)
- dont amortissements incorporels	(4)	(4)	(2)	(4)	(2)		(16)
Autres produits (charges)						(11)	(11)
Produits financiers						25	25
Frais financiers						(45)	(45)
Impôts sur les bénéfices						(64)	(64)
Minoritaires et équivalence						(2)	(2)
Investissements industriels	52	18	15	10	8		103
Actifs totaux	1.344	720	884	406	371		3.725

Le chiffre d'affaires réalisé par les sociétés françaises, sous déduction des échanges intra-groupe réalisés en France, inclut les montants suivants à l'exportation :

Pour la période s'achevant le 30 juin – en millions d'euros	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires total	588	605	596
dont exportation :			
- Europe	125	126	120
- Autres pays	53	54	49
	178	180	169

(xxv) Informations liées à la détention des titres Legrand par Schneider Electric

Le 15 janvier 2001, Legrand et Schneider Electric ont annoncé le lancement d'une offre publique d'échange de Schneider Electric sur la totalité du capital de Legrand.  
A l'issue de cette offre qui s'est déroulée du 21 juin au 25 juillet 2001, Schneider détient 98,3% des actions ordinaires et 97,5% des actions à dividende prioritaire Legrand.  
Le 10 octobre 2001, la Commission de Bruxelles a interdit le projet de rapprochement et le 30 janvier 2002, elle a fixé les modalités du retrait de Schneider du capital de Legrand.

(xxvi) Evénements postérieurs

Le 26 juillet 2002, Schneider Electric a signé avec le Consortium Wendel qui réunit Wendel Investissement et KKR un contrat d'acquisition de sa participation dans Legrand. La réalisation de la cession reste, au 30 juin 2002, soumise à l'obtention des autorisations nécessaires au titre du droit de la concurrence de l'Union Européenne et dans la majorité des pays dans lesquels Legrand est implanté, le transfert de propriété devant intervenir au quatrième trimestre 2002. Schneider Electric a la faculté de renoncer à la cession dans l'hypothèse où en octobre 2002 le Tribunal de Première Instance de l'Union Européenne annulerait la décision de la Commission Européenne du 10 octobre 2001. Dans cette hypothèse et si le groupe Schneider décidait de ne pas réaliser la cession, il aurait à payer au consortium une indemnité de rupture.

(xxvii) Compte de résultat, bilan et tableau de flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2001

Pour la période s'achevant le 31 décembre en millions d'euros	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires net, hors taxes (note i (j))	3.096	2.799	2.300
Frais opérationnels (note xvii (a))			
Coût des ventes	(1.748)	(1.539)	(1.265)
Frais administratifs et commerciaux	(775)	(677)	(558)
Frais de recherche et de développement	(136)	(123)	(110)
Autres produits (frais) opérationnels		(2)	17
Amortissement des survaleurs	(47)	(29)	(17)
Résultat opérationnel	390	429	367
Produits (frais) financiers nets (notes xii et xviii)	(92)	(64)	(27)
Profits (pertes) sur cessions d'actifs	(3)	(3)	
Autres produits (charges) (note xvii (b))	(46)	(23)	(31)
Charges liées à l'OPE (note xvii (c))	(18)		
Résultat avant impôts, intérêts minoritaires et quote-part du résultat des équivalences	231	339	309
Impôts sur les bénéfices (note xix)	(56)	(106)	(104)
Résultat net avant intérêts minoritaires et quote-part du résultat des équivalences	175	233	205
Intérêts minoritaires	(2)	(2)	(2)
Quote-part du résultat des équivalences	3	4	1
Bénéfice net revenant à Legrand	176	235	204

ACTIF- Au 31 décembre en millions d'euros	2001	2000	1999
Immobilisations corporelles (notes i (g) et iii)			
Montants bruts	2.543	2.381	1.970
Amortissements	(1.451)	(1.301)	(1.102)
	1.092	1.080	868
Autres valeurs immobilisées			
Titres de participations (note iv)	29	306	82
Survaleurs nettes (notes i (f) et ii)	1.149	976	343
Impôts différés à long terme (notes i (i) et xix)	50	44	22
Autres valeurs immobilisées (note v)	474	125	42
	1.702	1.451	489
Valeurs d'exploitation nettes (notes i (h) et vi)	465	461	378
Réalisable et disponible			
Clients et effets à recevoir (note vii)	674	655	548
Autres débiteurs	136	151	139
Impôts différés à court terme (notes i (i) et xix)	67	72	32
Valeurs mobilières de placement (note xviii)	603	569	612
Banques	531	380	304
	2.011	1.827	1.635
Total de l'actif	5.270	4.819	3.370

PASSIF - Au 31 décembre en millions d'euros	2001	2000	1999
Capitaux propres			
Capital social (note ix)	56	53	54
Primes	170	133	128
Réserves (note xi (a))	1.725	1.382	1.283
Réserve de conversion (note xi (b))	(174)	(183)	(211)
	1.777	1.385	1.254
Intérêts minoritaires	10	9	7
Titres subordonnés à durée indéterminée (note xii)	266	312	354
Emprunts à long terme (note xiii)	972	1.179	556
Impôts différés à long terme (notes i (i) et xix)	35	35	39
Autres passifs à long terme (note xiv)	174	157	143
Dettes et passifs à court terme			
Fournisseurs et effets à payer	232	253	216
Autres créanciers (note xvi)	454	438	372
Dividende proposé au titre de l'exercice (note xxii)	60	57	53
Impôts différés à court terme (notes i (i) et xix)	2	5	3
Crédits à court terme (note xv)	1.288	989	373
	2.036	1.742	1.017
Total du passif	5.270	4.819	3.370

Pour l'exercice s'achevant le 31 décembre en millions d'euros	2001	2000	1999
Opérations courantes :			
Bénéfice net revenant à Legrand	176	235	204
(Produits) charges ne générant pas de flux de trésorerie :			
- amortissement des immobilisations corporelles	170	152	132
- amortissement des immobilisations incorporelles	65	42	26
- variation des impôts différés à long terme	(40)	6	(10)
- variation des autres actifs et passifs à long terme	10	(11)	15
- intérêts minoritaires	2	2	2
- quote-part du résultat des équivalences	(3)	(4)	(1)
- autres éléments ayant impacté la MBA	3	5	2
Marge brute d'autofinancement	383	427	370
(Plus-values) moins-values sur cessions d'actifs	3	3	
(Plus-values) moins-values sur cessions de placements	(20)	(12)	(12)
Mouvements des autres actifs et passifs opérationnels (hors effets des investissements en sociétés consolidées)			
- clients et autres débiteurs	46	19	(63)
- valeurs d'exploitation nettes	13	(43)	(7)
- fournisseurs et autres créanciers	(16)	(131)	50
- autres actifs et passifs opérationnels	(7)	(19)	4
Flux de trésorerie issus des opérations courantes	402	244	342
Opérations d'investissement :			
Trésorerie provenant de cessions d'actifs	19	7	7
Investissements industriels	(189)	(234)	(213)
Trésorerie provenant de cessions de titres de placement	55	313	289
Acquisitions de titres de placement	(56)	(286)	(195)
Investissements en participations consolidées	(2)	(603)	(15)
Investissements en participations non consolidées	(3)	(258)	(43)
Flux de trésorerie générés par les investissements	(176)	(1.061)	(170)
Opérations de financement :			
En capital			
- augmentation de capital		8	4
- rachat d'actions Legrand	4	(83)	(38)
- dividende payé par Legrand	(57)	(52)	(48)
- dividendes payés par des filiales de Legrand	(1)		(3)
Autres			
- amortissement des TSDI	(46)	(42)	(38)
- accroissement (réduction) des emprunts	(46)	452	1
- émission (remboursement) des billets de trésorerie	57	619	24
- variation des concours bancaires courants	15	(10)	18
Flux de trésorerie issus des opérations financières	(74)	892	(80)
Effet net des conversions sur la trésorerie	(1)	1	1
Variation nette de la trésorerie	151	76	93
Trésorerie au début de la période	380	304	211
Trésorerie à la fin de la période	531	380	304
Intérêts payés au cours de la période	144	115	86
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	81	122	90

# IV

## ELEMENTS D'APPRECIATION DU PRIX D'OFFRE

### 4.1 Introduction

Le prix retenu par Fimaf pour la présente garantie de cours est de 136,73 euros par Action Ordinaire et 114,13 euros par ADP (le " Prix d'Offre "). Compte tenu du nombre d'Actions Ordinaires et d'ADP au 11 décembre 2002, la présente garantie de cours valorise à 3.699 millions d'euros 100% du capital de Legrand avant conversion des options de souscription. La décote des ADP par rapport aux Actions Ordinaires s'élève à 16,5%.

Les éléments d'appréciation figurant ci-dessous constituent la synthèse du rapport d'évaluation fondé sur une approche multicritères, préparé par Credit Suisse First Boston et Lehman Brothers pour le compte de Fimaf et en plein accord avec cette dernière, notamment en ce qui concerne les différentes méthodes de valorisation et les hypothèses retenues.

### 4.2 Méthodologie

La valorisation des fonds propres de Legrand a principalement été abordée au travers d'une analyse multicritères fondée sur: les multiples des sociétés cotées comparables, les multiples des transactions comparables et l'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels, cette dernière méthode permettant d'appréhender l'actif net réévalué de Legrand. Pour information, ont également été examinées deux autres références : les opérations récentes sur le capital de Legrand (y compris la valeur comptable de la participation de Schneider au capital de Legrand dans les comptes de Schneider au 31 décembre 2001) et la capitalisation boursière historique de Legrand sur la période récente.

La méthode de l'actif net comptable a été écartée dans la mesure où elle ne permet pas d'appréhender complètement la capacité bénéficiaire de Legrand qui représente l'essentiel de sa valeur.

L'analyse est réalisée sur la base :

- d'un nombre total de 21.440.808 Actions Ordinaires et de 6.719.529 ADP représentant le capital de Legrand effectivement émis au 11 décembre 2002, soit hors les 14.250 et 5.000 options de souscription d'Actions Ordinaires et d'ADP susceptibles d'être levées jusqu'à la date de clôture de la présente garantie de cours ;
- d'une dette financière nette de Legrand au 30 juin 2002 de 1.035 millions d'euros selon les normes comptables françaises, en supposant cédées les 3.523.849 actions Schneider détenues par Legrand à leur valeur comptable au 30 juin 2002 de 175 millions d'euros, soit 52,64 euros par actions ;
- d'intérêts minoritaires d'une valeur au bilan au 30 juin 2002 de 9 millions d'euros ;
- des données financières historiques publiées par Legrand ; et
- de données prévisionnelles fondées en partie sur le plan de développement 2002 - 2007 établi au 1er trimestre 2002 par l'équipe de direction de Legrand dans le cadre du processus de vente de la participation de Schneider au capital de Legrand.

Afin de rendre les comptes de Legrand comparables à ceux des sociétés cotées comparables et des sociétés objet des transactions comparables, les escomptes de règlement accordés aux clients par Legrand ont été retraités en déduction du chiffre d'affaires et exclus des charges financières, conformément aux normes comptables américaines. Ce retraitement a été conservé dans le cadre de l'estimation des principaux agrégats financiers de Legrand (EBITDA / EBITA / EBIT 2002 et 2003) pour les méthodes des comparables boursiers et des transactions comparables (voir paragraphes 4.3.3 et 4.3.4 de la présente note d'information) et lors de l'estimation des flux futurs de trésorerie prévisionnels (voir paragraphe 4.3.5 de la présente note d'information).

Les multiples boursiers de l'échantillon de sociétés cotées comparables retenus ont été appliqués aux agrégats financiers de Legrand estimés pour les exercices 2002 et 2003 (voir paragraphe 4.3.3 de la présente note d'information). Les multiples de transactions comparables récentes ont été appliqués aux seuls agrégats financiers de Legrand estimés pour l'exercice 2002 (voir paragraphe 4.3.4 de la présente note d'information). Les flux de trésorerie prévisionnels ont été par ailleurs actualisés au 1er janvier 2003, une dette financière nette de Legrand estimée à cette date ayant été utilisée (voir paragraphe 4.3.5 de la présente note d'information).

Après avoir évalué les fonds propres de Legrand, une analyse de la répartition de cette valeur a été effectuée entre les deux catégories d'actions existantes, Actions Ordinaires d'une part, et ADP d'autre part. Ceci revient à analyser la décote des ADP par rapport aux Actions Ordinaires. Cette analyse, détaillée ci-après, s'appuie notamment sur une observation des décotes historiques en bourse et sur une analyse d'opérations similaires (y compris l'offre publique d'échange révisée de Schneider sur Legrand en juin 2001). Une approche théorique a également été réalisée mais n'a pas été retenue en raison notamment de la difficulté d'estimer l'ensemble des caractéristiques propres des ADP.

### 4.3 Valorisation des fonds propres

#### 4.3.1 Référence à des opérations récentes sur le capital de Legrand

Au cours des 24 derniers mois, deux transactions ont été réalisées sur le capital de Legrand.

Le 15 janvier 2001, Schneider a déposé une première offre publique d'échange sur Legrand. Sur la base du cours de bourse de clôture de Schneider la veille du dépôt (soit 76,0 euros), l'offre initiale valorisait 100% du capital de Legrand à 6,7 milliards d'euros. Le 7 juin 2001, Schneider a déposé une offre publique d'échange révisée valorisant 100% du capital de Legrand à environ 6,4 milliards d'euros sur la base du cours de bourse de clôture de Schneider la veille du dépôt de cette nouvelle offre (soit 70,1 euros). Au terme de ces offres, la participation de Schneider au capital de Legrand s'élevait à 98,07%. Au 31 décembre 2001, Schneider valorisait cette participation à son bilan à 5.415 millions d'euros (sur la base d'une valeur par action Schneider remise en échange retenue de 59,68 euros), soit 5.521 millions d'euros pour 100% du capital après prise en compte de frais de transaction de 27 millions d'euros (correspondant à une valeur d'entreprise de 6.657 millions d'euros sur la base d'une dette financière nette de Legrand au 31 décembre 2001 de 1.136 millions d'euros incluant 10 millions d'euros d'intérêts minoritaires et en supposant cédées les actions Schneider détenues par Legrand à leur valeur nette comptable au 31 décembre 2001 de 266 millions d'euros). Après déduction de la provision à caractère exceptionnel de 1.400 millions d'euros constituée par Schneider au titre de l'exercice 2001 pour tenir compte de la baisse des marchés financiers depuis l'acquisition par Schneider des titres Legrand et des différentes modalités de séparation alors envisagées (cession, offre publique de revente, scission), la valeur nette comptable de sa participation de 98,07% dans Legrand passa de 5.415 à 4.015 millions d'euros, soit 4.121 millions d'euros pour 100% du capital après prise en compte de frais de transaction.

Le contrat d'acquisition liant Fimaf et Schneider, signé le 26 juillet 2002, qui s'est concrétisé le 10 décembre 2002 par l'acquisition par Fimaf du bloc détenu par Schneider valorise 100% du capital émis de Legrand à 3.699 millions d'euros, correspondant à une valeur d'entreprise de 4.743 millions d'euros et un multiple VE / EBITDA 2002 estimé de 8,1x. Cette transaction est intervenue aux termes d'un processus concurrentiel, sous le contrôle d'un mandataire nommé par la Commission Européenne et organisé conjointement par les banques d'affaires Merrill Lynch et Rothschild & Cie (voir paragraphe 1.1 de la présente note d'information). Ce processus a duré plusieurs mois, au cours desquels Schneider a exploré l'ensemble des options envisageables afin d'obtenir la meilleure valorisation de sa participation. La mise aux enchères, à l'issue de laquelle l'offre du Consortium Wendel a été retenue comme la plus attractive, a comporté plusieurs tours et mis en compétition des acquéreurs potentiels tant financiers qu'industriels. Etant donné la proximité dans le temps de la conclusion de ce large et compétitif processus de vente et le pourcentage du capital de Legrand concerné, cette dernière valorisation apparaît comme l'opération sur le capital de Legrand la plus pertinente dans le cadre de l'analyse du Prix d'Offre.

#### 4.3.2 Référence à la capitalisation boursière historique de Legrand

Les actions de Legrand sont cotées au premier marché d'Euronext Paris. L'évolution récente de la capitalisation boursière historique de Legrand a été analysée sur trois périodes distinctes:

- avant la date de l'annonce de l'accord d'exclusivité intervenu entre Schneider d'une part et Wendel Investissement et KKR d'autre part, soit le 24 juin 2002 ;
- pendant la période de négociations exclusives s'étendant du 24 juin 2002 au 26 juillet 2002 ; et
- depuis la signature du contrat de cession le 26 juillet 2002 et jusqu'au 11 décembre 2002.

##### (a) Avant l'annonce de l'accord d'exclusivité

Le Prix d'Offre de 3.699 millions d'euros se compare à la capitalisation boursière de Legrand précédant l'annonce de l'accord d'exclusivité liant Lumina Parent à Schneider (jusqu'au 24 juin 2002 inclus) de la manière suivante :

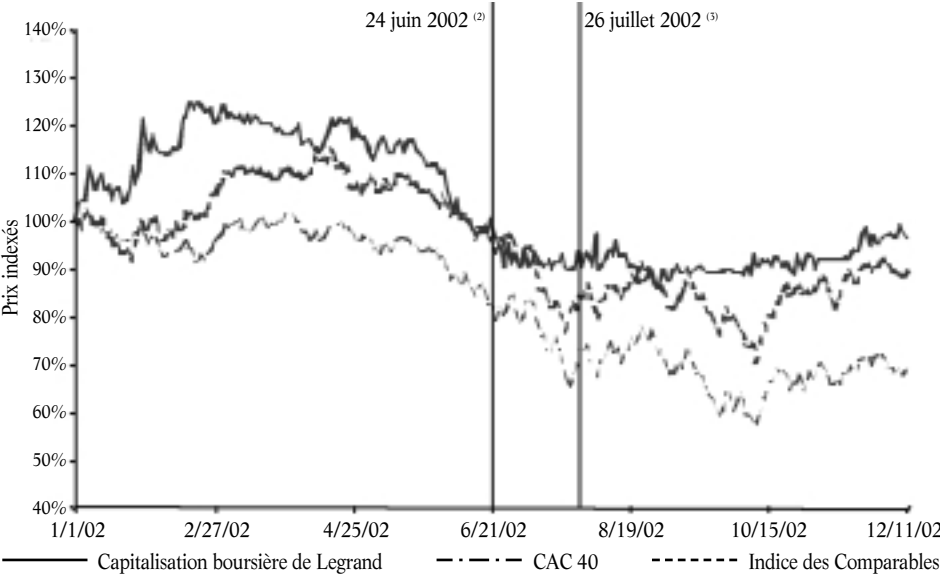
Période d'observation jusqu'au 24 juin 2002 inclus	Nombre total d'Actions échangées par jour (1)	Nombre de séances de bourse	Moyenne de la capitalisation boursière (milliers d'euros)	Prime / (décote) induite par le Prix d'Offre
24 juin 2002	82	1	3.889	(4,9%)
Moyenne 1 mois	296	21	4.082	(9,4%)
Moyenne 3 mois	342	64	4.399	(15,9%)
Moyenne 6 mois	741	125	4.457	(17,0%)
Moyenne 12 mois	16.667	248	5.664	(34,7%)
Extrêmes en clôture depuis 12 mois				
Plus haut (3 juillet 2001)	16.229	1	6.084	(39,2%)
Plus bas (2 octobre 2001)	2.649	1	3.493	5,9%

Source : Factset

(1) Nombre total d'actions = nombre d'Actions Ordinaires + nombre d'ADP.

Cette analyse fait apparaître une décote du Prix d'Offre par rapport aux principaux indicateurs présentés ci-dessus. Toutefois, la baisse constante et généralisée des marchés boursiers depuis plusieurs mois ainsi que les révisions à la baisse successives des prévisions économiques au cours du 1er semestre 2002 semblent amoindrir fortement la pertinence relative de cette période pour appréhender à ce jour la valeur de Legrand.

Ainsi, au 11 décembre 2002 (date du dépôt de la présente garantie de cours), l'indice CAC 40 avait perdu 45,0% et l'indice SBF 120 43,1% par rapport au 1er janvier 2001. Depuis le 1er janvier 2002, l'indice CAC 40 a également baissé de 30,4% et l'indice SBF 120 de 28,8%. De même, l'indice des sociétés cotées comparables(1) à Legrand a connu une forte baisse d'environ 10,5% depuis le 1er janvier 2002, cette baisse ayant atteint jusqu'à 26,9% le 9 octobre 2002.



Source : Factset.

(1) L'échantillon de sociétés cotées comparables à Legrand est composé des sociétés suivantes: Cooper Industries Inc, Hubbell Inc, Schneider Electric SA Thomas & Betts Corp, Eaton Corp et Gewiss Spa.

(2) Début de la période d'exclusivité.

(3) Signature de l'accord de cession.

##### (b) Pendant la période d'exclusivité

L'entrée en négociation exclusive de Schneider et de Lumina Parent, ainsi que le montant du prix de cession alors envisagé d'environ 3.700 million d'euros pour l'ensemble du capital de Legrand, ont été rendus publics le 24 juin 2002. Entre le 24 juin 2002, date de parution du communiqué de presse, et le 26 juillet 2002, date de l'annonce de la signature de l'accord de cession, la capitalisation boursière de Legrand a fluctué entre 3.451 et 3.737 millions d'euros dans un volume de transactions relativement faible. Le Prix d'Offre de 3.699 millions d'euros représente une prime de 5,0% par rapport à la capitalisation boursière de Legrand de 3.521 millions d'euros au 26 juillet 2002.

##### (c) Depuis la signature de l'accord de cession

Du 26 juillet 2002, date de l'annonce de la signature de l'accord de cession entre Schneider et Lumina Parent, au 11 décembre 2002, la capitalisation boursière de Legrand a fluctué entre 3.537 et 3.885 millions d'euros dans un volume de transactions très faible, légèrement inférieur aux volumes de transactions habituels observés depuis le 1er janvier 2002, pour clôturer à 3.809 millions d'euros au 11 décembre 2002.

Le Prix d'Offre de 3.699 millions d'euros se compare à la capitalisation boursière de Legrand pour la période précédant le 11 décembre 2002 inclus (date du dépôt de la présente garantie de cours) de la manière suivante :

Période d'observation jusqu'au 11 décembre 2002 inclus	Nombre total d'Actions échangées par jour (1)	Nombre de séances de bourse	Moyenne de la capitalisation boursière (millions d'euros)	Prime / (décote) induite par le Prix d'Offre
11 décembre 2002	2.196	1	3.809	(2,9%)
Moyenne 1 mois	1.408	22	3.781	(2,2%)
Moyenne 3 mois	955	65	3.656	1,2%
Moyenne 6 mois	665	129	3.635	1,7%
Moyenne 12 mois	721	253	4.059	(8,9%)
Extrêmes en clôture depuis 12 mois				
Plus haut (20 février 2002)	1.025	1	4.810	(23,1%)
Plus bas (29 août 2002)	580	1	3.338	10,8%

Source : Factset

(1) Nombre total d'actions = nombre d'Actions Ordinaires + nombre d'ADP.

Afin de tenir compte de l'augmentation significative des volumes d'Actions Ordinaires et d'ADP échangées (voir tableau ci-dessous) et des mouvements entourant les titres lors des séances du 9, 10, et 11 décembre (date du dépôt de la présente garantie de cours), le Prix d'Offre de 3.699 millions d'euros a aussi été comparé à la capitalisation boursière de Legrand pour la période précédant le 6 décembre 2002 inclus :

Période d'observation jusqu'au 11 décembre 2002 inclus	Nombre d'Actions Ordinaires échangées par jour	Nombre d'ADP échangées par jour	Nombre total d'Actions échangées par jour (1)
11 décembre 2002 (2)	1.200	996	2.196
10 décembre 2002	2.125	2.359	4.484
9 décembre 2002	4.459	3.425	7.884
<b>Période précédant le 6 décembre</b>			
6 décembre 2002	458	137	595
Moyenne 1 mois	808	45	853
Moyenne 3 mois	682	109	791
Moyenne 6 mois	474	85	560
Moyenne 12 mois	550	123	673

Source : Factset

(1) Nombre total d'actions = nombre d'Actions Ordinaires + nombre d'ADP.

(2) La négociation des Actions Ordinaires et des ADP Legrand a été suspendue le 11 décembre 2002 en cours de séance.

Période d'observation jusqu'au 6 décembre 2002 inclus	Nombre total d'Actions échangées par jour (1)	Nombre de séances de bourse	Moyenne de la capitalisation boursière (millions d'euros)	Prime / (décote) induite par le Prix d'Offre
6 décembre 2002	595	1	3.727	(0,8%)
Moyenne 1 mois	853	22	3.669	0,8%
Moyenne 3 mois	791	65	3.562	3,8%
Moyenne 6 mois	560	129	3.587	3,1%
Moyenne 12 mois	673	253	4.073	(9,2%)
Extrêmes en clôture depuis 12 mois				
Plus haut (20 février 2002)	1.025	1	4.810	(23,1%)
Plus bas (29 août 2002)	580	1	3.338	10,8%

Source : Factset  
(1) Nombre total d'actions = nombre d'Actions Ordinaires + nombre d'ADP.

4.3.3 Comparables boursiers

La méthode d'évaluation par les comparables boursiers consiste à appliquer les multiples constatés sur un échantillon de sociétés cotées comparables aux agrégats financiers estimés de Legrand pour les exercices 2002 et 2003. Les multiples sont ceux habituellement retenus pour valoriser les sociétés du secteur de la fabrication d'appareillage électrique, soit le multiple d'EBITDA (résultat d'exploitation avant amortissements et après participation des salariés) et le multiple d'EBITA (résultat d'exploitation avant amortissement des survaleurs et après participation des salariés). Les éléments financiers des sociétés cotées retenues dans l'échantillon et pour lesquelles la date de clôture des comptes était différente de celle de Legrand ont été annualisés au 31 décembre, date de clôture des comptes de Legrand. L'échantillon des sociétés cotées comparables à Legrand comprend : Cooper Industries Inc, Hubbell Inc, Schneider Electric SA (retraité de la vente de Legrand, à savoir données financières de Schneider pro-forma de la cession de Legrand pour 3.627 millions d'euros en numéraire, Schneider étant supposé recevoir à partir de 2003 un intérêt de 5% sur le montant net de la vente), Thomas & Betts Corp, Eaton Corp et Gewiss Spa. Bien que de tailles différentes, ces sociétés réalisent une part significative de leur chiffre d'affaires sur le même marché que Legrand, possèdent une marque forte avec une position de leader sur leur marché et commercialisent leurs produits à travers des circuits similaires à ceux de Legrand.

	VE(1)/ EBITDA(2)		VE / EBITA(3)	
	2002E	2003E	2002E	2003E
Moyenne des multiples de l'échantillon	9,1x	8,0x	12,9x	11,3x
Médiane des multiples de l'échantillon(4)	8,3x	7,6x	12,3x	11,1x

(1) Valeur d'entreprise calculée sur la base du cours de clôture le 11 décembre 2002. Définie comme la somme de la capitalisation boursière, de la dette financière nette (ou déduction de la trésorerie nette) et des intérêts minoritaires.  
(2) Résultat d'exploitation avant amortissements et après participation des salariés (pour Legrand, ajusté des escomptes de règlements accordés aux clients).  
(3) Résultat d'exploitation avant amortissement des survaleurs et après participation des salariés (pour Legrand, ajusté des escomptes de règlements accordés aux clients). Médiane et moyenne 2002E excluent Thomas & Betts Corp.  
(4) La médiane des multiples de l'échantillon a été utilisée pour la détermination de la valeur implicite des fonds propres de Legrand.  
Note : Le multiple VE / EBIT n'a pas été retenu du fait de la différence de traitement comptable de la survaleur d'acquisition entre les Etats-Unis et les principaux pays d'Europe résultant de la réforme passée en 2002 des normes comptables américaines en la matière.

L'application des multiples obtenus aux agrégats financiers estimés de Legrand au titre des exercices 2002 (légèrement inférieurs aux prévisions établies par l'équipe de direction de Legrand au 1er trimestre 2002) et 2003 (en ligne avec les résultats estimés pour 2002) fait apparaître une fourchette de valeurs d'entreprise et des fonds propres de Legrand de 4.358 à 4.872 millions d'euros et de 3.314 à 3.827 millions d'euros respectivement. A titre d'information, la fourchette de multiples VE / EBITDA 2002 estimé correspondante est de 7,4x à 8,5x. Le Prix d'Offre de 3.699 millions d'euros se situe donc dans cette fourchette de valeur des fonds propres de Legrand et représente respectivement une prime de 11,6% par rapport à la borne basse et une décote de 3,4% par rapport à la borne haute.

4.3.4 Transactions comparables

La méthode d'évaluation par les transactions comparables consiste à appliquer les multiples constatés lors de transactions portant sur des sociétés du secteur industriel de Legrand aux agrégats financiers estimés de Legrand pour l'exercice 2002. Dans ce cadre, un échantillon de transactions a été analysé. Seules ont été retenues les transactions pertinentes en termes de taille, de produits, de marque, de présence géographique et de positionnement concurrentiel sur leurs marchés, à savoir : l'offre de Cooper sur Danaher (août 2001), l'acquisition d'Entelec par ABB (avril 2001) et de Lexcel par Schneider (janvier 1999). La référence à l'offre publique d'échange révisée de Schneider sur Legrand de juin 2001 (extériorisant des multiples VE / EBITDA (1) et VE / EBIT (1) de 12,0x et 18,0x respectivement, voir aussi paragraphe 4.3.1 de la présente note d'information) n'a pas été retenue du fait, en particulier, de la provision de 1.400 millions d'euros à caractère exceptionnel constituée par Schneider relative à la valeur nette comptable de sa participation dans Legrand au titre de l'exercice 2001 qui tenait compte notamment (i) de la baisse des marchés financiers depuis son acquisition, (ii) des différentes modalités de séparation envisagées alors (cession, offre publique de revente, scission) (voir paragraphe 4.3.1 de la présente note d'information) et (iii) des synergies précédemment envisagées.

	VE / EBITDA (1)	VE / EBITA (1)(2)	VE / EBIT (1)
Moyenne des multiples de l'échantillon	9,3x	10,6x	13,0x
Médiane des multiples de l'échantillon (3)	9,1x	10,6x	12,0x

(1) Les multiples sont calculés sur la base des données financières disponibles pour les douze derniers mois précédant les transactions.  
(2) Le multiples VE/EBITA n'est disponible que pour deux des transactions retenues.  
(3) La médiane des multiples de l'échantillon a été utilisée pour la détermination de la valeur implicite des fonds propres de Legrand.

L'application des multiples obtenus aux agrégats financiers estimés de Legrand pour l'exercice 2002 fait ressortir une fourchette de valeurs d'entreprise et des fonds propres de Legrand de 4.152 à 5.343 millions d'euros et 3.108 à 4.299 millions d'euros respectivement. A titre d'information, la fourchette de multiples VE / EBITDA 2002 estimé correspondant est de 7,1x à 9,1x. Le Prix d'Offre de 3.699 millions d'euros se situe donc dans cette fourchette de valeur des fonds propres de Legrand et représente respectivement une prime de 19,0% par rapport à la borne basse et une décote de 14,0% par rapport à la borne haute.

4.3.5 Actualisation des flux de trésorerie prévisionnels

Cette méthode consiste à estimer la valeur d'entreprise de la Société à périmètre constant par actualisation (i) de ses flux de trésorerie prévisionnels sur dix ans, soit jusqu'à fin 2012 et (ii) de la valeur estimée de Legrand à cette date (dite "valeur terminale"). Ces actualisations ont été réalisées au 1er janvier 2003. Afin de déduire la valeur des fonds propres de Legrand correspondante, une dette financière nette de Legrand estimée à cette même date a été utilisée. Le taux d'actualisation utilisé correspond à un coût moyen pondéré du capital compris entre 8,25% et 9,25% (basé notamment sur (i) un coût de la dette après impôts de 3,7% et (ii) un coût des capitaux propres de 10,1%, lequel s'appuie sur (a) un taux sans risque de 4,8%, (b) une prime de risque de 4,9% et (c) un bêta action de 0,90). La valeur terminale a été calculée sur la base d'un multiple d'EBITDA 2012 compris entre 6,0x et 8,0x correspondant à un taux de croissance à l'infini implicite compris entre 1,3% et 3,9%. Le multiple d'EBITDA de sortie de haut de fourchette de 8,0x est cohérent avec le multiple d'entrée implicite de Fimaf sur la base du Prix d'Offre (voir paragraphe 4.3.1 de la présente note d'information). Le multiple d'EBITDA de sortie de bas de fourchette de 6,0x correspond à une croissance implicite à l'infinie cohérente avec une hypothèse d'inflation de 1% à 1,5%. Sur la base de ces hypothèses et de l'EBITDA 2012 estimé retenu, la valeur terminale représente environ 60% de la valeur d'entreprise totale de Legrand. Les résultats présentés ci-après sont en partie fondés sur les projections d'activités du plan de développement 2002-2007 établi par l'équipe de direction de Legrand au cours du premier trimestre 2002 dans le cadre du processus de vente de la participation de Schneider au capital de Legrand. Il est à noter que les prévisions de l'équipe de direction de Legrand en termes de croissance de l'activité (légèrement supérieures au PNB) et de marges opérationnelles sont en ligne avec les performances historiques de Legrand. Depuis l'élaboration de ce plan, les estimations de résultat pour 2002 et 2003 ont été légèrement révisées à la baisse au cours du second semestre 2002. Pour la période 2008-2012, les

hypothèses retenues par Fimaf s'appuient sur une croissance limitée du chiffre d'affaires, sur des marges et sur des investissements exprimés en pourcentage des ventes cohérent avec les prévisions établies par l'équipe de direction de Legrand pour la période 2002-2007. Cette méthode fait ressortir une fourchette de valeurs d'entreprise et des fonds propres de Legrand de 4.435 à 5.646 millions d'euros et 3.501 à 4.712 millions d'euros respectivement. A titre d'information, la fourchette de multiples VE / EBITDA 2002 estimé correspondante est de 7,6x à 9,6x. Le Prix d'Offre de 3.699 millions d'euros se situe donc dans cette fourchette de valeurs des fonds propres de Legrand et représente respectivement une prime de 5,7% par rapport à la borne basse et une décote de 21,5% par rapport à la borne haute.

4.4 Appréciation de la décote des ADP

Le Prix de l'Offre pour 100 % des fonds propres de Legrand de 3.699 millions d'euros a été réparti entre les 21.440.808 Actions Ordinaires et les 6.719.529 ADP au 11 décembre 2002. Les Prix d'Offre de 136,73 euros par Action Ordinaire et 114,13 euros par ADP, correspondant au prix payé par Fimaf pour l'acquisition des titres Legrand détenus par Schneider, représentent une décote de 16,5% des ADP par rapport aux Actions Ordinaires.

4.4.1 Caractéristiques de l'ADP

Les ADP bénéficient d'un privilège dont la principale caractéristique est la distribution d'un dividende supérieur de 60% à celui des Actions Ordinaires. Ce privilège s'applique à toute distribution de dividendes décidée en assemblée générale ordinaire annuelle que ces dividendes proviennent de l'affectation du résultat du dernier exercice ou qu'ils soient prélevés en partie sur les réserves disponibles. En revanche, ce privilège ne porte pas sur les autres types de distributions (paiement du boni de liquidation, distribution de primes ou de réserves, etc.), ce qui est confirmé par l'article 8 des statuts qui dispose : "(...) chaque action à dividende prioritaire sans droit de vote assortie d'un privilège bénéficie des mêmes droits sur l'actif social et le boni de liquidation que l'action ordinaire". Conformément aux dispositions légales applicables à tous porteurs d'ADP, les porteurs d'ADP ne disposent pas de droit de vote. Ils se réunissent néanmoins en assemblée spéciale pour émettre un avis avant toute décision de l'assemblée générale. Toute décision modifiant les droits des porteurs d'ADP ou toute opération de fusion ou de scission à laquelle participe la société émettrice n'est par ailleurs définitive qu'après approbation par l'assemblée spéciale des porteurs d'ADP. Si les dividendes prioritaires dus au titre de trois exercices consécutifs ne sont pas intégralement versés, les porteurs d'ADP acquièrent un droit de vote équivalent à celui des Actions Ordinaires qui subsiste jusqu'à l'expiration de l'exercice au cours duquel les dividendes prioritaires dus auront été intégralement versés.

4.4.2 Méthodologie

Le Prix d'Offre fait apparaître une décote de 16,5% des ADP par rapport aux Actions Ordinaires. Cette décote correspond à celle retenue dans le cadre de l'offre publique d'échange révisée de Schneider sur Legrand de juin 2001. Cette offre publique d'échange comportait :  
• pour les Actions Ordinaires, (i) une offre à titre principal proposant une parité de 7 actions Schneider pour 2 Actions Ordinaires et (ii) une offre à titre subsidiaire proposant une parité de 16 actions Schneider pour 5 Actions Ordinaires ; et  
• pour les ADP : une offre proposant 2 actions Schneider et une soulte de 55 euros par ADP.  
Sur la base du cours de Schneider retenue dans les comptes sociaux de Schneider pour valoriser la participation détenue dans Legrand, l'offre à titre principal, à laquelle les familles Decoster et Verspieren s'étaient engagées à ne pas venir, extériorisait la décote suivante des ADP par rapport aux Actions Ordinaires :

Offre à titre principal	Ratio d'échange	Numéraire (euros)	Valeur des actions Schneider (euros)	Valeur des actions Legrand (euros)
Actions Ordinaires	3,50x	0,00	59,68(1)	208,88
ADP	2,00x	55,00	59,68	174,36
Décote ADP / Actions Ordinaires				16,5%

(1) La valeur comptable des actions nouvelles émises par Schneider en rémunération de son offre est de 59,68 euros (Rapport annuel 2001 de Schneider).

L'offre publique d'échange révisée de Schneider sur Legrand de juin 2001 a été très largement approuvée par les actionnaires minoritaires de Legrand, puisque 98,3% des porteurs d'Actions Ordinaires et 97,5% des porteurs d'ADP ont apporté leurs titres à cette offre. Par ailleurs, la décote des ADP par rapport aux Actions Ordinaires a été appréciée au regard d'autres méthodes dans le cadre d'une approche multicritères, à savoir : analyse des décotes historiques constatées entre les ADP et les Actions Ordinaires sur la base des cours de bourse et analyse des décotes observées dans le cadre d'opérations similaires. Enfin, une approche théorique de la valeur a été effectuée afin de prendre en compte les caractéristiques propres aux ADP. Néanmoins, les résultats de cette analyse doivent être considérés avec réserve, notamment en raison de la difficulté à :  
(i) évaluer le droit de vote attaché à l'Action Ordinaire ;  
(ii) apprécier l'impact du différentiel de liquidité entre les deux catégories d'actions Legrand ; et  
(iii) évaluer le privilège compte tenu de l'ensemble des caractéristiques de l'ADP.

4.4.3 Appréciation des décotes historiques

Le tableau ci-dessous présente les décotes historiques des ADP par rapport aux Actions Ordinaires pour la période précédant le 11 décembre 2002 inclus (date du dépôt de la présente garantie de cours) :

	Action Ordinaire (euros)	ADP (euros)	Décote ADP / Action Ordinaire
Prix d'Offre	136,73	114,13	16,5%
Période depuis la clôture de l'offre révisée de Schneider			
Cours de clôture au 11 décembre 2002	138,50	125,00	9,7%
Moyenne 1 mois	138,28	121,40	12,2%
Moyenne 3 mois	133,89	116,92	12,7%
Moyenne 6 mois	133,51	114,97	13,9%
Moyenne 12 mois	150,99	122,33	19,0%
Moyenne depuis le 26 juillet 2001(1)	156,93	126,64	19,3%
Période entre l'annonce de chacune des deux offres de Schneider			
Entre le 16 janvier 2001 et le 6 juin 2001 (2)	236,49	153,84	35,0%
Période précédant l'annonce initiale de Schneider			
Moyenne 1 an	206,96	117,12	43,4%
Moyenne 2 ans	209,78	119,51	43,0%
Moyenne 3 ans	213,75	124,38	41,8%
Moyenne 4 ans	200,90	119,22	40,7%
Moyenne 5 ans	189,97	110,83	41,7%
Moyenne 1995-2000	211,99	123,87	41,6%

Source : Factset  
(1) 26 juillet 2001: premier jour de cotation suivant la date de clôture de l'offre révisée de Schneider sur Legrand.  
(2) 16 janvier 2001: premier jour de cotation des actions Legrand suivant l'annonce de l'offre initiale de Schneider sur Legrand; 6 juin 2001 : dernier jour de cotation des actions Legrand avant le dépôt de l'offre révisée de Schneider sur Legrand.

Afin de tenir compte de l'augmentation significative des volumes d'Actions Ordinaires et d'ADP échangées (voir paragraphe 4.3.2 (c) de la présente note d'information) et des mouvements entourant les titres lors des séances du 9, 10, et 11 décembre (date du dépôt de la présente garantie de cours), les décotes historiques des ADP par rapport aux Actions Ordinaires sont également présentées pour la période précédant le 6 décembre 2002 inclus.



	Action Ordinaire (euros)	ADP (euros)	Décote ADP / Action Ordinaire
Prix d'Offre	136,73	114,13	16,5%
Période depuis la clôture de l'offre révisée de Schneider			
Cours de clôture au 6 décembre 2002	139,00	111,20	20,0%
Moyenne 1 mois	136,11	111,77	17,9%
Moyenne 3 mois	132,37	107,78	18,6%
Moyenne 6 mois	132,65	110,56	16,7%
Moyenne 12 mois	151,65	122,26	19,4%
Moyenne depuis le 26 juillet 2001 (1)	157,25	127,19	19,1%

Source : Factset  
(1) 26 juillet 2001: premier jour de cotation suivant la date de clôture de l'offre révisée de Schneider sur Legrand.

Depuis 1996, les décotes historiques en bourse des ADP par rapport aux Actions Ordinaires se sont réduites, passant d'une moyenne de 41,7% au cours des cinq années précédant l'annonce de l'offre initiale de Schneider à une moyenne de 35,0% entre les deux offres de Schneider. Depuis le 26 juillet 2001, premier jour de cotation suivant la date de clôture de l'offre publique révisée de Schneider sur Legrand, la décote historique moyenne sur un an se situe entre 19,0% et 19,4% selon que l'on se place au 6 ou au 11 décembre 2002 respectivement. La décote de 16,5% proposée par la présente garantie de cours est par ailleurs en ligne voire inférieure aux décotes historiques moyennes observées en bourse pour les périodes au 6 décembre 2002 considérées ci-dessus. En particulier, la décote sur la base des cours de clôture au 6 décembre 2002 était de 20,0%, soit 3,5% de plus que celle proposée par la présente garantie de cours.

4.4.4 Analyse des décotes observées entre actions ordinaires et actions à dividende prioritaire dans le cadre d'opérations similaires

Par souci d'exhaustivité, l'ensemble des opérations réalisées en France a été analysé, qu'il s'agisse des opérations initiées par un tiers, sur une base volontaire et portant sur l'ensemble des titres d'une société (actions ordinaires et actions à dividende prioritaire) ou qu'il s'agisse de restructurations de capital ne portant que sur les seules actions à dividende prioritaire, initiées par l'émetteur de ces titres, et s'inscrivant dans le cadre d'opérations volontaires ou de retraits obligatoires.

(a) Opérations initiées par un tiers

Les opérations suivantes ont été retenues : OPE de Rallye sur Casino, (octobre 1997), OPA de Promodès sur Casino (première offre et surenchère en septembre et octobre 1997), OPA de Hoechst sur Roussel Uclaf (décembre 1996) et OPA de Financière Darty sur les Etablissements Darty (mai 1988). L'analyse des décotes entre actions à dividende prioritaire et actions ordinaires dans le cadre de ces opérations conduit au tableau ci-dessous :

	Décote moyenne ADP sur AO observée avant offre (1)	Décote ADP sur AO extériorisée par l'offre (2)
Promodès sur Casino (1ère offre septembre 1997)	18-20%	20%
Promodès sur Casino (surenchère septembre 1997)	18-21%	21%
Rallye sur Casino (octobre 1997)	18-22%	20%
Hoechst sur Roussel Uclaf (décembre 96)	11-18%	13%
Financière Darty sur Et. Darty (mai 1988)	23-31%	25%
Moyenne		19,8%

Source : notes d'information visées par la COB. Darty : moyenne 4 mois  
(1) Fourchette de décote calculée sur la base du plus haut et du plus bas, observés sur une période de 6 mois avant l'annonce.  
(2) Pour les OPE, sur la base de cours de clôture de la société initiatrice, la veille de l'annonce de l'offre.

(b) Opérations de restructuration de capital

Les opérations suivantes ont été retenues : OPE simplifiée assortie d'une conversion des ADP contre des actions ordinaires de Essilor (janvier 1997 et juillet 2001), de Roussel Uclaf (octobre 1993) et conversion des ADP CSEE votée en assemblée générale (décembre 1994). L'analyse des décotes entre actions à dividende prioritaire et actions ordinaires dans le cadre de ces opérations conduit au tableau ci-dessous :

	Décote moyenne ADP sur AO observée avant offre (1)	Décote ADP sur Action Ordinaire extériorisée par l'offre (2)
Essilor (juillet 2001) (3)	8-16%	0%
Essilor (janvier 1997)	17-25%	8%
CSEE (décembre 1994)	11%-20%	0%
Roussel Uclaf (octobre 1993)	37-49%	33%
Moyenne		10,3%

Source : notes d'information visées par la COB.  
(1) Fourchette de décote calculée sur la base du plus haut et du plus bas observés sur une période de 6 mois avant l'annonce.  
(2) Sur la base du cours de clôture avant offre.  
(3) Le cours de référence de l'action à dividende prioritaire est celui du 10 octobre 2000, veille de l'annonce par Essilor du projet de restructuration de son capital conduisant notamment à la suppression des actions à dividende prioritaire.

(c) Interprétation des résultats

L'analyse des décotes des actions à dividende prioritaire par rapport aux actions ordinaires dans le cadre d'opérations similaires fait ressortir les deux points suivants :

- Pour les opérations initiées par un tiers, la décote extériorisée est en ligne avec la décote historique constatée en bourse entre action à dividende prioritaire et action ordinaire avant annonce de ces opérations. La décote de 16,5% proposée dans la présente garantie de cours est elle aussi en ligne avec les décotes historiques observées en bourse sur les titres Legrand pour la période précédant le 6 décembre 2002 inclus (voir paragraphe 4.4.3 de la présente note d'information).
- Indépendamment de la comparaison des décotes historiques constatées en bourse, la décote de 16,5% proposée par la présente garantie de cours est aussi homogène avec la moyenne des décotes des opérations similaires : 19,8% pour les opérations initiées par un tiers et 10,3% pour les opérations de restructuration du capital, soit une moyenne globale de 15,5%.

Ces résultats doivent toutefois être interprétés avec précaution en raison (i) du caractère particulier du privilège octroyé aux porteurs d'ADP Legrand, différent de celui attaché aux actions à dividende prioritaire objets des opérations étudiées ci-dessus et (ii) du contexte spécifique de chacune de ces opérations.

4.4.5 Approche intrinsèque

En théorie, la valeur dite intrinsèque d'une action à dividende prioritaire pourrait être définie comme étant égale à la valeur de l'action ordinaire à laquelle s'ajoute la valeur du privilège et de laquelle est soustraite la valeur du droit de vote. Cette définition théorique manque cependant d'exhaustivité puisqu'il convient de noter que d'autres termes correctifs seraient à ajouter ou à retrancher à cette équation, notamment l'impact du différentiel de liquidité entre les deux catégories d'actions ainsi que d'autres aspects intrinsèques de l'ADP en tant qu'instrument financier (notamment la possibilité de conversion par décision en assemblée spéciale, à l'initiative de l'assemblée générale des porteurs d'actions ordinaires) de nature à réduire l'intérêt des investisseurs. De plus, si la valeur du privilège peut être approchée par un calcul financier, tel n'est pas le cas du droit de vote, qui ne peut pas être appréhendé de manière incontestable par une approche financière fondamentale.

Compte tenu de ces éléments, nous présentons ici une approche dite intrinsèque de la valorisation de la décote de l'ADP à titre seulement indicatif. Cette méthode n'est pas retenue pour l'évaluation de la décote. Les ADP bénéficient d'un privilège dont la principale caractéristique consiste en la distribution d'un dividende supérieur de 60% à celui des Actions Ordinaires. L'historique récent du versement de dividendes est rappelé dans le tableau ci-dessous :

Dividende versé au titre de l'exercice	1998	1999	2000	2001
Dividende brut Actions Ordinaires	2,33	2,55	2,81	2,81
Dividende brut ADP	3,72	4,08	4,49	4,49
Différentiel brut	1,39	1,53	1,68	1,68
Dividende net Actions Ordinaires	1,55	1,70	1,87	1,87
Dividende net ADP	2,48	2,72	2,99	2,99
Différentiel net	0,93	1,02	1,12	1,12
Différentiel en % du dividende ordinaire	60%	60%	60%	60%

Source : Rapports annuels Legrand.  
Note : la différence entre le dividende brut et le dividende net représente l'avoir fiscal.

Le coût pour un porteur d'ADP de l'abandon du privilège lié à ce différentiel sur une longue période pourrait être évalué en actualisant à l'infini le différentiel de dividende brut entre l'Action Ordinaire et l'ADP pour les actionnaires soumis à la fiscalité, ou net pour les actionnaires non soumis à la fiscalité (actualisation du montant actuel du privilège sur un horizon infini). En retenant un taux d'actualisation égal au coût des fonds propres de Legrand de 10,1% et un taux de croissance perpétuel du dividende compris entre 0,0% et 2,0%, la valeur du privilège serait comprise entre 11,1 euros et 20,7 euros représentant entre 8,1% et 15,2% de la valeur du Prix d'Offre de l'Action Ordinaire. En ce qui concerne le droit de vote, une analyse analogique pourrait comparer les valeurs du droit de vote (exprimées en pourcentage de la valeur de l'Action Ordinaire) extériorisés lors d'opérations précédentes portant sur des ADP. Cette analyse est résumée dans le tableau suivant :

	Décote Proposée	Nature du privilège sur le dividende	Valeur du privilège (1) (% de la valeur de l'AO)		Valeur implicite du droit de vote (% de la valeur de l'AO)	
			Net	Brut (2)	Net	Brut
Opérations initiées par un tiers :						
Casino (sept 97) (3)	20,0%	5,0% valeur nominale action ordinaire	0,7%	1,1%	20,7%	21,1%
Roussel Uclaf (dec 96)	13 ,1%	7,5% valeur nominale action ordinaire	0,6%	1,0%	13,7%	14,0%
Darty (mai 88)	25,0%	7,5% valeur nominale action ordinaire	5,7%	8,5%	30,7%	33,5%
Opérations de restruc- turation de capital :						
Roussel Uclaf (sept 93)	33,3%	7,5% valeur nominale action ordinaire	1,6%	2,5%	38,9%	39,7%
Essilor (janv 97)	7,5%	5,0% valeur nominale action ordinaire	0,6%	0,9%	8,1%	8,4%
Essilor (juin 01)	0,0%	5,0% valeur nominale action ordinaire	0,5%	0,7%	0,5%	0,7%
CSEE (nov 94)	0,0%	12,5% valeur nominale action ordinaire	20,9%	31,3%	20,9%	31,3%
Moyenne de l'ensemble de l'échantillon :					19,1%	21,3%
Moyenne de l'ensemble de l'échantillon pondérée par les volumes (4) :					21,1%	21,8%

Source : notes d'information visées par la COB.  
(1) Taux d'actualisation égal au coût des fonds propres à la date de l'offre (= taux de l'OAT 10 ans + Bêta X Prime de risque constante à 4,9%).  
(2) La différence entre le dividende brut et le dividende net représente l'avoir fiscal.  
(3) Promodès sur Casino.  
(4) Moyenne de la valeur du droit de vote ajustée de la taille des différentes opérations (= nombre d'actions à dividende prioritaire visées X Prix d'offre par action à dividende prioritaire).

L'analyse des opérations similaires ci-dessus fait ressortir une fourchette de valeur implicite du droit de vote de 19,1% à 21,8% de la valeur de l'action ordinaire. Une analyse identique appliquée à la présente garantie de cours conduit à une fourchette de valeur implicite du droit de vote en pourcentage de l'Action Ordinaire de 24,6% à 31,7%.

	Décote Proposée	Coût des fonds propres	Taux de croissance perpétuel du dividende	Taux d'actua- lisation	Valeur du privilège (% Action Ordinaire)		Valeur implicite du droit de vote (% Action Ordinaire)	
					Net	Brut	Net	Brut
Legrand (Prix d'Offre)	16,5%	10,10%	0,0%	10,10%	8,1%	12,2%	24,6%	28,7%
Legrand (Prix d'Offre)	16,5%	10,10%	2,0%	8,10%	10,1%	15,2%	26,6%	31,7%

Largement avalisée par le marché lors de l'offre publique d'échange révisée de Schneider sur Legrand de juin 2001, la décote de 16,5% proposée par la présente garantie de cours est cohérente avec les décotes extériorisées dans le cadre de l'analyse des opérations similaires. En outre, malgré la forte dispersion des droits de vote " théoriques " (entre 0,7% et 39,7%) et la taille réduite de l'échantillon considéré, il apparaît que l'approche intrinsèque résumée ci-dessus ne dément pas fondamentalement le niveau de décote proposé par la présente garantie de cours.

4.5 Synthèse des éléments d'appréciation du Prix de l'Offre

Les Prix d'Offre de 136,73 euros par Action Ordinaire et 114,13 euros par ADP retenus pour la présente garantie de cours valorisent les fonds propres de Legrand à 3.699 millions d'euros et font apparaître une décote de 16,5% entre les Actions Ordinaires et les ADP. En résumé, la valorisation des fonds propres de Legrand et la décote retenue des ADP par rapport aux Actions Ordinaires peuvent être analysées comme suit :

- la valorisation des fonds propres de Legrand se situe dans la fourchette des valeurs obtenues par les différentes méthodes retenues telles que résumées dans le tableau ci-dessous :

	Valeur des fonds propres en million d'euros	Valeur de l'Action Ordinaire (euros)	Valeur de l'ADP (euros) (1)
Cession du bloc majoritaire de Schneider	3.699	136,73	114,13
Comparables boursiers	3.314 à 3.827	122,50 à 141,49	102,25 à 118,11
Transactions comparables	3.108 à 4.299	114,88 à 158,91	95,90 à 132,65
Actualisation des flux de trésorerie prévisionnels	3.501 à 4.712	129,41 à 174,18	108,03 à 145,39

(1) Pour une décote de 16,5%.

- la décote de 16,5% des ADP par rapport aux Actions Ordinaires retenue pour la présente garantie de cours est identique à celle proposée par la branche à titre principale de l'offre publique d'échange révisée de Schneider sur Legrand de juin 2001 ainsi qu'à celle de la transaction majoritaire intervenue le 10 décembre 2002 entre Schneider et Fimaf. Cette décote est proche de la moyenne historique observée en bourse et de la moyenne des opérations similaires retenues. Le tableau ci-après récapitule les résultats chiffrés de l'analyse :

Méthode	Décote observée
OPE révisée de Schneider sur Legrand de juin 2001	16,5%
Cours de bourse historiques	19,4% <sup>(1)</sup>
Opérations similaires	15,5% <sup>(2)</sup>

(1) Moyenne observée sur les 12 derniers mois précédant le 6 décembre 2002 inclus.  
(2) Moyenne arithmétique des opérations similaires retenues.

## AVIS DE L'EXPERT INDEPENDANT

En vertu de la mission que nous a confiée Fimaf, société contrôlée par Wendel Investissement et Kohlberg Kravis Roberts & Co L.P., dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire qu'elle a décidé de mettre en œuvre immédiatement après la présente Garantie de Cours sur les actions de Legrand (ci-après "**la Société**"), société cotée au Premier Marché d'Euronext Paris, nous avons pris connaissance, en qualité d'expert indépendant, du rapport d'évaluation élaboré par les banques présentatrices de l'opération, Credit Suisse First Boston (Europe) Ltd et Lehman Brothers Europe Limited (ci-après "**les Banques**").

Après avoir rappelé le contexte de la présente opération pour en souligner les conséquences sur le contour de notre propre mission, nous exposons ci-après notre opinion sur les travaux d'évaluation réalisés par les Banques et nos conclusions sur le caractère équitable des prix qui seront proposés dans le cadre du retrait obligatoire pour l'indemnisation des actionnaires minoritaires du Legrand, soit 136,73 euros par action ordinaire (ci-après "**Actions Ordinaires**") et 114,13 euros par action à dividende prioritaire (ci-après "**ADP**").

### 5.1 Introduction

#### 5.1.1 Contexte de l'opération

Comme le requiert la réglementation boursière relative au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique (article 5-5-2 du Règlement Général du CMF), la présente garantie de cours fait suite à l'acquisition d'un bloc de contrôle de Legrand représentant 98,04% du capital (précisément 98,23% des Actions Ordinaires et 97,45% des ADP) et 98,20% des droits de vote. Cette acquisition a été réalisée dans les conditions arrêtées par le contrat de cession signé le 26 juillet 2002 entre la société Schneider Electric SA (ci-après Schneider), détentrice du bloc, et la société Fimaf agissant pour le compte de Wendel Investissement et KKR. Elle met fin à une période particulièrement mouvementée de l'histoire de Legrand qui a duré près de deux ans et dont les principaux épisodes sont résumés ci-après.

Pour les actionnaires minoritaires de Legrand, cette période débute le 15 janvier 2001 avec le dépôt d'un projet d'offre publique d'échange visant les actions de Legrand, opération initiée par Schneider en concertation avec le management et les familles fondatrices de Legrand. Cette offre est assortie d'une condition de réalisation correspondant à l'obtention d'une participation conférant au minimum 50,01% des droits de vote de Legrand sur une base totalement diluée. Sur la base du cours de clôture de Schneider la veille du dépôt (soit 76,0 euros), elle valorise les capitaux propres de Legrand à environ 6,7 milliards d'euros et fait ressortir pour les porteurs d'ADP une décote de 42,9% par rapport au prix offert aux porteurs d'Actions Ordinaires, soit un niveau comparable avec la décote historique (respectivement 44,0%, 43,1% et 43,6% 1 mois, 3 mois et 6 mois avant la date d'annonce de l'offre sur la base des cours de clôture des Actions Ordinaires et ADP).

Le 24 janvier 2001, l'offre de Schneider est déclarée recevable par le CMF qui déclare notamment dans son avis avoir "pris connaissance des arguments présentés par divers porteurs d'actions à dividende prioritaire qui contestent la parité d'échange retenue pour les actions à dividende prioritaire". Un visa COB est obtenu le 31 janvier et le même jour un avis du CMF fixe l'ouverture de l'offre au 1er février 2001 et sa clôture au 7 mars 2001. Dans la foulée, le 1er et le 5 février, les contestations émanant des porteurs d'ADP qui viennent d'être évoquées se matérialisent sous la forme de deux recours en annulation de la décision de recevabilité du CMF, déposés auprès de la Cour d'appel de Paris et assortis d'une demande de sursis à exécution. En réponse, le CMF publie le 15 février un nouvel avis dans lequel il s'engage à "proroger, à titre conservatoire et dans l'intérêt du marché, l'offre publique d'échange en sorte que la clôture de l'offre intervienne huit jours au moins après le prononcé de l'arrêt de la Cour sur le recours en annulation". Cet arrêt est prononcé le 3 mai 2001 ; la Cour annule en substance la décision de recevabilité du 24 janvier, mais ouvre la voie à l'examen par le CMF d'une nouvelle offre éventuellement modifiée.

Soucieux de faire aboutir leur projet de rapprochement, le management de Schneider et les familles fondatrices de Legrand se mettent d'accord pour élaborer un nouveau projet d'offre plus favorable aux porteurs d'ADP. Ces derniers se voient proposer un prix implicite qui extériorise une décote réduite de moitié par rapport à celle de l'offre initiale. Cette amélioration provient d'une soulte en espèces dont le coût est supporté par les familles fondatrices qui acceptent d'échanger la totalité de leurs actions sur la base d'une parité réduite d'environ 8,6% (3,2 actions Schneider au lieu de 3,5 contre 1 Action Ordinaire Legrand). Cette offre révisée est déposée le 7 juin 2001 avec une condition de réalisation identique à celle de l'offre initiale. Sur la base du cours de clôture de Schneider la veille du dépôt (soit 70,1 euros), cette offre révisée valorise les capitaux propres de Legrand à environ 6,4 milliards d'euros (6,9 milliards sur la base du cours de 76,0 euros considéré plus haut pour valoriser l'offre initiale) et extériorise pour les porteurs d'ADP une décote de 20,4% (contre 42,9% dans le cadre de l'offre initiale). Déclarée recevable le 14 juin 2001, elle se déroule du 21 juin au 25 juillet et connaît un franc succès tant du côté des porteurs d'Actions Ordinaires que des porteurs d'ADP dont les taux de réponse ressortent respectivement à 97,2% (hors familles fondatrices) et 97,5%.

Au titre de la réglementation européenne, la légalité du rapprochement restait néanmoins suspendue à l'autorisation de la Commission de Bruxelles qui avait ouvert une enquête approfondie le 10 mars 2001. Or, le 10 octobre 2001, en dépit des cessions envisagées par le nouveau groupe en France et en Italie pour un montant d'environ 450 millions d'euros, la Commission interdit à l'unanimité la prise de contrôle de Legrand par Schneider au motif que le nouvel ensemble détiendrait des parts de marché trop importantes dans l'appareillage électrique basse tension, notamment en France et en Italie. Le 6 décembre, le Cabinet Salustro-Reydel est chargé par Bruxelles de veiller à ce que Legrand conserve son autonomie. Le 13 décembre, Schneider dépose auprès du tribunal de première instance des communautés européennes de Luxembourg un recours en annulation du veto de la Commission.

Pour Schneider, la conséquence pratique du veto opposé par la Commission est l'obligation de céder sa participation dans Legrand selon des modalités et dans un délai qui font l'objet de deux mises au points successives de la Commission. Ainsi, la Commission précise le 30 janvier 2002 que Schneider a toute latitude pour choisir la forme juridique de sa séparation avec Legrand tout en excluant toute possibilité de démantèlement ou "vente par appartement", et confirme le 30 mai 2002 la date butoir du 1er février 2003. Dans ce contexte, écartant a priori l'idée d'un reclassement des titres Legrand sur le marché boursier compte tenu de la mauvaise tenue des marchés actions partout dans le monde, Schneider mandate dès décembre 2001 deux banques d'affaires de premier plan, Merrill Lynch et Rothschild & Cie Banque, à l'effet d'organiser un processus de mise aux enchères de sa participation dans Legrand.

Ce processus prend fin six mois plus tard, le 24 juin 2002, avec la signature d'un accord d'exclusivité en faveur d'un consortium d'investisseurs composé de Wendel Investissement et KKR (ci-après ensemble désignés "le Consortium Wendel"), sur la base d'un prix qui valorise les capitaux propres de Legrand à 3,7 milliards d'euros. Ce prix est certes en retrait de 42% par rapport à la valorisation implicite de 6,4 milliards évoquée plus haut à propos de l'offre révisée de Schneider, mais cette diminution est similaire à celle du cours de l'action ordinaire Legrand sur la même période (soit -47% depuis le jour de l'annonce de l'offre révisée). Un contrat de cession est finalement signé le 26 juillet à des conditions financières inchangées. Afin de laisser une marge de manœuvre à Schneider dans l'attente de la décision du tribunal de Luxembourg, attendue pour le mois d'octobre 2002, ce contrat fixe la date limite de réalisation effective de la transaction au 10 décembre 2002 et autorise Schneider à renoncer à la cession moyennant un dédit de 180 millions d'euros. Le 14 octobre 2002, le principe de la cession de Legrand au Consortium Wendel est avalisée par la Commission de Bruxelles, mais le 22 octobre, la cour de justice de Luxembourg annule son veto à la prise de contrôle de Legrand par Schneider.

Cette décision ouvre la voie à un nouvel examen du dossier de rapprochement par Bruxelles, opportunité que Schneider saisit sans tarder en proposant un nouveau programme de cessions, mais sans en référer au management de Legrand comme le prévoyait le protocole de rapprochement signé en janvier 2001. Saisi en référé à ce sujet par le management de Legrand, le tribunal de commerce de Nanterre valide le 22 novembre cette disposition du protocole de janvier 2001, jugement confirmé en appel le 29 novembre par la cour de Versailles. Le 3 décembre, Schneider annonce publiquement sa décision de céder sa participation au Consortium Wendel.

### 5.2 Implications méthodologiques

Cet historique mouvementé n'est pas sans incidence sur la manière d'appréhender l'équité du retrait obligatoire envisagé. Et tout d'abord, un premier commentaire nous semble nécessaire à propos de la comparaison qui peut être faite entre

les conditions financières des offres successives de Schneider et les indemnisations envisagées pour les porteurs d'Actions Ordinaires et d'ADP.

L'importance de la prime de contrôle extériorisée par la première offre (soit plus de 1,1 milliard d'euros sur la base des parités offertes et des cours de clôture des actions impliquées la veille de l'annonce de l'offre), puis le veto opposé par Bruxelles et enfin les différents recours déposés par Schneider pour contrer les obstacles successifs à son projet, sont autant d'indices sur l'ampleur des synergies qui étaient escomptées du rapprochement. A cet égard, la nature horizontale du rapprochement envisagé est sans nul doute l'un des déterminants essentiels. A contrario, cela signifie qu'un acquéreur purement financier (ou engagé dans un autre secteur d'activité que celui de la Société) n'aurait pas été en mesure de proposer des conditions équivalentes. Tel est le cas des initiateurs de la présente opération. Par suite, nous considérons que les prix implicites proposés par Schneider en janvier 2001 lors de son offre initiale et ceux effectivement payés en juillet 2001 à l'occasion de l'offre révisée ne peuvent constituer des références pertinentes pour la présente opération, et ceci indépendamment des évolutions que les marchés boursiers ont pu connaître depuis le déroulement de ces opérations.

A la lumière des considérations précédentes, on comprend également pourquoi les actionnaires de Legrand qui ont répondu favorablement (et de façon presque unanime) à l'offre révisée de Schneider en juillet 2001 se trouvent aujourd'hui dans une situation plus favorable que les actionnaires minoritaires résiduels d'aujourd'hui. De fait, sur la base d'un portefeuille comprenant 100 Actions Ordinaires ou 100 ADP en mai 2001 et en supposant que les actions Schneider reçues en échange n'ont pas été cédées, les premiers détiennent aujourd'hui un patrimoine de 16.726 euros (soit 350 actions Schneider à 47,19 euros, cours de clôture du 11 décembre) ou de 14.938 euros (soit 200 actions Schneider à 47,19 euros et une soulte en espèces de 5.500 euros) selon qu'ils étaient porteurs d'Actions Ordinaires ou d'ADP, tandis que les seconds se voient proposer dans le cadre de la présente opération une valorisation de leurs titres de 13.673 euros (soit un manque à gagner d'environ 18%) ou de 11.413 euros (soit un manque à gagner d'environ 24%) selon qu'ils détiennent des Actions Ordinaires ou des ADP.

Un deuxième commentaire porte sur la nature même de notre mission. En raison de l'existence de deux catégories d'actions chez Legrand et plus encore de la contestation (puis de la révision) dont la parité initialement proposée pour les ADP a fait l'objet, l'analyse de l'équité du retrait obligatoire envisagé doit porter sur deux questions distinctes. La première est l'équité du prix proposé pour le portefeuille d'activités de Legrand ou, ce qui revient au même après déduction de l'endettement financier net et des intérêts minoritaires, l'équité du prix proposé pour l'ensemble des capitaux propres. La deuxième question porte sur l'équité du partage du prix global proposé pour les capitaux propres entre les porteurs d'Actions Ordinaires d'une part et les porteurs d'ADP d'autre part, ce qui se résume dans le cas d'espèces à l'équité de la décote de 16,5% qui ressort des prix unitaires respectifs de 136,73 euros et de 114,13 euros offerts aux porteurs d'Actions Ordinaires et d'ADP.

Enfin, avant même d'examiner les conclusions du rapport d'évaluation préparé par les Banques, il nous semble que quatre éléments permettent déjà de présumer le caractère équitable du retrait obligatoire envisagé.

- (i) Conformément à la réglementation boursière, les prix offerts pour les Actions Ordinaires et les ADP dans le cadre de la présente garantie de cours (qui correspondent également aux indemnisations qui seront versées dans le cadre du retrait obligatoire ultérieur) sont identiques à ceux négociés par Schneider, ancien actionnaire contrôlant vendeur du bloc de contrôle. Les acquéreurs du bloc ont certes obtenu un crédit vendeur de 150 millions d'euros, mais comme ce crédit est assorti d'un taux d'intérêt proche des taux de marché, on peut considérer que le prix facial affiché pour la vente du bloc correspond au prix de vente réel pour Schneider (et cela d'autant plus que ce dernier n'a consenti aux acquéreurs aucune des garanties usuelles relatives à l'actif et au passif du groupe Legrand).
- (ii) Le prix de 3.627 millions d'euros payé par les acquéreurs du bloc (correspondant à une valorisation des capitaux propres de la Société de 3.699 millions d'euros) est le résultat d'un processus d'enchères, organisé sous le contrôle d'un mandataire nommé par Bruxelles par deux banques d'affaires de premier plan dûment mandatées par Schneider au lendemain du veto formulé par Bruxelles. Initié dès décembre 2001, ce processus s'est déroulé en trois étapes successives et a vu s'affronter plusieurs acquéreurs jusqu'à la signature, le 24 juin 2002, d'un accord d'exclusivité en faveur du Consortium Wendel. En raison même de ce processus d'enchères, de la qualité des postulants et des analyses approfondies qu'ils ont effectuées à cette occasion avec leurs conseils, la valorisation de 3,7 milliards d'euros (pour 100% du capital de la Société) obtenue par Schneider en juin 2002 fournit une estimation particulièrement pertinente de la juste valeur du portefeuille d'activités de la Société à cette date et représente de ce fait une référence incontournable dans la perspective du retrait obligatoire envisagé. A cet égard, cette valorisation est probablement supérieure à celle qui aurait résulté d'une solution alternative, étudiée en parallèle par Schneider et ses conseils, consistant à reclasser les titres de la Société sur le marché boursier.
- (iii) Par ailleurs, il s'est écoulé près de six mois entre la formulation par le Consortium Wendel d'un prix définitif pour l'achat du bloc de titres Legrand détenu par Schneider (soit le 24 juin 2002, date de l'accord d'exclusivité) et la réalisation effective de la transaction à ce même prix (soit le 10 décembre 2002). Comme indiqué plus haut, cette situation a résulté du souhait des dirigeants de Schneider de ne pas vendre avant le résultat de la procédure judiciaire initiée auprès de la Cour de Luxembourg et de protéger ainsi les intérêts fondamentaux de leurs actionnaires, et signifiait parallèlement pour l'acquéreur l'acceptation d'un risque. Or depuis le 24 juin 2002, la conjoncture économique mondiale s'est dégradée, ce qui a conduit les analystes financiers à réviser en baisse leurs anticipations de résultat pour les exercices 2002 et 2003. Les marchés boursiers en ont été affectés, ainsi qu'en atteste l'indice Eurostoxx 50 qui a perdu près de 14% entre le 24 juin et le 11 décembre 2002.
- (iv) Enfin, après la franche opposition manifestée à l'encontre du différentiel de parité entre Actions Ordinaires et ADP proposé dans l'offre initiale de Schneider, les porteurs d'ADP ont plébiscité à 97,5% la nouvelle parité qui leur était proposée dans l'offre révisée de Schneider. De fait, cette nouvelle parité extériorisait une décote de l'ADP par rapport à l'Action Ordinaire réduite de moitié par rapport à celle induite par l'offre initiale. En raison de la nature de l'opération (échange d'actions et non paiement en cash) et du caractère hybride de la parité proposée aux porteurs d'ADP (échange d'actions assorti d'une soulte en espèces), la décote extériorisée par la deuxième offre de Schneider ne peut être mesurée de façon définitive. Comme indiqué plus haut, sur la base du cours de clôture de Schneider le 6 juin 2001, veille du dépôt de l'offre, elle s'élève à 20,4% ; sur la base du cours de clôture moyen de Schneider pendant la durée de l'offre, elle s'établit à 17,5% ; sur la base du cours de Schneider retenu dans les comptes sociaux de Schneider pour valoriser la participation détenue dans Legrand (soit un cours 59,68 euros), elle ressort à 16,5%. Or c'est précisément ce niveau de décote, validé par la presque totalité des porteurs d'ADP, qui a été retenu pour la présente garantie de cours (parce que égal au niveau convenu dans le contrat de cession du bloc) et pour le retrait obligatoire ultérieur.

Sur la base des considérations précédentes, on peut donc déjà présumer du caractère équitable du retrait obligatoire envisagé, qu'il s'agisse aussi bien de la valorisation proposée pour les capitaux propres de la Société que de la clé de répartition de cette valorisation entre les porteurs d'Actions Ordinaires et les porteurs d'ADP. Pour autant, il reste à vérifier d'une part que cette valorisation intègre correctement la valeur des actifs et le potentiel de développement de la Société, et d'autre part que la décote de 16,5% de l'ADP par rapport à l'Action Ordinaire reflète correctement les situations respectives des porteurs des deux catégories d'actions. Tel est l'objet de l'analyse du rapport d'évaluation des Banques qui fait l'objet des développements ci-après.

### 5.3 Analyse du rapport des Banques

#### 5.3.1 Evaluation des capitaux propres de Legrand

Pour l'évaluation des capitaux propres de Legrand, les Banques mettent en oeuvre trois méthodes d'évaluation : (i) les comparables boursiers, (ii) les transactions comparables, (iii) les flux actualisés. Parallèlement, elles examinent quatre références distinctes : (i) valorisation implicite des capitaux propres de Legrand par les termes de l'OPE révisée déposée par Schneider le 7 juin 2001, (ii) valeur comptable de la participation de Legrand dans les comptes de Schneider au 31 décembre 2001, (iii) capitalisation boursière de Legrand sur la période récente, (iv) valorisation des capitaux propres de Legrand par les conditions d'acquisition du bloc de contrôle ayant motivé la présente garantie de cours.

Par ailleurs, les Banques rejettent avec raison la méthode patrimoniale et la référence représentée par la valeur comptable au motif que l'une et l'autre ignorent totalement la valeur incorporelle des activités d'origine de Legrand ou celles développées par croissance interne, par opposition aux activités acquises.

Dans toute la suite du présent rapport, le terme "Valorisation" s'entend de la valeur attribuée à la totalité des Actions Ordinaires et ADP Legrand en circulation (ou valeur attribuée aux capitaux propres part du groupe de Legrand), avant exercice des options de souscription d'Actions Ordinaires et d'ADP.

#### Références examinées par les Banques

Dans la synthèse qu'elles proposent de leurs propres travaux d'évaluation, les Banques ne retiennent que la dernière des références mentionnées ci-dessus (i.e. la récente acquisition du bloc de contrôle). Nous validons ce choix, considérant que les trois autres références mentionnées par les Banques sont soit non pertinentes, soit redondantes avec celle représentée par la récente acquisition du bloc de contrôle.

Nous avons détaillé plus haut les raisons qui nous conduisent à considérer comme effectivement incontournable la référence de Valorisation donnée par les conditions d'acquisition du bloc de contrôle par le Consortium Wendel (soit environ

3,7 milliards d’euros). De même, nous avons déjà expliqué pourquoi nous considérons comme non pertinente la référence de Valorisation donnée par l’OPE de juin 2001 (soit environ 6,4 milliards d’euros sur la base du cours de Schneider la veille de la date d’annonce).

S’agissant de la Valorisation donnée par la valeur nette comptable des titres Legrand dans les comptes de Schneider à fin 2001 (soit environ 4,1 milliards d’euros), nous avons bien noté qu’elle intégrait le veto opposé par Bruxelles au travers d’une provision de 1,4 milliard d’euros comptabilisée en fin d’année. De ce fait, cette Valorisation est beaucoup plus proche de celle calculée sur la base des cours moyens de l’Action Ordinaire et de l’ADP Legrand en décembre 2001 (soit environ 4,0 milliards d’euros) que de celle résultant des parités de l’OPE de juillet 2001 appliquées au cours moyen de Schneider en décembre 2001 (soit environ 4,9 milliards d’euros). Pour autant, nous considérons que cette référence est non pertinente, car à supposer qu’elle n’intégrait aucune probabilité, même faible, de finalisation du rapprochement entre Schneider et Legrand, elle serait redondante avec la référence représentée par la capitalisation boursière de Legrand. En ce qui concerne précisément cette troisième référence représentée par la capitalisation boursière, nous validons l’analyse proposée par les Banques. Plutôt que de se limiter à l’analyse traditionnelle consistant à remonter le temps à partir des derniers cours cotés avant l’annonce de la présente opération, les Banques préfèrent centrer l’analyse sur les accords ayant débouché sur la récente acquisition du bloc de contrôle par le Consortium Wendel en distinguant les trois périodes suivantes : (i) avant le 24 juin 2002, date de signature de l’accord d’exclusivité avec le Consortium Wendel, (ii) entre le 24 juin 2002 et le 26 juillet 2002, date de signature du contrat de cession au profit du Consortium Wendel, (iii) depuis le 26 juillet 2002.

S’agissant de la première période, nous excluons d’emblée la moyenne 12 mois qui intègre une période antérieure à l’annonce du veto de la Commission de Bruxelles (10 octobre 2001) et ceci pour des raisons identiques à celles qui nous ont conduit à rejeter la référence donnée par les termes de l’OPE de juin 2001. Par ailleurs, les moyennes 6 mois et 3 mois nous paraissent peu pertinentes en raison de la diminution significative des principaux indices boursiers mondiaux depuis fin 2001. Ainsi, au cours des deux périodes débutant le 24 décembre 2001 et le 25 mars 2002 (soit 6 mois et 3 mois avant la signature de l’accord d’exclusivité) et se terminant le 29 novembre 2002, l’Eurostoxx 50 a enregistré des baisses de 28,1% et 34,7% respectivement (19,1% et 17,3% pour le S&P 500). De même, sur les deux périodes précitées, l’indice comprenant dans des proportions égales les 6 sociétés comparables à Legrand identifiées par les Banques accuse des baisses de 9,9% et 17,8% respectivement.

Depuis le 24 juin 2002, la capitalisation boursière de Legrand est restée très stable avec une moyenne de 3,5 milliards d’euros (très faible écart-type de 74 millions d’euros), mais sans jamais dépasser de manière significative et prolongée la Valorisation de 3,7 milliards d’euros mentionnée dans l’accord d’exclusivité du 24 juin et confirmée dans le contrat de cession du 26 juillet (sauf depuis le 3 décembre 2002, date à laquelle Schneider a annoncé publiquement sa décision de céder sa participation au Consortium Wendel). Cette dernière observation est à notre avis le signe d’une certaine inefficience du marché des titres Legrand. En effet, les deux hypothèses suivantes peuvent être envisagées à propos des anticipations du marché : (i) soit le marché anticipe définitivement la cession au Consortium Wendel et dans ce cas la capitalisation boursière devrait s’ajuster à un niveau légèrement inférieur au prix de cession au Consortium Wendel (afin d’intégrer le délai séparant la date considérée et le règlement du prix au terme de la garantie du cours) ; (ii) soit le marché considère qu’il existe toujours une probabilité non nulle pour que, suite à l’annulation du veto de Bruxelles (décision effectivement prise et rendue publique le 22 octobre 2002 par la Cour de justice de Luxembourg), le rapprochement Schneider-Legrand puisse aller à son terme, et dans ce cas la capitalisation boursière de Legrand devrait logiquement se situer entre la Valorisation donnée par le prix de cession au Consortium Wendel et la Valorisation résultant des parités de l’OPE révisée de juin 2001, soit une Valorisation moyenne depuis le 24 juin de 4,4 milliards d’euros. Par suite, nous considérons que la capitalisation boursière de Legrand depuis le 24 juin ne constitue pas une référence pertinente ou constituerait au mieux une référence redondante avec celle donnée par le prix de cession au consortium.

#### Méthodes des comparables boursiers

Les Banques retiennent un échantillon de six sociétés cotées (quatre américaines et deux européennes) réalisant une part significative de leur chiffre d’affaires sur les mêmes marchés que Legrand. A la différence de ce qui est souvent observé dans ce type d’analyse comparative, le degré de similitude des sociétés retenues entre elles et avec la société évaluée est relativement satisfaisant, ce qui conforte par avance la pertinence des résultats obtenus.

Certes la taille des sociétés de l’échantillon (mesurée par la valeur d’entreprise) varie dans le rapport de 1 à 20, la moyenne et la médiane s’établissant respectivement à 4,5 et 3,5 milliards d’euros. En revanche, la rentabilité des capitaux investis (mesurée par l’EBITA rapporté aux immobilisations corporelles augmentées du besoin en fonds de roulement) se situe en moyenne à un niveau très proche de celui observé chez Legrand. Dans le contexte d’une évaluation comparative, ce dernier point est très satisfaisant dans la mesure où ce ratio constitue avec la croissance le déterminant essentiel de la capacité de l’entreprise considérée à générer des flux de trésorerie et représente donc un déterminant clé de la valeur du portefeuille d’activités. Cette situation est le résultat d’une certaine dispersion des marges opérationnelles (i.e. EBITA rapporté au chiffre d’affaires) compensée par une dispersion analogue de la rotation des capitaux investis (i.e. chiffre d’affaires rapporté aux immobilisations corporelles augmentées du besoin en fonds de roulement). Ainsi le niveau médian des marges opérationnelles s’établit à 9,7% en 2002, soit un pourcentage sensiblement inférieur au pourcentage de 13,0% attendu la même année chez Legrand, tandis que la rotation médiane des capitaux investis ressort à 2,3 en 2002, soit un chiffre supérieur au chiffre de 1,5 estimé pour la même année chez Legrand.

En ce qui concerne les ratios d’évaluation, les Banques retiennent deux multiples distincts assis respectivement sur le résultat opérationnel avant et après dotation aux amortissements (multiples d’EBITDA et d’EBITA), ces multiples étant calculés sur la base des données estimées pour 2002 et attendues pour 2003. L’une des sociétés de l’échantillon (Thomas & Betts Corp) connaît de sérieuses difficultés en 2002 et dégage de ce fait sur cet exercice un résultat opérationnel anormalement bas. Elle a donc été exclue avec raison par les Banques des calculs de multiples moyens et médians sur 2002. Compte tenu de l’écart qui a été relevé plus haut entre la rotation des capitaux observée sur l’échantillon et chez Legrand, l’utilisation des multiples d’EBITDA devraient introduire un biais positif par rapport à l’évaluation donnée par les multiples d’EBIT, sous réserve que cette évaluation ne soit pas elle-même biaisée dans le même sens par l’hétérogénéité des modalités d’amortissement des immobilisations retenues par les entreprises considérées.

Dans le cas présent, les Valorisations données par les multiples d’EBITDA 2002 et 2003, soit respectivement 3,8 et 3,4 milliards d’euros, sont très proches de celles données par les multiples d’EBITA, soit respectivement 3,7 et 3,3 milliards d’euros. Une telle fourchette d’estimations confirme le caractère équitable, pour les actionnaires minoritaires résiduels de Legrand, de la Valorisation de 3,7 milliards d’euros envisagée pour le retrait obligatoire.

#### Méthodes des transactions comparables

Les Banques s’appuient sur un échantillon de 3 transactions jugées pertinentes à partir d’un échantillon d’une douzaine de transactions échelonnées sur la période janvier 1997 – août 2001. Les 3 transactions retenues figurent parmi les plus récentes, la plus ancienne étant finalisée en janvier 1999 et la plus récente en août 2001. Compte tenu de la baisse significative et continue des marchés boursiers depuis mi 2000 (environ 35% pour le S&P 500 à titre d’illustration) et de la connexion qui se fait nécessairement entre les valorisations des entreprises cotées et les prix payés dans le cadre de transactions de blocs de contrôle, nous considérons que les estimations données par cet échantillon risquent d’être biaisées vers le haut et constituent par conséquent des références moins pertinentes que celles données par les comparables boursiers.

Les multiples considérés par les Banques sont les multiples d’EBITDA, d’EBITA et d’EBIT, étant précisé que le second multiple n’a pu être calculé que pour 2 des 3 sociétés de l’échantillon. Appliqués aux grandeurs correspondantes de Legrand sur 2002, le multiple d’EBITDA fait ressortir une Valorisation de 4,3 milliards d’euros, sensiblement supérieure à la Valorisation de 3,1 milliards d’euros donnée par les multiples d’EBITA et d’EBIT. En l’absence d’informations précises sur les trois sociétés de l’échantillon (intensité capitalistique et modalités d’amortissement des immobilisations notamment), nous ne pouvons expliquer l’origine de cet écart et donc exprimer une préférence pour l’un des deux résultats obtenus.

#### Méthode des flux futurs actualisés

Les Banques s’appuient sur le plan de développement 2002-2007 établi début 2002 par le management de Legrand dans le cadre du processus de vente décidé par Schneider (cf. supra). Elles ont en outre extrapolé les principales données de ce plan sur une période additionnelle de 5 ans (soit 2008-2012), ce qui permet de repousser d’autant de calcul de la valeur terminale et réduire ainsi son poids relatif dans la valeur estimée du portefeuille d’activités de la Société. Les prévisions 2003 ont été ajustées afin de prendre en compte une conjoncture économique moins favorable que celle anticipée début 2002.

Conformément à la définition de notre mission, ces données prévisionnelles n’ont fait l’objet d’aucune vérification indépendante de notre part. Globalement, elles sont en ligne avec les performances historiques de la Société et peuvent être considérées comme " raisonnablement optimistes ", ce qui est en définitive cohérent avec le contexte dans lesquelles elles ont été élaborées. A titre d’illustration, il est ainsi prévu que la marge opérationnelle retrouve rapidement son niveau historique de 1999, après la baisse enregistrée en 2001 et un point bas attendu en 2005.

Nous validons très largement les modalités et paramètres retenus par les Banques pour la mise en œuvre de la méthode des flux, qu’il s’agisse des taux d’actualisation utilisés (i.e. un coût moyen pondéré du capital, compris entre 8,25% et 9,25%, estimé à partir des coefficients bêta des sociétés cotées comparables) ou encore des modalités de calcul de la

valeur terminale (i.e. multiples de sortie assis sur l’EBITDA, compris entre 6,0 et 8,0). Au total, les Banques obtiennent une Valorisation de Legrand à fin 2002 comprise entre 3,5 et 4,7 milliards d’euros, les deux extrémités de cette fourchette d’estimations correspondant respectivement à un taux d’actualisation de 9,25% combiné avec un multiple de sortie de 6,0 et à un taux d’actualisation de 8,25% combiné avec un multiple de sortie de 8,0.

Compte tenu de l’impact déterminant sur les estimations obtenues, nous souhaitons toutefois formuler un commentaire sur les modalités de calcul de la valeur terminale à l’horizon 2012 ; la valeur terminale actualisée représente en effet environ 60% de la valeur du portefeuille d’activités de la Société. Les multiples d’EBITDA de sortie retenus par les Banques sont certes en retrait par rapport aux multiples 2002 observées sur les sociétés comparables (niveau médian de 8,3, mais ils nous paraissent encore relativement élevée pour refléter la valeur d’un portefeuille d’activités supposé avoir atteint un certain degré de maturité à la date considérée (soit 2012). Une telle impression est d’ailleurs doublement confortée par les fourchettes implicites d’EBITA et de taux de croissance perpétuelle correspondant à la fourchette d’estimations donnée par les Banques: (i) les multiples implicites d’EBITA sont compris entre 8,5 et 11,3, (ii) les taux de croissance perpétuelle (dans le contexte d’une actualisation à l’infini du flux de sortie normatif) sont compris entre 1,5% et 2,5%. Dans un cas comme dans l’autre, le bas de fourchette (soit un multiple de 8,5 et un taux de croissance perpétuelle de 1,5%) nous semble plus proche du haut de fourchette que du bas de fourchette habituellement retenu pour la détermination d’une valeur terminale dans le contexte d’une évaluation par les flux actualisés.

La raison de cette situation est l’hypothèse, implicitement retenue par les Banques dans leur calcul de valeur terminale, selon laquelle Legrand conservera sur très longue période le niveau élevé de rentabilité sur capitaux investis qu’elle dégage en 2002 (et plus encore à l’horizon 2012). Afin d’en mesurer l’impact, nous avons simulé un scénario alternatif dans lequel la Société enregistre à moyen terme une certaine érosion de sa rente économique (i.e. écart entre la rentabilité des capitaux investis et le coût du capital). Concrètement, il a été supposé que pendant les dix années postérieures à l’horizon de prévision retenu par les Banques (soit la période 2013-2022), la Société subirait une érosion progressive de sa marge opérationnelle et de ce fait aurait perdu en fin de période environ le tiers de la rente économique détenue fin 2012. Sous ces hypothèses, en considérant par ailleurs un coût du capital de 8,75% et une croissance uniforme de 2% par an à partir de 2012, la Valorisation de la Société s’établit à 3,4 milliards d’euros.

Ce dernier résultat conforte le caractère équitable de la Valorisation de 3,7 milliards d’euros envisagé pour le retrait obligatoire. En raison du risque additionnel encouru du fait du levier financier utilisé dans l’acquisition et compte tenu de la probabilité non nulle que les perspectives à long terme soient meilleures que celles prises en compte dans ce dernier scénario, ce même résultat n’est pas incompatible avec le fait que les nouveaux actionnaires contrôlants de Legrand puissent obtenir in fine sur les fonds propres investis une rentabilité supérieure au coût du capital de 8,75% considéré dans ces derniers calculs.

#### 5.3.2 Appréciation de la décote des ADP

Comme indiqué plus haut, la décote de 16,5% résultant des prix d’indemnisation prévus pour les porteurs d’Actions Ordinaires et d’ADP correspond à la fourchette basse de la décote observée lors du déroulement de l’offre révisée de juin 2001. En raison du succès rencontré par cette offre auprès des porteurs d’ADP, nous considérerons que ce niveau de décote constitue une référence incontournable dans le cadre du retrait obligatoire envisagé.

En complément de cette première référence, les Banques examinent également deux autres références (décotes boursières historiques et décotes observées dans des opérations similaires) et réalisent en outre à titre d’information une approche intrinsèque fondée notamment sur l’évaluation spécifique du privilège accordé aux porteurs d’ADP.

#### Décotes boursières historiques

Nous avons vu précédemment que, depuis la signature de l’accord d’exclusivité avec le Consortium Wendel, la capitalisation boursière de Legrand s’était peu ou prou ajustée sur la Valorisation de 3,7 milliards d’euros négociée entre les deux parties. Il en va de même pour la décote de l’ADP qui, depuis le dénouement de l’offre révisée de juin 2001, s’est peu écartée du niveau moyen de 17,5% observé pendant le déroulement de cette offre.

De fait, entre le 25 juillet 2001 (fin de l’offre révisée de Schneider) et le 23 juin 2002 (veille de l’annonce de l’accord d’exclusivité avec le Consortium Wendel), la décote de l’ADP est restée remarquablement stable avec une moyenne de 19,4% et un écart-type de 4,2% (décote mesurée sur la base des cours de clôture de l’Action Ordinaire et de l’ADP). Depuis lors, sur la période comprise entre le 24 juin 2002 et le 3 décembre 2002, la décote moyenne ressort à 17,3% (écart-type de 3,3%), soit un niveau voisin de celui envisagé pour le retrait obligatoire.

De ces observations, il découle que le marché dans son ensemble a parfaitement intégré et d’une certaine façon complètement validé le niveau de décote qui doit s’appliquer à l’ADP Legrand dans le contexte d’une opération de fermeture du capital, que celle-ci soit provoquée par une fusion-absorption par Schneider ou qu’elle s’inscrive dans la suite logique de la cession du bloc de titres détenus par Schneider. Une telle conclusion va dans le même sens que celle énoncée plus haut à propos du taux de réponse des porteurs d’ADP à l’offre révisée de juin 2001, et permet de présumer davantage le caractère équitable de la décote de 16,5% qui sera proposée dans le cadre du retrait obligatoire.

#### Décotes observées dans des opérations similaires

Les Banques ont procédé à un recensement très complet des transactions réalisées en France sur des ADP existantes. Elles distinguent deux catégories d’opérations : (i) celles initiées par un tiers (i.e. non actionnaire de la société émettrice) à l’occasion d’une offre publique volontaire portant sur tous les titres de capital ou donnant accès au capital, (ii) celles initiées par l’actionnaire contrôlant de la société émettrice ou par la société émettrice elle-même à l’occasion d’une offre publique volontaire ou obligatoire portant ou non sur les seules ADP. Ces deux catégories regroupent respectivement 5 et 4 opérations ou projets d’opération. Les Banques observent d’une part que les décotes extériorisées dans les opérations analysées sont en ligne avec les décotes historiques récentes (pour la première catégorie d’opérations) et d’autre part que la décote de 16,5% extériorisée dans la présente garantie de cours est homogène avec les décotes moyennes extériorisées dans les deux catégories d’opérations (soit respectivement 19,8% et 10,3%).

Ces résultats appellent deux commentaires de notre part. Tout d’abord, le premier groupe d’opérations recensées par les Banques comprend trois opérations visant la prise de contrôle de Casino, à savoir l’offre initiale de Promodès et les surenchères successives de Rallye et de Promodès. Dans le cadre de cette analyse comparative, ces deux surenchères nous apparaissent redondantes avec l’offre initiale dans la mesure où elles laissent inchangées la décote des ADP au niveau de 20% initialement proposé. De ce fait, l’exclusion souhaitable de ces deux opérations n’a cependant que peu d’impact sur la décote moyenne extériorisée par le premier groupe de transactions.

Par ailleurs, au regard de l’objectif de cette analyse comparative qui est l’appréciation de la décote de 16,5% envisagée dans le cadre du retrait obligatoire, nous préférons une typologie fondée sur la distinction entre les deux catégories d’opérations suivantes :(i) celles fondées sur le principe d’une offre volontaire (qu’elles soient initiées ou non par un tiers et portent ou non sur tous les titres de capital), (ii) celles impliquant la disparition des ADP (soit au travers d’une offre assortie d’un retrait obligatoire, soit au travers d’une conversion en actions ordinaires décidée en assemblée générale des porteurs d’Actions Ordinaires et approuvée par l’assemblée spéciale des porteurs d’ADP). En intégrant la remarque précédente qui réduit l’échantillon total à 7 opérations, les deux groupes ainsi constitués comprennent respectivement 4 opérations (i.e. Darty 1988, Roussel Uclaf 1993, Casino sept. 1997, Essilor 1997) et 3 opérations (i.e. CSEE 1994, Roussel Uclaf 1996, Essilor 2001) et extériorisent des décotes moyennes de 21,5% et 4,4%.

Au vu de cette dernière observation et nonobstant la taille très réduite des deux sous-échantillons qui interdit toute validation d’ordre statistique, on pourrait conclure que le niveau de décote dépend assez largement du caractère volontaire ou forcé de la transaction. En réalité, bien plus que la nature de l’opération, le déterminant essentiel de la décote nous semble être la taille de l’opération, l’initiateur se montrant a priori beaucoup plus généreux envers les porteurs d’ADP (au détriment des porteurs d’Actions Ordinaires) lorsque les enjeux de l’opération sont limités. Or, dans la mesure où elles ont été précédées par une opération volontaire de grande envergure, les opérations visant la disparition des ADP portent structurellement sur un nombre de titres limité. Ainsi, la taille moyenne des transactions (mesurée par le nombre d’ADP visées multiplié par le prix offert) ressort à 379 millions d’euros dans le premier groupe d’opérations et à seulement 14 millions d’euros dans le second, montants qui représentaient respectivement environ 16% et moins de 2% de la capitalisation boursière des Actions Ordinaires à la date des transactions. Avec une taille égale à 19 millions d’euros (moins de 1% de la valeur des Actions Ordinaires sur la base du prix d’offre), la présente opération se range dans ce dernier groupe.

Particulièrement représentative de l’argumentation précédente est l’offre d’échange suivie d’un rachat forcé initiée par Essilor en juillet 2001. Cette opération qui porte sur un montant de 15 millions d’euros avait été précédée en mars 1997 par une opération d’échange à caractère volontaire qui portait sur un montant maximum de capitaux de 380 millions d’euros. L’opération de juillet 2001 a été réalisée avec une décote nulle, alors que celle de mars 1997 avait été proposée avec une décote de 7,5%. Comme on le verra plus loin, l’absence de décote signifie sur un plan théorique soit que le privilège sur les dividendes a une valeur élevée, soit que le droit de vote a une valeur nulle, ce qui n’a pas véritablement de sens dans une société par actions dont le contrôle est susceptible de changer de mains un jour ou l’autre. Or dans le cas de Essilor, la valeur du privilège peut être estimée à moins de 1% de la valeur de l’Action Ordinaire. Comme nous considérons que la valeur du droit de vote ne peut être nulle, il est donc probable que l’absence de décote dans cette transaction a été motivée par la volonté d’offrir une prime significative aux porteurs d’ADP, à peu de frais pour les porteurs d’Actions Ordinaires compte tenu de la taille limitée de la transaction.

Abstraction faite de cette opération, la décote moyenne du second groupe de transactions s’élève à 14,2%, soit un niveau peu différent de la décote de 16,5% proposée dans le cadre de la présente opération. Nous en concluons que cette deuxième typologie ne paraît pas plus pertinente que la précédente, proposée par les Banques, pour expliquer le niveau de la décote entre ADP et Actions Ordinaires. Ces typologies ne seront donc pas reprises dans l’approche intrinsèque présentée ci-après.

Approche intrinsèque

Sur un plan théorique, la valeur d’une ADP peut être appréhendée simplement à partir de la valeur de l’Action Ordinaire en y ajoutant la valeur du privilège résultant du dividende prioritaire et en y retranchant la valeur du droit de vote. A première vue, la problématique relative à l’évaluation d’une ADP s’apparente donc à celle rencontrée dans l’évaluation d’une obligation convertible, dont la valeur peut être estimée en ajoutant la valeur de l’option de conversion à la valeur nue de l’obligation.

En réalité, les deux problématiques diffèrent, car dans le cas de l’obligation convertible la valeur des deux composantes peut être obtenue à partir de modèles financiers particulièrement robustes, tandis que dans le cas de l’ADP seul le privilège sur le dividende peut faire l’objet d’une modélisation financière rigoureuse. En effet, même si les principaux déterminants de la valeur du droit de vote sont assez clairement identifiés sur un plan théorique (degré de protection des actionnaires minoritaires, degré de dispersion de l’actionnariat et plus généralement intensité de la concurrence sur le marché du contrôle des entreprises), l’absence de modèle d’évaluation véritablement opérationnel interdit en pratique toute approche intrinsèque de la valeur du droit de vote et par suite de la valeur d’une ADP.

A défaut de donner la valeur intrinsèque de l’ADP, l’évaluation du privilège lié au dividende prioritaire à partir d’un modèle actuariel classique permet néanmoins, par simple différence avec la valeur de l’Action Ordinaire, d’extérioriser la valeur implicite du droit de vote. Dans le cas d’espèces, la valeur implicite du droit de vote ainsi calculé chez Legrand à partir des prix offerts sur l’Action Ordinaire et l’ADP peut ainsi être comparée avec les valeurs implicites du droit de vote obtenues par la même démarche dans le cadre d’opérations similaires.

Certes, nous reconnaissons avec les Banques que la modélisation théorique de la valeur de l’ADP qui vient d’être proposée n’est pas exhaustive, car elle ignore d’autres paramètres tels que le différentiel de liquidité entre les deux catégories d’actions. Pour autant, à la différence des Banques, nous considérons que la démarche pragmatique consistant à combiner une évaluation intrinsèque du privilège sur le dividende et une appréciation par comparaison de la valeur implicite du droit de vote doit être retenue au même titre que les références ou analyses précédentes pour apprécier la décote de 16,5% proposée dans le cadre de la présente opération.

En particulier, cette démarche est la seule à prendre en compte de façon explicite la nature unique du privilège accordé aux porteurs d’ADP Legrand, à savoir une priorité sur un montant exprimé en pourcentage du dividende versé aux porteurs d’Actions Ordinaires et non une priorité sur un montant fixé dès l’origine (souvent égal à un pourcentage de la valeur nominale de l’ADP). Dans le premier cas (celui de l’ADP Legrand), la valeur relative du privilège de l’ADP par rapport à la valeur de l’Action Ordinaire reste stable au cours du temps (sauf rupture dans la politique de distribution de dividendes), tandis que dans le second cas cette valeur relative diminue avec les années (sauf stagnation ou diminution du cours boursier de l’Action Ordinaire).

Pour l’ensemble des ADP de l’échantillon précédent, la valeur du privilège a été estimée simplement en actualisant sur un horizon infini le montant actuel du privilège à un taux d’actualisation égal au coût estimé des capitaux propres. S’agissant du montant du privilège, les Banques présentent deux modalités de calcul avec et sans avoir fiscal, mais en conservant le même taux d’actualisation. Pour notre part, nous privilégions le calcul fondé sur le montant brut (i.e. avoir fiscal de 50% inclus), considérant que la prise en compte d’un dividende net (intégrant implicitement une fiscalité personnelle au taux de 33,3%) devrait logiquement conduire à ajuster le taux d’actualisation utilisé (qui ignore la fiscalité personnelle). Pour estimer la valeur du privilège de l’ADP Legrand, les Banques utilisent la même démarche, mais afin de prendre en compte le caractère variable du privilège, elles simulent également un taux de croissance perpétuelle de 2% par an.

Pour les raisons évoquées plus haut, nous excluons de l’analyse la seconde opération Essilor qui fait ressortir une valeur implicite du droit de vote inférieur à 1%. Dans le cadre d’un échantillon global ainsi réduit à 6 opérations et sur la base des modalités de calcul définies ci-dessus, la valeur implicite moyenne du droit de vote ressort à 25% (médiane de 26%). Comme attesté par le niveau élevé de l’écart-type (plus de 12%), l’échantillon se caractérise par une large dispersion des valeurs implicites de droit de vote obtenues (de 8% à 40%), ce qui traduit bien le fait que le droit de vote est un actif particulièrement délicat à évaluer, dont la valeur dépend avant tout des caractéristiques spécifiques des sociétés considérées.

En ce qui concerne Legrand, la valeur implicite du droit de vote ressort à 29% ou 32% selon que le taux de croissance perpétuelle des dividendes considéré est nul ou égal à 2% par an. Ces pourcentages se situent au dessus du niveau médian de 26% observé dans l’échantillon de référence, mais restent tout à fait cohérents avec le spectre des observations individuelles (3 opérations extériorisent une valeur de droit de vote supérieure). Ainsi, cette dernière analyse fondée notamment sur une évaluation intrinsèque du privilège de l’ADP Legrand ne contredit en aucune façon les conclusions précédentes sur le caractère équitable de la décote de 16,5% envisagée pour le retrait obligatoire.

5.4 Conclusion

5.4.1 Sur la valorisation des capitaux propres de Legrand

Considérant que la Valorisation de 3,7 milliards d’euros qui serait proposée dans le cadre du retrait obligatoire envisagé, est égale à la Valorisation qui vient d’être obtenue par Schneider à l’occasion de la cession à l’initiateur de la présente opération d’un bloc de contrôle représentant environ 98% du capital et des droits de vote de la Société, considérant en outre, avec les réserves d’usage suscitées par la mise en œuvre de la méthodologie, que les estimations données par une approche comparative fondée sur les cours boursiers ou les prix d’acquisition de sociétés comparables sont plutôt inférieures à la Valorisation proposée, considérant enfin, au vu des estimations fournies par la méthode des flux actualisés sur la base de prévisions établies au printemps 2002 par le management de la Société dans le cadre du processus de cession décidée par Schneider, que la Valorisation proposée intègre de façon satisfaisante la valeur des actifs et les perspectives de développement de la Société, nous estimons que la procédure de retrait obligatoire envisagée à l’issue de la présente garantie de cours serait équitable pour les actionnaires minoritaires de Legrand, qu’ils soient à ce stade porteurs d’Actions Ordinaires ou d’ADP.

5.4.2 Sur la décote du prix des ADP par rapport au prix des Actions Ordinaires

Considérant que la décote de 16,5% extériorisée par les prix unitaires de 136,73 euros et de 114,13 euros qui seraient respectivement proposés aux porteurs d’Actions Ordinaires et aux porteurs d’ADP dans le cadre du retrait obligatoire envisagé, se situe en bas de la fourchette de décotes extériorisées dans l’offre révisée de Schneider en juin 2001, considérant par ailleurs que les conditions de cette offre, incluant notamment cette décote des ADP de l’ordre de 16,5%, avaient été plébiscitées à plus de 97% tant par les porteurs d’Actions Ordinaires que par les porteurs d’ADP, considérant par ailleurs que cette même décote de 16,5% est similaire (voire inférieure) aux décotes observées dans des opérations publiques impliquant des ADP (y compris celles visant la disparition de cette classe de titres), considérant enfin, dans le cadre d’une approche intrinsèque qui prend explicitement en compte la spécificité du privilège détenu par les porteurs d’ADP Legrand, que la valeur implicite du droit de vote résultant de la décote envisagée de 16,5% est cohérente avec les valeurs implicites de droit de vote extériorisées dans des transactions impliquant des ADP, nous estimons que la décote envisagée de 16,5% reflète correctement les situations respectives (droits et obligations) des porteurs d’Actions Ordinaires et d’ADP et est donc équitable pour ces deux catégories d’actionnaires.

Paris, le 11 décembre 2002  
Pour Bryan Garnier & Co,  
Monsieur Bruno HUSSON

AVIS MOTIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LEGRAND

Le conseil d’administration de Legrand s’est réuni le 10 décembre 2002 sous la présidence de Monsieur François Grappotte dans sa nouvelle composition (telle qu’indiquée au paragraphe 3.3 de la présente note d’information) et a pris connaissance des termes et conditions du projet de garantie de cours de Fimaf sur les actions ordinaires et les actions à dividende prioritaire sans droit de vote composant le capital social de la Société et du rapport de l’expert indépendant, la société Bryan Garnier & Co., représentée par Monsieur Bruno Husson, sur le caractère équitable du prix d’offre pour chacune des catégories de titres concernées. Sur les sept administrateurs de Legrand composant le nouveau conseil d’administration de Legrand, seul Monsieur Reinhard Gorenflös (KKR) était absent et excusé.

" Ayant pris connaissance du projet de garantie de cours portant sur les actions ordinaires et les actions à dividende prioritaire composant le capital social de Legrand et du rapport de l’expert indépendant, la société Bryan Garnier & Co., représentée par Monsieur Bruno Husson, sur le caractère équitable du prix d’offre pour chacune des catégories de titres concernées, ayant apprécié le prix d’offre pour chacune des catégories de titres concernées et les éléments d’appréciation du prix d’offre tels qu’exposés dans le projet de note d’information conjointe qui lui a été présenté, le Conseil d’administration considérant ces éléments comme satisfaisants a décidé, à l’unanimité, que ce projet correspondait à l’intérêt de Legrand et de l’ensemble de ses actionnaires et recommande tant aux porteurs d’actions ordinaires qu’aux détenteurs d’actions à dividende prioritaire d’apporter leurs titres à la garantie de cours.  
Par ailleurs, Monsieur François Grappotte et les membres du conseil d’administration de Legrand ont indiqué leur intention d’apporter à la garantie de cours initiée par Fimaf les titres Legrand qu’ils détiennent ".

PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DE LA NOTE D'INFORMATION

7.1 Pour les banques présentatrices

" Conformément au règlement n° 2002-04 de la COB, Credit Suisse First Boston et Lehman Brothers, établissements co-présentateurs, attestent qu’à leur connaissance, la présentation de la présente garantie de cours qu’ils ont examinée sur la base des informations communiquées par la société Fimaf et les éléments d’appréciation du prix proposé sont conformes à la réalité et ne comportent pas d’omission de nature à en altérer la portée ".

Credit Suisse First Boston  
Lehman Brothers

7.2 Pour la présentation de Fimaf

7.2.1 Pour Fimaf

" A ma connaissance, les données de la présente note d’information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d’omission de nature à en altérer la portée ".

La société FIMEP, Président, représentée par Monsieur François Grappotte.

7.2.2 Pour la vérification de la situation financière et des comptes de Fimaf

" En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Fimaf et en application du règlement de la COB n° 2002-04, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques de la société Fimaf données dans la présente note d’information établie à l’occasion de la garantie de cours visant les Actions Ordinaires et les ADP.  
Cette note d’information a été établie sous la responsabilité du Président de Fimaf pour Fimaf et du Président du conseil d’administration de Legrand pour Legrand. Il nous appartient d’émettre un avis sur la sincérité des informations qu’elle contient portant sur la situation financière et les comptes de Fimaf figurant au paragraphe 2 de la note d’information. Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société Fimaf, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l’objet d’un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations concernant la société Fimaf contenues dans la note d’information afin d’identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Cette note d’information ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d’un processus d’élaboration structuré relatives à la société Fimaf.

Les comptes pour les exercices clos les 31 décembre 2001 et 31 juillet 2002, arrêtés par le Président de la société Fimaf, ont fait l’objet d’un audit par Béfec - PriceWaterhouse, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans cette note d’information et relatifs à la société Fimaf ".

Paris, le 11 décembre 2002  
Le Commissaire aux comptes  
Deloitte Touche Tohmatsu  
Dominique Descours

7.3 Pour la présentation de Legrand

7.3.1 Pour Legrand

" A ma connaissance, les données de la présente note d’information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d’omission de nature à en altérer la portée ".

François Grappotte, Président du conseil d’administration

7.3.2 Pour la vérification de la situation financière et des comptes de Legrand

" En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Legrand et en application du règlement de la COB n° 2002-04, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques de la société Legrand données dans la présente note d’information établie à l’occasion de la garantie de cours visant les Actions Ordinaires et les ADP.  
La présente note d’information intègre le document de référence de Legrand qui a été déposé auprès de la COB sous le numéro de référence D. 02-1328 en date du 28 juin 2002 et qui a déjà fait l’objet d’une attestation de notre part en date du 28 juin 2002 dans laquelle nous concluons que nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées relatifs à la société Legrand.  
Cette note d’information a été établie sous la responsabilité du Président du conseil d’administration de Legrand pour Legrand et du Président de Fimaf pour Fimaf. Il nous appartient d’émettre un avis sur la sincérité des informations qu’elle contient portant sur la situation financière et les comptes de Legrand figurant au paragraphe 3 de la note d’information.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société Legrand, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l’objet d’un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations concernant la société Legrand contenues dans la note d’information afin d’identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Cette note d’information ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d’un processus d’élaboration structuré relatives à la société Legrand.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 1999, 31 décembre 2000 et 31 décembre 2001, arrêtés par le conseil d’administration de la société Legrand, ont fait l’objet d’un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes semestriels consolidés de la société Legrand relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2002 établis sous la responsabilité du conseil d’administration de Legrand ont fait l’objet d’un examen limité par nos soins selon les normes professionnelles applicables en France et ont fait l’objet d’un rapport sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans cette note d’information et relatifs à la société Legrand ".

Paris, le 11 décembre 2002  
Les Commissaires aux comptes  
Coopers & Lybrand Audit  
Membre de PriceWaterhouseCoopers  
Pierre-Bernard Anglade  
Associé,  
Mandataire Social  
Edouard Sattler  
Associé, Fondateur de Pouvoir  
et Responsable Technique  
René Ricol  
Associé,  
Mandataire Social  
Gilles de Courcel  
Associé, Fondateur de Pouvoir  
et Responsable Technique